

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2008 — 469

[2008/200428]

**20 DECEMBRE 2007. — Arrêté ministériel relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie**

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment l'article 37;

Vu l'arrêté de Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, notamment l'article 25*bis*, alinéa 2, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations du service public dans le marché du gaz, notamment l'article 29*bis*, alinéa 2, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 18 octobre 2007 approuvant le programme d'actions relatif au Fonds Energie pour 2008 et 2009;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, modifié par les arrêtés ministériels du 30 mai 2006, du 29 décembre 2006, du 24 janvier 2007 et du 6 juillet 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 octobre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 octobre 2007;

Vu l'avis 43.819/4 du Conseil d'Etat, donné le 10 décembre 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Généralités**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1<sup>o</sup> "bâtiment" : tout immeuble situé sur le territoire de la Région wallonne, à l'exception des installations mobiles, dans lequel des investissements ou des prestations sont réalisés en vue d'une utilisation rationnelle de l'énergie;

2<sup>o</sup> "logement" : tout bâtiment affecté à l'habitation d'un ou plusieurs ménages; constitue également un logement, le bâtiment affecté à un usage mixte lorsque la partie affectée au logement excède 40 % de la surface totale;

3<sup>o</sup> "unité d'habitation" : partie d'un logement, telle qu'un appartement, dont les locaux sont réservés à l'usage exclusif d'un seul ménage;

4<sup>o</sup> "maison unifamiliale" : logement dont tous les locaux sont réservés à l'usage individuel d'un seul ménage, à l'exclusion des logements collectifs et des appartements ainsi que de tout type de superposition de locaux appartenant à des logements distincts;

5<sup>o</sup> "rénovation" : travaux réalisés dans un bâtiment dont le dossier de demande de permis d'urbanisme a été déposé à la commune avant le 1<sup>er</sup> décembre 1996;

6<sup>o</sup> "coefficient de conductivité thermique" de l'isolant,  $\lambda$  : coefficient déterminé suivant la norme NBN B 62-002 et ses addenda;

7<sup>o</sup> "coefficient de résistance thermique, R" : coefficient obtenu en divisant l'épaisseur de l'isolant,  $d$  (m), par la conductivité thermique du matériau,  $\lambda$  (W/mK);

8<sup>o</sup> "niveau d'isolation thermique globale K" : le niveau K est calculé suivant les normes en vigueur six mois avant l'introduction de la demande de permis d'urbanisme; à défaut de norme existante à cette date, le niveau K est calculé suivant les normes en vigueur six mois avant la date de la facture;

9<sup>o</sup> "administration" : la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne;

10<sup>o</sup> "gestionnaire de réseau" : le gestionnaire de réseau de distribution de gaz ou d'électricité sur le territoire duquel l'investissement est réalisé;

11<sup>o</sup> "programme AMURE" : programme instauré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé;

12<sup>o</sup> "programme UREBA" : programme instauré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments;

13<sup>o</sup> "programme MEBAR" : programme instauré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour l'utilisation rationnelle et efficace de l'énergie;

14<sup>o</sup> "décrets d'expansion" : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie et le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

15<sup>o</sup> "entrepreneur enregistré" : entrepreneur enregistré auprès de Service public fédéral Finances, conformément à l'arrêté royal du 26 décembre 1998 portant exécution des articles 400, 401, 403, 404 et 406 du Code des impôts sur les revenus 1992 et de l'article 30*bis* de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

**Art. 2.** Les personnes morales éligibles au programme UREBA ne peuvent bénéficier des dispositions du présent arrêté, à l'exception de la prime visée à l'article 31, § 3.

Pour les mêmes travaux et investissements, les primes octroyées en vertu du présent arrêté ne peuvent être cumulées avec les subventions octroyées dans le cadre des programmes AMURE, MEBAR et des décrets d'expansion.

Les montants de facture visés dans le présent arrêté s'entendent hors T.V.A. lorsque le demandeur est assujéti à la T.V.A. et T.V.A. comprise lorsque le demandeur n'est pas assujéti à la T.V.A.

Sauf disposition contraire, toutes les prestations et travaux visés au présent arrêté sont réalisés conformément à l'arrêté royal du 29 janvier 2007 relatif à la capacité professionnelle pour l'exercice des activités indépendantes dans les métiers de la construction et de l'électrotechnique, ainsi que de l'entreprise générale.

**Art. 3.** Afin de permettre à l'administration de vérifier le respect des règles de minimis visées à l'article 2 du Règlement (CE) n<sup>o</sup> 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis, le demandeur informe l'administration de toute intervention publique reçue au cours des trois années précédant l'introduction d'une demande de prime au titre du présent arrêté.

**TITRE II. — Primes à destination de toute personne physique ou morale  
à l'exclusion des sociétés de logement de service public**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités**

**Art. 4.** Au sens du présent titre, on entend par demandeur, à l'exclusion des sociétés de logement de service public visées à l'article 43 : toute personne physique ou morale, maître d'ouvrage des investissements ou des prestations économiseurs d'énergie éligibles conformément au présent titre.

Dans la limite des crédits budgétaires, le demandeur peut obtenir une prime dont le montant et les conditions d'octroi sont définies comme suit.

**CHAPITRE II. — Travaux d'isolation**

**Section 1<sup>re</sup>. — Rénovation de tout bâtiment**

**Sous-section 1<sup>re</sup>. — Investissements éligibles**

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Une prime de 8 euros par m<sup>2</sup> de surface isolée est octroyée en cas de rénovation d'un bâtiment, pour l'isolation thermique du toit ou des combles réalisée par un entrepreneur enregistré au moyen d'un isolant possédant un coefficient de résistance thermique, R, supérieur ou égal à 3 m<sup>2</sup>K/W.

Lorsque le demandeur exécute lui-même les travaux, la prime est limitée à 4 euros par m<sup>2</sup> de surface isolée.

Le montant maximal de la prime ne peut excéder 10.000 euros par bâtiment et par année.

§ 2. L'isolant peut être placé en plusieurs couches. Dans ce cas, la somme des résistances thermiques des différentes couches doit être supérieure ou égale au coefficient déterminé au § 1<sup>er</sup>.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Une prime de 25 euros par m<sup>2</sup> de surface isolée est octroyée en cas de rénovation d'un bâtiment, pour l'isolation thermique des murs en contact avec l'ambiance extérieure ou un espace non chauffé ou qui n'est pas à l'abri du gel, réalisée par un entrepreneur enregistré, au moyen d'un isolant permettant d'atteindre un coefficient global de transmission thermique de la paroi, U<sub>max</sub>, inférieur à 0,6 W/m<sup>2</sup>K.

Le montant maximal de la prime ne peut excéder 10.000 euros par bâtiment et par année.

§ 2. La prime n'est octroyée qu'après réalisation d'un audit énergétique, conformément à la procédure mentionnée à l'article 31. L'audit énergétique doit confirmer la pertinence de l'isolation des murs et, le cas échéant, indiquer la valeur du coefficient de résistance thermique R du matériau à placer pour que la paroi respecte le coefficient global de transmission thermique, U<sub>max</sub>, prévu au § 1<sup>er</sup>. Ce coefficient R doit être supérieur ou égal à 1 m<sup>2</sup>K/W.

Pour l'octroi de la prime visée au § 1<sup>er</sup>, est réputé conforme à l'article 31 tout audit réalisé conformément au prescrit des articles 2, § 5, 15, § 5, et 16, § 5, de l'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, pour autant que la date de la facture ou de la note d'honoraires relative à cet audit soit antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Une prime de 25 euros par m<sup>2</sup> de surface isolée est octroyée en cas de rénovation d'un bâtiment, pour l'isolation thermique des planchers, réalisée par un entrepreneur enregistré, au moyen d'un isolant permettant d'atteindre un coefficient global de transmission thermique du plancher, U, inférieur à 0,6 W/m<sup>2</sup>K.

Le montant maximal de la prime ne peut excéder 10.000 euros par bâtiment et par année.

§ 2. La prime n'est octroyée qu'après réalisation d'un audit énergétique, conformément à la procédure mentionnée à l'article 31. L'audit énergétique doit confirmer la pertinence de l'isolation des planchers et, le cas échéant, indiquer la valeur du coefficient de résistance thermique R du matériau à placer pour que la paroi respecte le coefficient global de transmission thermique, U<sub>max</sub>, prévu au § 1<sup>er</sup>. Ce coefficient R doit être supérieur ou égal à 1 m<sup>2</sup>K/W.

Pour l'octroi de la prime visée au § 1<sup>er</sup>, est réputé conforme à l'article 31 tout audit réalisé conformément au prescrit des articles 2, § 5, 15, § 5, et 16, § 5, de l'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, pour autant que la date de la facture ou de la note d'honoraires relative à cet audit soit antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**Art. 8.** Une prime de 40 euros par m<sup>2</sup> de vitrage à haut rendement est octroyée en cas de rénovation d'un bâtiment, lorsque ce vitrage est placé par un entrepreneur enregistré, en remplacement du simple vitrage existant. Le double vitrage à haut rendement doit permettre d'atteindre un coefficient global de transmission thermique de la fenêtre, à savoir l'ensemble châssis, vitrage, intercalaire, U, calculé suivant la norme NBN B 62-002 et ses addenda, inférieur ou égal à 2,0 W/m<sup>2</sup>K.

Lorsque le châssis est également remplacé, la prime est calculée sur base des dimensions extérieures de châssis.

Le montant maximal de la prime ne peut excéder 10.000 euros par bâtiment et par année.

**Sous-section 2. — Procédure d'introduction de la demande**

**Art. 9.** En ce qui concerne les primes visées aux articles 5 à 8, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

2° de l'original ou d'une copie de la facture pour les matériaux et les prestations réalisées;

3° lorsqu'un audit énergétique préalable doit être réalisé : d'une note de calcul démontrant que l'isolant utilisé permet d'atteindre le coefficient global de transmission thermique imposé aux dites parois, ainsi que d'une copie de l'audit énergétique préalablement réalisé.

**Section 2. — Construction d'une maison unifamiliale**

**Sous-section 1<sup>re</sup>. — Investissements éligibles**

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Une prime de 1.500 euros est octroyée lors de la construction d'une maison unifamiliale ayant reçu l'attestation "Construire avec l'énergie" ou répondant aux critères suivants :

1° le niveau d'isolation thermique globale K de la maison unifamiliale est inférieur ou égal à 45;

2° la maison unifamiliale n'est pas équipée d'un système de chauffage électrique, sauf pour le chauffage exclusif des salles de bains ou de douches. Les pompes à chaleur non réversibles ou intégrées dans une habitation neuve ayant reçu l'attestation "Construire avec l'énergie" ne sont pas considérées comme chauffage de type électrique;

3° la ventilation de la maison unifamiliale est conforme à la réglementation en vigueur.

§ 2. Le montant de la prime visée au § 1<sup>er</sup> est majoré de 100 euros par unité de K inférieure au niveau K 45. Le montant maximal de la prime ne peut excéder 2.500 euros par bâtiment.

**Art. 11.** Une prime de 6.500 euros est octroyée pour la construction d'une maison unifamiliale répondant aux critères "maison passive", lorsque :

1° la perméabilité à l'air du bâtiment est testée au moyen de la méthode de pressurisation par ventilateur, et le taux de renouvellement d'air doit être de  $n50 < 0,6 \text{ h}^{-1}$  conformément à la norme NBN EN 13829;

2° la maison unifamiliale est équipée d'une ventilation de type "système de ventilation mécanique contrôlée D" avec récupération de chaleur au moyen d'un échangeur de chaleur à contre-courant, répondant aux critères suivants :

a) l'ensemble du système de ventilation installé doit répondre aux exigences de la norme NBN D 50 001;

b) l'échangeur thermique doit avoir un rendement minimum de 85 % suivant la norme NBN EN 308;

c) l'installateur doit mesurer, in situ, les débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation afin d'assurer le réglage adéquat de l'installation;

d) la demande annuelle en chauffage et en refroidissement est inférieure à  $15 \text{ kWh/m}^2$  par an calculé suivant la procédure PHPP (Passivhaus Projektierungs Paket) en vigueur six mois avant l'introduction de la demande de permis d'urbanisme.

Cette prime ne peut être cumulée avec les primes visées aux articles 10 et 34 du présent arrêté.

#### Sous-section 2. — Procédure d'introduction de la demande

**Art. 12.** En ce qui concerne la prime visée à l'article 10, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours, soit à la date de la réception provisoire de la maison unifamiliale, soit à la date de la délivrance de l'attestation "Construire avec l'énergie" si le demandeur s'est engagé dans cette action.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

2° soit, si le demandeur s'est engagé dans l'opération "Construire avec l'énergie", de l'attestation établie par la Région wallonne dans le cadre de l'action "Construire avec l'énergie";

3° soit, si le demandeur ne dispose pas de l'attestation "Construire avec l'énergie" délivrée par la Région wallonne, d'une attestation établie par l'architecte indiquant la date de réception provisoire de la maison unifamiliale ainsi que la valeur du niveau d'isolation thermique globale K accompagnée des documents suivants :

a) le formulaire de calcul du coefficient K renseigné;

b) un document décrivant les parois la maison unifamiliale;

c) une note de l'architecte décrivant le système de ventilation installé;

d) une copie des plans et des coupes de la maison unifamiliale.

**Art. 13.** En ce qui concerne la prime visée à l'article 11, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours, soit à la date de la réception provisoire de la maison unifamiliale, soit à la date de la délivrance de l'attestation "Construire avec l'énergie" si le demandeur s'est engagé dans cette action, soit, si le demandeur dispose du certificat de "déclaration de qualité de maison passive" délivré conformément à l'article 3 de la loi du 27 avril 2007 instaurant une réduction d'impôt pour maison passive, à la date de délivrance de ce certificat.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

2° d'un rapport des mesures réalisées, in situ, par l'installateur du système de ventilation, des débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation et précisant le système avec lequel les débits ont été mesurés;

3° soit, lorsque le demandeur ne dispose pas du certificat de "déclaration de qualité de maison passive" visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

a) du rapport du test de la perméabilité à l'air du logement réalisé conformément à la norme NBN EN 13829, dénommé test "blowerdoor";

b) du document établi selon la méthode PHPP (Passivhaus Projektierungs Paket) indiquant les données ayant servi au calcul et ses résultats concernant la demande annuelle en chauffage et en refroidissement de la maison unifamiliale;

c) soit, si le demandeur s'est engagé dans l'opération "Construire avec l'énergie", de l'attestation établie par la Région wallonne dans le cadre de l'action "Construire avec l'énergie";

d) soit, si le demandeur ne dispose pas de l'attestation "Construire avec l'énergie" délivrée par la Région wallonne, d'une copie des plans de tous les niveaux et des coupes de la maison unifamiliale;

4° soit, lorsque le demandeur dispose du certificat de "déclaration de qualité de maison passive" visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, de ce certificat.

Toutes les informations énumérées ci-dessus seront établies conformément aux normes et méthodes mentionnées à l'article 11, en vigueur six mois avant l'introduction de la demande de permis d'urbanisme.

### CHAPITRE III. — Installations de chauffage

#### Section 1<sup>re</sup>. — Investissements dans tous les bâtiments

**Art. 14.** Les appareils visés au présent chapitre doivent être affectés au chauffage des bâtiments dans lesquels ils sont installés.

#### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Investissements éligibles en chauffage

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Une prime de 300 euros est octroyée lors de l'installation d'une chaudière au gaz naturel, simple ou double service, à basse température labellisée CE, conforme à l'arrêté royal du 18 mars 1997 concernant les exigences de rendement pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux, ou à l'arrêté royal du 11 mars 1988 relatif aux exigences en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie auxquelles doivent satisfaire les générateurs de chaleur, ou d'un générateur d'air étanche possédant le marquage CE Belgique et fonctionnant au gaz naturel, catégories I2E+, I2E(S)B ou I2E(R)B.

La chaudière doit être conforme à l'arrêté royal du 8 janvier 2004 réglementant les niveaux des émissions des oxydes d'azote ( $\text{NO}_x$ ) et du monoxyde de carbone (CO) pour les chaudières de chauffage central et les brûleurs alimentés en combustibles liquides ou gazeux dont le débit calorifique nominal est égal ou inférieur à 400 kW.

§ 2. Les installations visées au § 1<sup>er</sup> sont réalisées par un entrepreneur enregistré. Dans la mesure où cet entrepreneur ne dispose pas de l'habilitation gaz naturel, ces installations doivent être réceptionnées par un organisme accrédité pour le contrôle des installations intérieures au gaz naturel.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, lorsque les installations visées au § 1<sup>er</sup> sont des installations industrielles utilisant le gaz naturel, celles-ci peuvent être réalisées par le demandeur conformément aux règles de l'art.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Une prime de 600 euros est octroyée lors de l'installation d'une chaudière au gaz naturel, simple ou double service, à condensation labellisée CE, conforme à l'arrêté royal du 18 mars 1997 concernant les exigences de rendement pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux, ou à l'arrêté royal du 11 mars 1988 relatif aux exigences en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie auxquelles doivent satisfaire les générateurs de chaleur, ou d'un générateur d'air à condensation possédant le marquage CE Belgique et fonctionnant au gaz naturel, catégories I2E+, I2E(S)B ou I2E(R)B.

La chaudière doit être conforme à l'arrêté royal du 8 janvier 2004 réglementant les niveaux des émissions des oxydes d'azote (NOx) et du monoxyde de carbone (CO) pour les chaudières de chauffage central et les brûleurs alimentés en combustibles liquides ou gazeux dont le débit calorifique nominal est égal ou inférieur à 400 kW.

§ 2. Le montant de la prime visée au § 1<sup>er</sup> est majoré et calculé comme suit :

1° lorsque la puissance est inférieure ou égale à 150 kW, ce montant est majoré de 25 euros par kW dépassant 50 kW;

2° lorsque la puissance est supérieure à 150 kW et inférieure ou égale à 500 kW, ce montant est de 3.100 euros, majoré de 12 euros par kW dépassant 150 kW;

3° lorsque la puissance est supérieure à 500 kW, ce montant est de 7.300 euros, majoré de 6 euros par kW excédant 500 kW.

Le montant de la prime ne peut excéder 12.500 euros par installation.

§ 3. Les installations visées au § 1<sup>er</sup> sont réalisées par un entrepreneur enregistré. Dans la mesure où cet entrepreneur ne dispose pas de l'habilitation gaz naturel, ces installations doivent être réceptionnées par un organisme accrédité pour le contrôle des installations intérieures au gaz naturel.

§ 4. Par dérogation au § 3, lorsque les installations visées au § 1<sup>er</sup> sont des installations industrielles utilisant le gaz naturel, celles-ci peuvent être réalisées par le demandeur conformément aux règles de l'art.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée lors de l'installation d'une chaudière biomasse à alimentation exclusivement automatique satisfaisant à la norme NBN EN 303-5, dont le rendement est supérieur à 80 % calculé selon cette norme. Si la chaudière est bi-combustible, seul le gaz naturel est autorisé.

Le montant de la prime est calculé comme suit :

1° lorsque la puissance est supérieure ou égale à 50 kW : le montant de la prime est de 1.750 euros, majoré de 35 euros par kW entre 50 et 100 kW;

2° lorsque la puissance est supérieure à 100 kW, le montant de la prime est de 3.500 euros, majoré de 18 euros par kW entre 100 et 500 kW;

3° lorsque la puissance est supérieure à 500 kW : le montant de la prime est de 10.700 euros, majoré de 8 euros par kW excédant 500 kW.

Le montant de la prime est limité à 50 % du montant de la facture, sans pouvoir excéder 15.000 euros par installation.

§ 2. Au sens du présent article, on entend par :

1° biomasse, les matières premières renouvelables d'origine végétale;

2° alimentation exclusivement automatique : mode d'alimentation respectant strictement les critères d'alimentation automatique définis dans les normes NBN EN 303-5.

§ 3. Les installations visées au § 1<sup>er</sup> sont réalisées par un entrepreneur enregistré.

§ 4. Par dérogation au § 3, lorsque les installations visées au § 1<sup>er</sup> sont des installations industrielles utilisant le gaz naturel, celles-ci peuvent être réalisées par le demandeur conformément aux règles de l'art.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée pour l'installation d'aérothermes, de générateurs d'air chaud à condensation et d'appareils rayonnants.

Le montant de la prime est établi comme suit :

1° aérothermes étanches : 12,5 euros par kW;

2° aérothermes à condensation : 25 euros par kW;

3° générateurs d'air chaud à condensation : 25 euros par kW;

4° appareil rayonnant de classe 2 à taux de rayonnement entre 50 et 60 % : 15 euros par kW;

5° appareil rayonnant de classe 2 à taux de rayonnement entre 60 et 70 % : 20 euros par kW;

6° appareil rayonnant de classe 2 à taux de rayonnement supérieur ou égal à 70 % : 25 euros par kW.

Le montant de la prime est limité à :

1° 6.250 euros pour les aérothermes étanches;

2° 12.500 euros pour les aérothermes à condensation;

3° 7.500 euros pour les appareils rayonnants de classe 2 à taux de rayonnement entre 50 et 60 %;

4° 10.000 euros pour les appareils rayonnants de classe 2 à taux de rayonnement entre 60 et 70 %;

5° 12.500 euros pour les appareils rayonnants de classe 2 à taux de rayonnement supérieur ou égal à 70 %.

Le montant de la prime ne peut excéder 12.500 euros par bâtiment.

§ 2. Le taux de rendement des appareils visés au § 1<sup>er</sup> doit être attesté par un laboratoire indépendant agréé selon la norme NBN EN ISO 17025 pour les contrôles selon les normes européennes d'application pour les appareils gaz concernés. Ces appareils doivent fonctionner au gaz naturel (catégories I2E+, I2E(S)B ou I2E(R)B si applicable) et posséder le marquage CE Belgique si ce dernier est applicable.

§ 3. Les installations visées au § 1<sup>er</sup> sont réalisées par un entrepreneur enregistré. Dans la mesure où cet entrepreneur ne dispose pas de l'habilitation gaz naturel, ces installations doivent être réceptionnées par un organisme accrédité pour le contrôle des installations intérieures au gaz naturel.

§ 4. Par dérogation au § 3, lorsque les installations visées au § 1<sup>er</sup> sont des installations industrielles utilisant le gaz naturel, celles-ci peuvent être réalisées par le demandeur conformément aux règles de l'art.

## Sous-section 2. — Investissements éligibles en eau chaude sanitaire

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée lors de l'installation d'un chauffe-bain instantané au gaz naturel, sans veilleuse, à flamme modulante et à double flux. Le chauffe-bain doit être de catégorie I2E+ et labellisé CE Belgique.

La prime est de 75 euros pour les installations dont le débit nominal est de 10 litres maximum par minute et de 125 euros pour les installations dont le débit nominal est supérieur à 10 litres par minute.

§ 2. Une prime est octroyée lors de l'installation d'un générateur d'eau chaude à condensation fonctionnant au gaz naturel (catégorie I2E+, I2E(S)B ou I2E(R)B si applicable) labellisé CE Belgique.

Le montant de la prime est de 25 euros par kW et ne peut excéder 12.500 euros par installation.

§ 3. Les installations visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 sont réalisées par un entrepreneur enregistré. Dans la mesure où cet entrepreneur ne dispose pas de l'habilitation gaz naturel, ces installations doivent être réceptionnées par un organisme accrédité pour le contrôle des installations intérieures au gaz naturel.

§ 4. Par dérogation au § 3, lorsque les installations visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 sont des installations industrielles utilisant le gaz naturel, celles-ci peuvent être réalisées par le demandeur conformément aux règles de l'art.

**Art. 20.** Une prime de 750 euros est octroyée pour l'installation, par un entrepreneur enregistré, d'une pompe à chaleur répondant aux critères visés à l'annexe, pour la production d'eau chaude sanitaire.

## Sous-section 3. — Procédure d'introduction de la demande

**Art. 21.** En ce qui concerne les primes visées aux articles 15, 16, 18 et 19, le dossier est introduit par le demandeur auprès du gestionnaire de réseau de distribution gaz dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture.

§ 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne les primes visées aux articles 15, 16 et 19, ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration ou du gestionnaire de réseau de distribution de gaz, et de ses annexes, dûment complétés;

2° de l'original ou d'une copie de la facture pour les investissements et les prestations réalisés;

3° d'un des documents suivants : soit d'une copie de l'attestation de conformité de l'installation rédigée par l'installateur habilité, accompagnée d'une copie de son certificat d'habilitation ou d'une copie du procès verbal de réception de l'installation par l'organisme de contrôle accrédité pour le contrôle des installations gaz naturel, soit, s'il s'agit d'installations industrielles utilisant le gaz naturel, d'une déclaration sur l'honneur attestant que celles-ci ont été réalisées dans les règles de l'art.

§ 2. En ce qui concerne la prime visée à l'article 18, ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès du gestionnaire de réseau de distribution de gaz ou de l'administration, et de ses annexes, dûment complétés;

2° de l'original ou d'une copie de la facture relative aux investissements ou prestations réalisés; les caractéristiques techniques des appareils doivent être mentionnées sur la facture, ou à défaut sur une note du vendeur accompagnant cette dernière, de manière telle que la vérification du respect des critères techniques puisse être effectuée;

3° d'un des documents suivants : soit d'une copie de l'attestation de conformité de l'installation rédigée par l'installateur habilité, accompagnée d'une copie de son certificat d'habilitation ou d'une copie du procès verbal de réception de l'installation par l'organisme de contrôle accrédité pour le contrôle des installations gaz naturel, soit, s'il s'agit d'installations industrielles utilisant le gaz naturel, d'une déclaration sur l'honneur attestant que celles-ci ont été réalisées dans les règles de l'art.

**Art. 22.** En ce qui concerne les primes visées aux articles 17 et 20, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

2° de l'original ou d'une copie de la facture pour les investissements et les prestations réalisés.

## Section 2. — Investissements réservés uniquement au logement

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Investissements éligibles

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Une prime de 1.500 euros est octroyée lors de l'installation, pour le chauffage d'un logement satisfaisant aux critères de ventilation conformément à la législation en vigueur six mois avant l'introduction de la demande de permis d'urbanisme, d'une pompe à chaleur répondant aux critères visés à l'Annexe. Le logement doit avoir un niveau d'isolation thermique globale K inférieur ou égal à 45 ou disposer de l'attestation "Construire avec l'énergie".

Les pompes à chaleur réversibles permettant le refroidissement des logements ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime. De plus, le logement ne peut être équipé d'un système de chauffage électrique, sauf pour le chauffage exclusif des salles de bains ou de douches.

§ 2. Par unité d'habitation, les primes sont limitées, soit à l'installation d'une pompe à chaleur pour le chauffage et d'une pompe à chaleur pour la production de l'eau chaude sanitaire, soit à l'installation d'une pompe à chaleur combinée.

§ 3 L'installation est réalisée par un entrepreneur enregistré.

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Une prime de 2.250 euros est octroyée lors de l'installation, pour le chauffage d'un logement satisfaisant aux critères de ventilation conformément à la législation en vigueur six mois avant l'introduction de la demande de permis d'urbanisme, d'une pompe à chaleur combinée chauffage-eau chaude sanitaire répondant aux critères visés à l'annexe. Le logement doit avoir un niveau d'isolation thermique globale K inférieur ou égal à 45 ou disposer de l'attestation "Construire avec l'énergie".

Les pompes à chaleur réversibles permettant le refroidissement des bâtiments ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime. De plus, le logement ne peut être équipé d'un système de chauffage électrique, sauf pour le chauffage exclusif des salles de bains ou de douches.

§ 2. Par unité d'habitation, les primes sont limitées, soit à l'installation d'une pompe à chaleur pour le chauffage et d'une pompe à chaleur pour la production de l'eau chaude sanitaire, soit à l'installation d'une pompe à chaleur combinée.

§ 3. L'installation est réalisée par un entrepreneur enregistré.

## Sous-section 2. — Procédure d'introduction de la demande

**Art. 25.** En ce qui concerne les primes visées aux articles 23 et 24, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration :

1° dans le cas d'un investissement dans un logement neuf au sens des articles 10 et 11, simultanément à l'introduction du dossier de prime correspondant.

Le dossier de demande d'une des primes visées aux articles 23 et 24 est constitué :

- a) du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;
- b) de l'original ou d'une copie de la facture pour les investissements et les prestations réalisés;

2° dans les autres cas, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture relative aux investissements et prestations réalisés.

Le dossier de demande d'une des primes visées aux articles 23 et 24 est constitué :

- a) du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;
- b) de l'original ou d'une copie de la facture pour les investissements et les prestations réalisés;
- c) du formulaire de calcul du coefficient K renseigné;
- d) d'un document décrivant toutes les parois de la surface de déperdition thermique du logement et le calcul des coefficients U (ou k);
- e) d'une copie des plans de tous les niveaux et des coupes du logement;
- f) d'une note décrivant le système de ventilation installé.

CHAPITRE IV. — *Autres investissements visant à l'utilisation rationnelle de l'énergie (URE)*Section 1<sup>re</sup>. — Investissements dans tous les bâtimentsSous-section 1<sup>re</sup>. — Investissements éligibles

**Art. 26.** Une prime est octroyée lors de l'installation, par un entrepreneur enregistré, d'une micro-cogénération de qualité ou d'une cogénération de qualité qui génère un taux minimum de 10 % d'économie de dioxyde de carbone par rapport aux émissions de dioxyde de carbone des productions séparées des mêmes quantités de chaleur et d'électricité dans des installations modernes de référence dont les rendements annuels d'exploitation sont définis et publiés annuellement par la CWaPE. La chaleur prise en compte est la chaleur utile, à savoir celle qui est effectivement utilisée pour des besoins de chaleur hors processus de cogénération.

Le montant de la prime s'élève à 20 % du montant de la facture et ne peut excéder 15.000 euros par installation.

**Art. 27.** Une prime est octroyée pour la réalisation de la thermographie d'un bâtiment.

Le rapport d'audit par thermographie doit mentionner les améliorations possibles portant sur l'enveloppe du bâtiment.

Le montant de la prime est de 50 % de la facture ou de la note d'honoraires et ne peut excéder 200 euros par audit pour une maison unifamiliale ou 700 euros par audit et par bâtiment dans les autres cas.

## Sous-section 2. — Procédure d'introduction de la demande

**Art. 28.** En ce qui concerne la prime visée à l'article 26, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de notification de la décision d'acceptation de la CWaPE relative à la demande préalable d'octroi de certificats verts et de labels de garantie d'origine.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et des ses annexes, dûment complétés;
- 2° de l'original ou d'une copie de la facture relative aux investissements ou prestations réalisés;
- 3° de la copie de la notification de la décision d'acceptation de la CWaPE relative à la demande préalable d'octroi de certificats verts et de labels de garantie d'origine;
- 4° si l'installation utilise le gaz naturel, d'un des documents suivants : soit d'une copie de l'attestation de conformité de l'installation rédigée par l'installateur habilité, accompagnée d'une copie de son certificat d'habilitation ou d'une copie du procès verbal de réception de l'installation par l'organisme de contrôle accrédité pour le contrôle des installations gaz naturel, soit, s'il s'agit d'installations industrielles utilisant le gaz naturel, d'une déclaration sur l'honneur attestant que celles-ci ont été réalisées dans les règles de l'art.

**Art. 29.** En ce qui concerne la prime visée à l'article 27, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture ou de la note d'honoraires relative aux prestations réalisées.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complété;
- 2° d'une copie de la facture ou de la note d'honoraires pour les prestations réalisées;
- 3° du rapport d'audit comprenant les éléments décrits à l'article 27.

## Section 2. — Investissements en cas de rénovation de bâtiment

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Investissements éligibles

**Art. 30.** Une prime est octroyée, en cas de rénovation d'un bâtiment, pour tous travaux de régulation thermique, à savoir l'installation d'un système donnant priorité à l'eau chaude sanitaire, de vannes thermostatiques, d'un thermostat d'ambiance à horloge et/ou d'une sonde extérieure.

Le montant de cette prime s'élève à :

- 1° 10 euros par vanne thermostatique;
- 2° 100 euros par thermostat d'ambiance;
- 3° 100 euros par sonde extérieure;
- 4° 100 euros par système donnant priorité à l'eau chaude sanitaire.

Le montant global de la prime ne peut excéder 10.000 euros par bâtiment et par année.

L'installation est réalisée par un entrepreneur enregistré.

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour la réalisation d'un audit énergétique global d'une maison unifamiliale.

L'audit doit être réalisé par un auditeur agréé par la Région wallonne pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement, dans le cadre de et conformément à la procédure de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement.

Le montant de la prime est de 60 % de la facture ou de la note d'honoraires et ne peut excéder 360 euros par audit.

§ 2. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour la réalisation d'un audit énergétique global de tout autre bâtiment que ceux visés au § 1<sup>er</sup> :

1<sup>o</sup> l'audit doit être réalisé, soit par un auditeur agréé dans le cadre des programmes AMURE ou UREBA, soit par un auditeur agréé par la Région wallonne pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement, dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement;

2<sup>o</sup> le rapport d'audit mentionne au minimum : la performance de l'enveloppe du bâtiment, à savoir le niveau K, le détail des performances thermiques des différentes parois, la performance du système de chauffage ainsi que des améliorations chiffrées portant sur l'enveloppe du bâtiment et les systèmes.

Le montant de la prime est de 60 % de la facture ou de la note d'honoraires et ne peut excéder 1.000 euros par audit par bâtiment.

§ 3. Une prime complémentaire est octroyée aux écoles qui ont bénéficié d'une subvention pour la réalisation d'un audit dans le cadre du programme UREBA.

Le montant de la prime est fixé à 30 % du coût éligible de l'audit, tel que défini à l'article 3, § 2, b, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003, plafonné à 1.000 euros par bâtiment.

#### Sous-section 2. — Procédure d'introduction de la demande

**Art. 32.** En ce qui concerne la prime visée à l'article 30, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture.

Ce dossier est constitué :

1<sup>o</sup> du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

2<sup>o</sup> de l'original ou d'une copie de la facture pour les investissements et les prestations réalisés.

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne les primes visées à l'article 31, §§ 1<sup>er</sup> et 2, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture ou de la note d'honoraires relative aux prestations réalisées.

Ce dossier est constitué :

1<sup>o</sup> du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

2<sup>o</sup> d'une copie de la facture ou de la note d'honoraires pour les prestations réalisées;

3<sup>o</sup> du rapport d'audit.

§ 2. En ce qui concerne la prime visée à l'article 31, § 3, le dossier est réputé introduit dès la notification de l'octroi de la subvention obtenue dans le cadre du programme UREBA.

#### Section 3. — Investissement réservé uniquement au logement

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Investissement éligible

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée lors de l'installation, par un entrepreneur enregistré, d'un système de ventilation avec récupérateur de chaleur dans un logement, répondant aux critères suivants :

1<sup>o</sup> le niveau d'isolation thermique globale K du logement est inférieur ou égal à 45 ou le logement dispose de l'attestation "Construire avec l'énergie";

2<sup>o</sup> le logement n'est pas équipé d'un système de chauffage électrique, sauf pour le chauffage exclusif des salles de bains ou de douches. Les pompes à chaleur non réversibles ou intégrées dans logement neuf ayant reçu l'attestation "Construire avec l'énergie" ne sont pas considérées comme chauffage de type électrique;

3<sup>o</sup> la ventilation sera du type "système de ventilation mécanique contrôlée D" avec récupération de chaleur au moyen d'un échangeur de chaleur à contre-courant;

4<sup>o</sup> l'ensemble du système de ventilation installé doit répondre aux exigences de la norme NBN D 50 001;

5<sup>o</sup> l'échangeur thermique doit avoir un rendement minimum de 85 % suivant la norme NBN EN 308;

6<sup>o</sup> l'installateur doit mesurer, in situ, les débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation afin d'assurer le réglage adéquat de l'installation.

§ 2. Le montant total de la prime est de 75 % de l'investissement global et ne peut excéder 1.500 euros par unité d'habitation équipée dans le logement. Cette prime ne peut être cumulée avec la prime visée à l'article 11 du présent arrêté.

#### Sous-section 2. — Procédure d'introduction de la demande

**Art. 35.** En ce qui concerne la prime visée à l'article 34, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration.

§ 1<sup>er</sup>. Dans le cas d'un investissement dans une maison unifamiliale neuve au sens de l'article 10, simultanément à l'introduction du dossier de prime correspondant.

Le dossier de demande de la prime visée à l'article 34 est constitué :

1<sup>o</sup> du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

2<sup>o</sup> de l'original ou d'une copie de la facture relative aux investissements et prestations réalisés;

3<sup>o</sup> d'un rapport des mesures réalisées, in situ, par l'installateur, des débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation et précisant le système avec lequel les débits ont été mesurés.

§ 2. Dans les autres cas, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture relative aux investissements et prestations réalisés.

Le dossier de demande de la prime visée à l'article 34 est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;
- 2° de l'original ou d'une copie de la facture relative aux investissements et prestations réalisés;
- 3° d'un rapport des mesures réalisées, in situ, par l'installateur, des débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation et précisant le système avec lequel les débits ont été mesurés;
- 4° du formulaire de calcul du coefficient K renseigné;
- 5° d'un document décrivant toutes les parois de la surface de déperdition thermique du logement et le calcul des coefficients U (ou k);
- 6° d'une copie des plans de tous les niveaux et des coupes du logement;
- 7° d'une note décrivant le système de ventilation installé.

CHAPITRE V. — *Autres investissements visant à l'utilisation rationnelle de l'énergie, réservés uniquement aux logements gérés par un syndic d'immeuble*

**Art. 36.** Par dérogation à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, on entend par demandeur, au sens du présent chapitre, tout syndic d'immeuble désigné conformément aux dispositions du Livre II, titre II, chapitre III, section 2 du Code civil, relatives à la copropriété forcée des immeubles ou groupes d'immeubles bâtis.

*Section 1<sup>re</sup>. — Investissements dans tous les logements*

*Sous-section 1<sup>re</sup>. — Investissement éligible*

**Art. 37.** Une prime est octroyée lors de l'installation, par un entrepreneur enregistré, d'un système de gestion des installations électriques d'éclairage et d'appareillage inférieur à 20 kW par appareillage permettant d'éteindre ou de réguler de manière automatique les équipements électriques d'un logement.

Le montant de la prime s'élève à 30 % du montant de la facture et ne peut excéder 15.000 euros par logement.

*Sous-section 2. — Procédure d'introduction de la demande*

**Art. 38.** En ce qui concerne la prime visée à l'article 37, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture ou de la note d'honoraires relative aux prestations réalisées.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;
- 2° de l'original ou d'une copie de la facture relative aux prestations réalisées; les caractéristiques techniques des appareils doivent être mentionnées sur la facture, ou à défaut sur une note du vendeur accompagnant cette dernière, de manière telle que la vérification du respect des critères techniques puisse être effectuée;
- 3° d'une note de calcul technique permettant d'évaluer, en kWh, l'économie d'énergie attendue.

*Section 2. — Investissements en cas de rénovation de logement*

*Sous-section 1<sup>re</sup>. — Investissements éligibles*

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée pour le remplacement en tout ou en partie d'un système d'éclairage intérieur, en cas de rénovation d'un logement permettant une amélioration combinée des performances énergétiques et photométriques du système d'éclairage dont la puissance installée après travaux ne dépasse pas :

- 1° entre 3 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans un couloir bas et large (min 30 m × 2 m × 2,8 m) et 8,5 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans un couloir haut et étroit (min 30 m × 1 m × 3,5 m);
- 2° 2,5 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans les autres locaux.

Le matériel installé doit être agréé ENEC.

En cas de luminaires équipés de lampes fluorescentes ou de lampes à décharge, ceux-ci sont équipés exclusivement de ballasts électroniques.

§ 2. Le montant de la prime s'élève à :

- 1° 10 % du montant de la facture en cas de diminution de la puissance installée entre 10 et 30 %;
- 2° 20 % du montant de la facture en cas de diminution de la puissance installée entre 30 et 50 %;
- 3° 30 % du montant de la facture en cas de diminution de la puissance installée supérieure à 50 %.

Le montant de la prime est plafonné à 10.000 euros par logement.

§ 3. L'installation est réalisée par un entrepreneur enregistré.

**Art. 40.** Une prime est octroyée pour l'analyse des consommations électriques, en cas de rénovation d'un logement consommant au moins 20.000 kWh électriques par an. L'analyse des consommations électriques comporte l'enregistrement des fournitures d'électricité pendant deux semaines, l'édition du rapport d'audit, l'indication des principales possibilités d'économies d'énergie (mesures techniques et investissements), leur coût et les économies engendrées sur le plan énergétique et financier. L'analyse sera réalisée par un auditeur agréé dans le cadre des programmes AMURE OU UREBA.

Le montant de la prime s'élève à 50 % du montant de la facture relative à l'analyse et ne peut excéder 1.000 euros par logement.

*Sous-section 2. — Procédure d'introduction de la demande*

**Art. 41.** En ce qui concerne la prime visée à l'article 39, le dossier est introduit par le demandeur auprès du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire et de ses annexes, disponibles auprès du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité ou de l'administration, dûment complétés;
- 2° de l'original ou d'une copie de la facture relative aux investissements ou prestations réalisés; les caractéristiques techniques des appareils doivent être mentionnées sur la facture, ou à défaut sur une note du vendeur accompagnant cette dernière, de manière telle que la vérification du respect des critères techniques puisse être effectuée;
- 3° d'une note de calcul technique permettant d'évaluer l'amélioration photométrique de l'éclairage et la diminution de la puissance installée; de même, la puissance installée par m<sup>2</sup> par 100 lux est spécifiée.



**Art. 42.** En ce qui concerne la prime visée à l'article 40, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture ou de la note d'honoraires relative aux prestations réalisées.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;
- 2° de l'original ou d'une copie de la facture ou de la note d'honoraires relative aux prestations réalisées;
- 3° d'une copie du rapport d'audit comprenant l'enregistrement de la fourniture d'électricité pendant deux semaines.

### TITRE III. — Primes à destination des sociétés de logement de service public

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités

**Art. 43.** On entend par société de logement de service public toute personne morale visée à l'article 130 du Code wallon du Logement, dénommée ci-après SLSP;

**Art. 44.** Le montant cumulé des primes octroyées dans le cadre du présent titre est plafonné à un montant de 50.000 euros par année et par SLSP.

#### CHAPITRE II. — Travaux d'isolation

##### Section 1<sup>re</sup>. — Rénovation de logements

**Art. 45.** § 1<sup>er</sup>. Une prime de 8 euros par m<sup>2</sup> de surface isolée est octroyée en cas de rénovation d'un logement, pour l'isolation thermique du toit ou des combles réalisée par un entrepreneur enregistré au moyen d'un isolant possédant un coefficient de résistance thermique, R, est supérieur ou égale à 3 m<sup>2</sup>K/W.

Le montant maximal de la prime ne peut excéder 10.000 euros par logement et par année.

§ 2. L'isolant peut être placé en plusieurs couches. Dans ce cas, la somme des résistances thermiques des différentes couches doit être supérieure ou égale au coefficient déterminé au § 1<sup>er</sup>.

**Art. 46.** § 1<sup>er</sup>. Une prime de 25 euros par m<sup>2</sup> de surface isolée est octroyée en cas de rénovation d'un logement, pour l'isolation thermique des murs en contact avec l'ambiance extérieure ou un espace non chauffé ou qui n'est pas à l'abri du gel, réalisée par un entrepreneur enregistré, au moyen d'un isolant permettant d'atteindre un coefficient global de transmission thermique de la paroi, U<sub>max</sub>, inférieur à 0,6 W/m<sup>2</sup>K.

Le montant maximal de la prime ne peut excéder 10.000 euros par logement et par année.

§ 2. La prime n'est octroyée qu'après réalisation d'un audit énergétique, conformément à la procédure mentionnée à l'article 69. L'audit énergétique doit confirmer la pertinence de l'isolation des murs et, le cas échéant, indiquer la valeur du coefficient de résistance thermique R du matériau à placer pour que la paroi respecte le coefficient global de transmission thermique, U<sub>max</sub>, prévu au § 1<sup>er</sup>. Ce coefficient R doit être supérieur ou égal à 1 m<sup>2</sup>K/W.

Pour l'octroi de la prime visée au § 1<sup>er</sup>, est réputé conforme à l'article 69 tout audit réalisé conformément au prescrit des articles 2, § 5, 15, § 5, et 16, § 5, de l'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, pour autant que la date de la facture ou de la note d'honoraires relative à cet audit soit antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**Art. 47.** § 1<sup>er</sup>. Une prime de 25 euros par m<sup>2</sup> de surface isolée est octroyée en cas de rénovation d'un logement, pour l'isolation thermique des planchers, réalisée par un entrepreneur enregistré, au moyen d'un isolant permettant d'atteindre un coefficient global de transmission thermique du plancher, U, inférieur à 0,6 W/m<sup>2</sup>K.

Le montant maximal de la prime ne peut excéder 10.000 euros par logement et par année.

§ 2. La prime n'est octroyée qu'après réalisation d'un audit énergétique, conformément à la procédure mentionnée à l'article 69. L'audit énergétique doit confirmer la pertinence de l'isolation des planchers et, le cas échéant, indiquer la valeur du coefficient de résistance thermique R du matériau à placer pour que la paroi respecte le coefficient global de transmission thermique, U<sub>max</sub>, prévu au § 1<sup>er</sup>. Ce coefficient R doit être supérieur ou égal à 1 m<sup>2</sup>K/W.

Pour l'octroi de la prime visée au § 1<sup>er</sup>, est réputé conforme à l'article 69 tout audit réalisé conformément au prescrit des articles 2, § 5, 15 § 5, et 16, § 5, de l'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, pour autant que la date de la facture ou de la note d'honoraires relative à cet audit soit antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**Art. 48.** Une prime de 40 euros par m<sup>2</sup> de vitrage à haut rendement est octroyée en cas de rénovation d'un logement, lorsque ce vitrage est placé par un entrepreneur enregistré, en remplacement du simple vitrage existant. Le double vitrage à haut rendement doit permettre d'atteindre un coefficient global de transmission thermique de la fenêtre, à savoir l'ensemble châssis, vitrage, intercalaire, U, calculé suivant la norme NBN B 62-002 et ses addenda, inférieur ou égal à 2,0 W/m<sup>2</sup>K.

Lorsque le châssis est également remplacé, la prime est calculée sur base des dimensions extérieures de châssis.

Le montant maximal de la prime ne peut excéder 10.000 euros par logement et par année.

##### Section 2. — Procédure d'introduction de la demande

**Art. 49.** En ce qui concerne les primes visées aux articles 45 à 48, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès de l'administration, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et ses annexes, dûment complétés;
- 2° du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés ainsi que de l'original ou d'une copie des factures pour les matériaux et les prestations réalisées;
- 3° lorsqu'un audit énergétique préalable doit être réalisé, d'une note de calcul démontrant que l'isolant utilisé permet d'atteindre le coefficient global de transmission imposé aux dites parois, ainsi que d'une copie de l'audit énergétique préalablement réalisé.

CHAPITRE III. — *Installations de chauffage**Section 1<sup>re</sup>. — Investissements éligibles en chauffage*

**Art. 50.** § 1<sup>er</sup>. Une prime de 300 euros est octroyée, lors de l'installation, dans un logement, d'une chaudière au gaz naturel, simple ou double service, à basse température labellisée CE, conforme à l'arrêté royal du 18 mars 1997 concernant les exigences de rendement pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux, ou à l'arrêté royal du 11 mars 1988 relatif aux exigences en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie auxquelles doivent satisfaire les générateurs de chaleur ou d'un générateur d'air étanche possédant le marquage CE Belgique et fonctionnant au gaz naturel, catégories I2E+, I2E(S)B ou I2E(R)B.

La chaudière est conforme à l'arrêté royal du 8 janvier 2004 réglementant les niveaux des émissions des oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>) et du monoxyde de carbone (CO) pour les chaudières de chauffage central et les brûleurs alimentés en combustibles liquides ou gazeux dont le débit calorifique nominal est égal ou inférieur à 400 kW.

§ 2. Les installations visées au § 1<sup>er</sup> sont réalisées par un entrepreneur enregistré. Dans la mesure où cet entrepreneur ne dispose pas de l'habilitation gaz naturel, ces installations doivent être réceptionnées par un organisme accrédité pour le contrôle des installations intérieures au gaz naturel.

**Art. 51.** § 1<sup>er</sup>. Une prime de 600 euros est octroyée lors de l'installation, dans un logement, d'une chaudière au gaz naturel, simple ou double service, à condensation labellisée CE, conforme à l'arrêté royal du 18 mars 1997 concernant les exigences de rendement pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux, ou à l'arrêté royal du 11 mars 1988 relatif aux exigences en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie auxquelles doivent satisfaire les générateurs de chaleur ou d'un générateur d'air à condensation possédant le marquage CE Belgique et fonctionnant au gaz naturel, catégories I2E+, I2E(S)B ou I2E(R)B.

La chaudière est conforme à l'arrêté royal du 8 janvier 2004 réglementant les niveaux des émissions des oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>) et du monoxyde de carbone (CO) pour les chaudières de chauffage central et les brûleurs alimentés en combustibles liquides ou gazeux dont le débit calorifique nominal est égal ou inférieur à 400 kW.

§ 2. Le montant de la prime visée au § 1<sup>er</sup> est majoré et calculé comme suit :

1° lorsque la puissance est inférieure ou égale à 150 kW, ce montant est majoré de 25 euros par kW dépassant 50 kW;

2° lorsque la puissance est supérieure à 150 kW et inférieure ou égale à 500 kW, ce montant est de 3.100 euros, majoré de 12 euros par kW dépassant 150 kW;

3° lorsque la puissance est supérieure à 500 kW, ce montant est de 7.300 euros, majoré de 6 euros par kW excédant 500 kW.

Le montant de la prime ne peut excéder 12.500 euros par installation.

§ 3. Les installations visées au § 1<sup>er</sup> sont réalisées par un entrepreneur enregistré. Dans la mesure où cet entrepreneur ne dispose pas de l'habilitation gaz naturel, ces installations doivent être réceptionnées par un organisme accrédité pour le contrôle des installations intérieures au gaz naturel.

**Art. 52.** § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée lors de l'installation, dans un logement, d'une chaudière biomasse à alimentation exclusivement automatique satisfaisant à la norme NBN EN 303-5, dont le rendement est supérieur à 80 % calculé selon cette norme. Si la chaudière est bi-combustible, seul le gaz naturel est autorisé.

Le montant de la prime est calculé comme suit :

1° lorsque la puissance est supérieure ou égale à 50 kW : le montant de la prime est de 1.750 euros, majoré de 35 euros par kW entre 50 et 100 kW;

2° lorsque la puissance est supérieure à 100 kW, le montant de la prime est de 3.500 euros, majoré de 18 euros par kW entre 100 et 500 kW;

3° lorsque la puissance est supérieure à 500 kW : le montant de la prime est de 10.700 euros, majoré de 8 euros par kW excédant 500 kW.

Le montant de la prime est limité à 50 % du montant de la facture et ne peut excéder 15.000 euros par installation.

§ 2. Au sens du présent article, on entend par :

1° biomasse, les matières premières renouvelables d'origine végétale;

2° alimentation exclusivement automatique : mode d'alimentation respectant strictement les critères d'alimentation automatique définis dans les normes NBN EN 303-5.

§ 3. Les installations visées au § 1<sup>er</sup> sont réalisées par un entrepreneur enregistré.

**Art. 53.** § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée pour l'installation, dans tout bâtiment, d'aérothermes, de générateurs d'air chaud à condensation et d'appareils rayonnants.

Le montant de la prime est établi comme suit :

1° aérothermes étanches : 12,5 euros par kW;

2° aérothermes à condensation : 25 euros par kW;

3° générateurs d'air chaud à condensation : 25 euros par kW;

4° appareil rayonnant de classe 2 à taux de rayonnement entre 50 et 60 % : 15 euros par kW;

5° appareil rayonnant de classe 2 à taux de rayonnement entre 60 et 70 % : 20 euros par kW;

6° appareil rayonnant de classe 2 à taux de rayonnement supérieur ou égal à 70 % : 25 euros par kW.

Le montant de la prime est limité à :

1° 6.250 euros pour les aérothermes étanches;

2° 12.500 euros pour les aérothermes à condensation;

3° 7.500 euros pour les appareils rayonnants de classe 2 à taux de rayonnement entre 50 et 60 %;

4° 10.000 euros pour les appareils rayonnants de classe 2 à taux de rayonnement entre 60 et 70 %;

5° 12.500 euros pour les appareils rayonnants de classe 2 à taux de rayonnement supérieur ou égal à 70 %.

Le montant de la prime ne peut excéder 12.500 euros par bâtiment.

§ 2. Le taux de rendement des appareils visés au § 1<sup>er</sup> doit être attesté par un laboratoire indépendant agréé selon la norme NBN EN ISO 17025 pour les contrôles selon les normes européennes d'application pour les appareils gaz concernés. Ces appareils doivent fonctionner au gaz naturel (catégories I2E+, I2E(S)B ou I2E(R)B si applicable) et posséder le marquage CE Belgique si ce dernier est applicable.

§ 3. Les installations visées au § 1<sup>er</sup> sont réalisées par un entrepreneur enregistré. Dans la mesure où cet entrepreneur ne dispose pas de l'habilitation gaz naturel, ces installations doivent être réceptionnées par un organisme accrédité pour le contrôle des installations intérieures au gaz naturel.

**Art. 54.** § 1<sup>er</sup>. Une prime de 1.500 euros est octroyée lors de l'installation, pour le chauffage d'un logement satisfaisant aux critères de ventilation conformément à la législation en vigueur six mois avant l'introduction de la demande de permis d'urbanisme, d'une pompe à chaleur répondant aux critères visés à l'annexe. Le logement doit avoir un niveau d'isolation thermique globale K inférieur ou égal à 45 ou disposer de l'attestation "Construire avec l'énergie".

Les pompes à chaleur réversibles permettant le refroidissement des logements ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime. De plus, le logement ne peut être équipé d'un système de chauffage électrique, sauf pour le chauffage exclusif des salles de bains ou de douches.

§ 2. Par unité d'habitation, les primes sont limitées à une pompe à chaleur pour le chauffage et une pompe à chaleur pour la production de l'eau chaude sanitaire ou à une pompe à chaleur combinée.

§ 3. L'installation est réalisée par un entrepreneur enregistré.

#### Section 2. — Investissements éligibles en eau chaude sanitaire

**Art. 55.** § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée lors de l'installation, dans un logement, d'un chauffe-bain instantané au gaz naturel, sans veilleuse, à flamme modulante et à double flux. Le chauffe-bain doit être de catégorie I2E+ et labellisé CE Belgique.

La prime est de 75 euros pour les installations dont le débit nominal est de 10 litres maximum par minute et de 125 euros pour les installations dont le débit nominal est supérieur à 10 litres par minute.

§ 2. Une prime est octroyée lors de l'installation, dans un logement, d'un générateur d'eau chaude à condensation fonctionnant au gaz naturel (catégorie I2E+, I2E(S)B ou I2E(R)B si applicable) labellisé CE Belgique.

Le montant de la prime est de 25 euros par kW et ne peut excéder 12.500 euros par installation.

§ 3. Les installations visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 sont réalisées par un entrepreneur enregistré. Dans la mesure où cet entrepreneur ne dispose pas de l'habilitation gaz naturel, ces installations doivent être réceptionnées par un organisme accrédité pour le contrôle des installations intérieures au gaz naturel.

**Art. 56.** § 1<sup>er</sup>. Une prime de 750 euros est octroyée lors de l'installation, par un entrepreneur enregistré, d'une pompe à chaleur répondant aux critères visés à l'annexe, pour le chauffage de l'eau chaude sanitaire du logement.

§ 2. Par unité d'habitation, les primes sont limitées à une pompe à chaleur pour la production d'eau chaude sanitaire et à une pompe à chaleur pour le chauffage de l'habitation ou à une pompe à chaleur combinée.

#### Section 3. — Investissements éligibles en chauffage et eau chaude sanitaire

**Art. 57.** § 1<sup>er</sup>. Une prime de 2.250 euros est octroyée lors de l'installation, pour le chauffage d'un logement satisfaisant aux critères de ventilation conformément à la législation en vigueur six mois avant l'introduction de la demande de permis d'urbanisme, d'une pompe à chaleur combinée chauffage - eau chaude sanitaire répondant aux critères visés à l'annexe. Le logement doit avoir un niveau d'isolation thermique globale K inférieur ou égal à 45 ou disposer de l'attestation "Construire avec l'énergie".

Les pompes à chaleur réversibles permettant le refroidissement des bâtiments ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime. De plus, le logement ne peut être équipé d'un système de chauffage électrique, sauf pour le chauffage exclusif des salles de bains ou de douches.

§ 2. Par unité d'habitation, les primes sont limitées à une pompe à chaleur pour le chauffage et une pompe à chaleur pour la production de l'eau chaude sanitaire ou à une pompe à chaleur combinée.

§ 3. L'installation est réalisée par un entrepreneur enregistré.

#### Section 4. — Procédure d'introduction de la demande

**Art. 58.** En ce qui concerne les primes visées aux articles 50, 51, 53 et 55, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès du gestionnaire de réseau de distribution de gaz, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et ses annexes dûment complétés;

2° du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés ainsi que de l'original ou d'une copie des factures pour les matériaux et les prestations réalisées;

3° d'un des documents suivants : soit d'une copie de l'attestation de conformité de l'installation rédigée par l'installateur habilité, accompagnée d'une copie de son certificat d'habilitation, soit d'une copie du procès verbal de réception de l'installation par l'organisme de contrôle accrédité pour le contrôle des installations gaz naturel.

**Art. 59.** En ce qui concerne les primes visées aux articles 52, 54, 56 et 57, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès de l'administration, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et ses annexes, dûment complétés;

2° du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés ainsi que de l'original ou d'une copie des factures pour les matériaux et les prestations réalisées.

### CHAPITRE IV. — Autres investissements visant à l'utilisation rationnelle de l'énergie (URE)

#### Section 1<sup>re</sup>. — Investissements dans tous les logements

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Investissements éligibles

**Art. 60.** § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée lors de l'installation, par un entrepreneur enregistré, d'un système de ventilation avec récupérateur de chaleur dans un logement, répondant aux critères suivants :

1° Le niveau d'isolation thermique globale K du logement est inférieur ou égal à 45 ou le logement dispose de l'attestation "Construire avec l'énergie";

2° le logement n'est pas équipé d'un système de chauffage électrique, sauf pour le chauffage exclusif des salles de bains ou de douches. Les pompes à chaleur non réversibles ou intégrées dans une habitation neuve ayant reçu l'attestation "Construire avec l'énergie" ne sont pas considérées comme chauffage de type électrique;

3° la ventilation sera du type "système de ventilation mécanique contrôlée D" avec récupération de chaleur au moyen d'un échangeur de chaleur à contre-courant;

4° l'ensemble du système de ventilation installé doit répondre aux exigences de la norme NBN D 50 001;

5° l'échangeur thermique doit avoir un rendement minimum de 85 % suivant la norme NBN EN 308;

6° l'installateur doit mesurer, in situ, les débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation afin d'assurer le réglage adéquat de l'installation.

§ 2. Le montant total de la prime est de 75 % de l'investissement global, sans pouvoir excéder 1.500 euros par unité d'habitation.

**Art. 61.** Une prime est octroyée lors de l'installation, dans un logement, d'une micro-cogénération de qualité ou d'une cogénération de qualité qui génère un taux minimum de 10 % d'économie de dioxyde de carbone par rapport aux émissions de dioxyde de carbone des productions séparées des mêmes quantités de chaleur et d'électricité dans des installations modernes de référence dont les rendements annuels d'exploitation sont définis et publiés annuellement par la CWaPE. La chaleur prise en compte est la chaleur utile, à savoir celle qui est effectivement utilisée pour des besoins de chaleur hors processus de cogénération.

Le montant de la prime s'élève à 20 % du montant de la facture et ne peut excéder 15.000 euros par installation.

L'installation est réalisée par un entrepreneur enregistré.

**Art. 62.** Une prime est octroyée pour la réalisation de la thermographie d'un logement.

Le rapport d'audit par thermographie doit mentionner les améliorations possibles portant sur l'enveloppe du bâtiment.

Le montant de la prime est de 50 % de la facture ou de la note d'honoraires et ne peut excéder 200 euros par audit pour une maison unifamiliale ou 700 euros par audit et par bâtiment dans les autres cas.

**Art. 63.** Une prime est octroyée lors de l'installation, par un entrepreneur enregistré, d'un système de gestion des installations électriques d'éclairage et d'appareillage inférieur à 20 kW par appareillage permettant d'éteindre ou de réguler de manière automatique les équipements électriques du logement.

Le montant de la prime s'élève à 30 % du montant de la facture et ne peut excéder 15.000 euros par logement.

#### Sous-section 2. — Procédure d'introduction de la demande

**Art. 64.** En ce qui concerne la prime visée à l'article 60, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès de l'administration, dans un délai quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

2° du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés ainsi que de l'original ou d'une copie des factures pour les matériaux et les prestations réalisées;

3° d'un rapport des mesures réalisées, in situ, par l'installateur, des débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation et précisant le système avec lequel les débits ont été mesurés;

4° du formulaire de calcul du coefficient K renseigné;

5° d'un document décrivant toutes les parois de la surface de déperdition thermique du logement et le calcul des coefficients U (ou k);

6° d'une copie des plans de tous les niveaux et des coupes du logement;

7° d'une note décrivant le système de ventilation installé.

**Art. 65.** En ce qui concerne la prime visée à l'article 61, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès de l'administration, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de notification de la décision d'acceptation de la CWaPE relative à la demande préalable d'octroi de certificats verts et de labels de garantie d'origine.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et des ses annexes, dûment complétés;

2° du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés ainsi que de l'original ou d'une copie des factures pour les matériaux et les prestations réalisées;

3° de la copie de la notification de la décision d'acceptation de la CWaPE relative à la demande préalable d'octroi de certificats verts et de labels de garantie d'origine;

4° si l'installation utilise le gaz naturel, d'un des documents suivants : d'une copie de l'attestation de conformité de l'installation rédigée par l'installateur habilité, accompagnée d'une copie de son certificat d'habilitation ou d'une copie du procès verbal de réception de l'installation par l'organisme de contrôle accrédité pour le contrôle des installations gaz naturel.

**Art. 66.** En ce qui concerne la prime visée à l'article 62, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès de l'administration, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et ses annexes, dûment complétés;

2° du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés ainsi que de l'original ou d'une copie de la facture ou de la note d'honoraire pour les prestations réalisées;

3° du rapport d'audit comprenant les éléments décrits à l'article 62.

**Art. 67.** En ce qui concerne la prime visée à l'article 63, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès de l'administration, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et ses annexes, dûment complétés;

2° du décompte final D.1. relatif aux prestations accomplies ainsi que de l'original ou d'une copie de la facture relative aux prestations réalisées;

3° les caractéristiques techniques des appareils doivent être mentionnées sur la facture, ou à défaut sur une note du vendeur accompagnant cette dernière, de manière telle que la vérification du respect des critères techniques puisse être effectuée;

4° d'une note de calcul technique permettant d'évaluer, en kWh, l'économie d'énergie attendue.

#### Section 2. — Investissements en cas de rénovation de logement

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Investissements éligibles

**Art. 68.** Une prime est octroyée en cas de rénovation d'un logement, pour des travaux de régulation thermique, dont le montant et les conditions d'octroi sont définis comme suit :

- 1° vanne thermostatique : 10 euros;
- 2° thermostat d'ambiance : 100 euros;
- 3° sonde extérieure : 100 euros;
- 4° système donnant priorité à l'eau chaude sanitaire : 100 euros.

Le montant global de la prime ne peut excéder 10.000 euros par logement et par année.

L'installation est réalisée par un entrepreneur enregistré.

**Art. 69.** § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour la réalisation d'un audit énergétique global d'une maison unifamiliale.

L'audit doit être réalisé par un auditeur agréé par la Région wallonne pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement, dans le cadre et conformément à la procédure de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement.

Le montant de la prime est de 60 % de la facture ou de la note d'honoraires et ne peut excéder 360 euros par audit.

§ 2. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour la réalisation d'un audit énergétique global de tout autre logement que ceux visés au § 1<sup>er</sup> :

1° l'audit doit être réalisé, soit par un auditeur agréé dans le cadre des programmes AMURE ou UREBA, soit par un auditeur agréé par la Région wallonne pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement, dans le cadre de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement;

2° le rapport d'audit mentionne au minimum : la performance de l'enveloppe du bâtiment, à savoir le niveau K, le détail des performances thermiques des différentes parois, la performance du système de chauffage ainsi que des améliorations chiffrées portant sur l'enveloppe du bâtiment et les systèmes.

Le montant de la prime est de 60 % de la facture ou de la note d'honoraires et ne peut excéder 1.000 euros par audit et par bâtiment.

**Art. 70.** Une prime est octroyée, en cas de rénovation d'un logement, pour le remplacement en tout ou en partie d'un système d'éclairage intérieur permettant une amélioration combinée des performances énergétiques et photométriques du système d'éclairage dont la puissance installée après travaux ne dépasse pas :

- 1° entre 3 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans un couloir bas et large (min 30 m × 2 m × 2,8 m) et 8,5 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans un couloir haut et étroit (min 30 m × 1 m × 3,5 m);
- 2° 2,5 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans les autres locaux.

Le matériel installé doit être agréé ENEC.

En cas de luminaires équipés de lampes fluorescentes ou de lampes à décharge, ceux-ci sont équipés exclusivement de ballasts électroniques.

Le montant de la prime s'élève à :

- 1° 10 % du montant de la facture en cas de diminution de la puissance installée entre 10 et 30 %;
- 2° 20 % du montant de la facture en cas de diminution de la puissance installée entre 30 et 50 %;
- 3° 30 % du montant de la facture en cas de diminution de la puissance installée supérieure à 50 %.

Le montant de la prime est plafonné à 10.000 euros par logement.

L'installation est réalisée par un entrepreneur enregistré.

**Art. 71.** Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour l'analyse des consommations électriques d'un logement consommant au moins 20.000 kWh électriques par an. L'analyse des consommations électriques comporte l'enregistrement des fournitures d'électricité pendant deux semaines, l'édition du rapport d'audit, l'indication des principales possibilités d'économies d'énergie (mesures techniques et investissements), leur coût et les économies engendrées sur le plan énergétique et financier. L'analyse sera réalisée par un auditeur agréé dans le cadre des programmes AMURE OU UREBA.

Le montant de la prime s'élève à 50 % du montant de la facture relative à l'analyse et est plafonné à 1.000 euros par logement.

##### Sous-section 2. — Procédure d'introduction de la demande

**Art. 72.** En ce qui concerne la prime visée à l'article 68, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès de l'administration, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et ses annexes, dûment complétés;
- 2° du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés ainsi que de l'original ou d'une copie des factures pour les matériaux et les prestations réalisées.

**Art. 73.** En ce qui concerne la prime visée à l'article 69, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès de l'administration, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;
- 2° d'une copie de la facture ou de la note d'honoraires pour les prestations réalisées;
- 3° du rapport d'audit.

**Art. 74.** En ce qui concerne la prime visée à l'article 70, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire et de ses annexes, disponibles auprès du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité ou de l'administration, dûment complétés;

2° de l'original ou d'une copie de la facture relatives aux investissements ou prestations réalisés; les caractéristiques techniques des appareils doivent être mentionnées sur la facture, ou à défaut sur une note du vendeur accompagnant cette dernière, de manière telle que la vérification du respect des critères techniques puisse être effectuée;

3° d'une note de calcul technique permettant d'évaluer l'amélioration photométrique de l'éclairage et la diminution de puissance installée; de même, la puissance installée par m<sup>2</sup> par 100 lux est spécifiée.

**Art. 75.** En ce qui concerne la prime visée à l'article 71, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès de l'administration, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et ses annexes, dûment complétés;

2° du décompte final D.1. relatif aux prestations accomplies ainsi que de l'original ou d'une copie de la facture ou de la note d'honoraires relative aux prestations réalisées;

3° d'une copie du rapport d'audit comprenant l'enregistrement de la fourniture d'électricité pendant deux semaines.

#### TITRE IV. — Prime à l'installation d'un système photovoltaïque

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités

**Art. 76.** Au sens du présent titre, on entend par demandeur :

1° toute personne physique, y compris celle qui a la qualité de commerçant ou exerçant une profession indépendante;

2° toute entreprise ayant pris la forme d'une société commerciale visée par le code des sociétés, qui a au moins un siège d'activités en Wallonie, qui répond à la définition des micro-entreprises au sens de l'annexe de la recommandation de la Commission C(2003) 1422 du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises;

3° les syndicats d'immeubles visés à l'article 36 du présent arrêté.

##### CHAPITRE II. — Investissements sur bâtiment ou sur terrain en tout ou en partie bâti

**Art. 77.** § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits budgétaires, le demandeur peut obtenir, par point d'accès, une prime pour toute installation photovoltaïque certifiée par la CWaPE, dont le montant et les conditions d'octroi sont déterminés comme suit.

Au sens du présent titre, on entend par :

1° "installation photovoltaïque": les panneaux solaires photovoltaïques, le générateur photovoltaïque, le sectionneur de courant continu, l'onduleur, le compteur d'électricité verte, le disjoncteur de courant alternatif, les supports de fixation des panneaux, l'éventuel dispositif de suivi du soleil et le câblage nécessaire, ainsi que la main d'œuvre relative à ces différents éléments;

2° "système avec suiveur solaire": toute installation photovoltaïque dont les équipements de production d'électricité photovoltaïques (dénommés également modules) sont fixés sur une structure s'orientant de façon automatique ou manuelle en fonction de la position du soleil;

3° "système intégré": toute installation photovoltaïque dont les équipements de production d'électricité photovoltaïques (dénommés également modules) assurent également une fonction technique ou architecturale essentielle à l'acte de construction. Ces équipements doivent appartenir à la liste exhaustive suivante :

- a) tout type de recouvrement de toiture;
- b) brise-soleil;
- c) allèges;
- d) verrière sans protection arrière;
- e) garde-corps de fenêtre, de balcon ou de terrasse;
- f) bardages, mur rideau;

4° "système fixe": toute installation photovoltaïque dont les équipements de production d'électricité photovoltaïques (dénommés également modules) sont fixés sur une structure.

Le montant de la prime s'élève à 20 % du coût éligible, additionné du montant de la T.V.A. appliqué à ce coût, si le demandeur n'est pas assujéti. Le montant de la prime ne peut excéder 3.500 euros.

Le coût éligible est déterminé sur base du montant hors T.V.A. de la facture de l'installation photovoltaïque, plafonné par le produit de la puissance de l'installation exprimée en Wc, par la variable définie ci-après :

- 1° pour un système fixe : la variable s'élève à 7 euros par Wc;
- 2° pour un système intégré : la variable s'élève à 8 euros par Wc;
- 3° pour un système avec suiveur solaire : la variable s'élève à 9 euros par Wc.

§ 2. Sont éligibles au bénéfice de la prime visée au § 1<sup>er</sup>, les installations répondant aux conditions suivantes :

- 1° l'installation est réalisée par un entrepreneur enregistré;
- 2° l'installation satisfait aux normes IEC 61215 (modules classiques) ou IEC 61646 (couches minces);

3° le demandeur dispose, pour cette installation, de la notification d'acceptation de la CWaPE relative à la demande préalable d'octroi de certificats verts et de labels de garantie d'origine; Les panneaux solaires photovoltaïques doivent être fixés sur un bâtiment ou ancrés sur un terrain en tout ou partie bâti. La fixation de panneaux solaires photovoltaïques sur un bâtiment ou leur ancrage sur un terrain en tout ou partie bâti se fait en conformité avec les dispositions prévues par le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

CHAPITRE III. — *Procédure d'introduction de la demande*

**Art 78.** En ce qui concerne la prime visée à l'article 77, le dossier est introduit par le demandeur auprès du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la notification de la décision d'acceptation de la CWaPE relative à la demande préalable d'octroi de certificats verts et de labels de garantie d'origine, pour autant que la date de la facture finale de l'installation photovoltaïque soit postérieure au 31 décembre 2007.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;
- 2° de l'original ou d'une copie de la facture relative aux investissements ou prestations réalisés, ainsi que le numéro de compteur identifié à l'adresse concernée par la demande de prime;
- 3° de la copie de la notification de la décision d'acceptation de la CWaPE relative à la demande préalable d'octroi de certificats verts et de labels de garantie d'origine;
- 4° le cas échéant, pour une micro-entreprise, du formulaire spécifique dûment complété.

TITRE V. — *Primes à destination des seules personnes morales*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Généralités*

**Art. 79.** § 1<sup>er</sup>. Au sens du présent titre, on entend par :

1° "demandeur" : toute personne morale, à l'exclusion des syndicats d'immeuble visés à l'article 36 et des sociétés de logement de service public visées à l'article 43, qui réalisent un investissement éligible au sens du présent titre en Région wallonne;

2° "unité technique d'exploitation" : ensemble de composants techniques formant un groupe indivisible qui permet d'assurer un service ou de réaliser un produit.

§ 2. En ce qui concerne les primes octroyées dans le cadre du présent titre, le montant des factures s'entend hors taxe sur la valeur ajoutée si le bénéficiaire de la prime est assujéti à cette même taxe sur la valeur ajoutée

§ 3. Dans la limite des crédits budgétaires, le demandeur peut obtenir une prime dont le montant et les conditions d'octroi sont définies comme suit.

CHAPITRE II. — *Installations industrielles au gaz naturel*Section 1<sup>re</sup>. — *Investissements éligibles*

**Art. 80.** § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée lors de l'installation de tout système de récupération de chaleur des fumées dans les fours industriels et artisanaux, les appareils de séchage au gaz naturel ou les chaudières et générateurs de vapeur. La récupération doit être obtenue par l'installation d'une des techniques suivantes :

- 1° récupérateurs spécifiques indépendants placés à la sortie des fours sur le circuit des fumées;
- 2° brûleurs auto-récupératifs équipés de leur propre récupérateur pour le préchauffage de l'air de combustion;
- 3° paire de brûleurs régénératifs, le premier en phase de chauffage du four, le second en phase de récupération, d'accumulation de chaleur.

Le montant de la prime s'élève à 50 euros par kW récupéré, plafonné à 50 % du montant de la facture et ne peut excéder 12.500 euros par installation.

§ 2. Pour les primes de plus de 2.000 euros, le nombre de kW récupérés doit être vérifié, et l'installation doit être contrôlée, in situ, par un laboratoire indépendant agréé selon la norme NBN EN ISO 17025 pour les contrôles selon les normes européennes d'application pour les appareils gaz concernés.

§ 3. Les appareils concernés doivent fonctionner au gaz naturel (catégories I2E+, I2E(S)B ou I2E(R)B si applicable) et posséder le marquage CE Belgique si ce dernier est applicable.

**Art. 81.** § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée lors de l'installation d'un système de modulation large du brûleur au gaz naturel permettant une régulation plus efficace, à savoir le placement de brûleurs modernes au gaz naturel, modulant dans une plage de 25 à 100 % au moins sur les fours industriels ou les chaudières.

Le montant de la prime s'élève à 3,75 euros par kW. La prime est plafonnée à 50 % du montant de la facture et ne peut excéder 12.500 euros par installation.

§ 2. Le taux de modulation doit être établi par un laboratoire indépendant agréé selon la norme NBN EN ISO 17025 pour les contrôles selon les normes européennes d'application pour les appareils gaz concernés.

§ 3. Les appareils concernés doivent fonctionner au gaz naturel (catégories I2E+, I2E(S)B ou I2E(R)B si applicable) et posséder le marquage CE Belgique si ce dernier est applicable.

**Art. 82.** § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée lors de l'installation d'un système de feu direct au gaz naturel sur les produits à chauffer. Le concept de feu direct implique une harmonie parfaite des brûleurs, des fours et des produits à chauffer qui s'obtient lorsque la température de ces produits est considérée comme satisfaisante partout.

Les installations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont notamment :

- 1° les brûleurs au gaz naturel à flamme directe;
- 2° les brûleurs au gaz naturel destinés aux séchoirs, au chauffage des bains pour le traitement thermique des métaux, à la post combustion et aux techniques de "make up air".

Le montant de la prime s'élève à 12,5 euros par kW. La prime est plafonnée à 50 % du montant de la facture et ne peut excéder 12.500 euros par installation.

§ 2. Pour les primes de plus de 2.000 euros, l'existence d'une flamme directe doit être contrôlée, in situ, par un laboratoire indépendant agréé selon la norme NBN EN ISO 17025 pour les contrôles selon les normes européennes d'application pour les appareils gaz concernés.

§ 3. Les appareils concernés doivent fonctionner au gaz naturel (catégories I2E+, I2E(S)B ou I2E(R)B si applicable) et posséder le marquage CE Belgique si ce dernier est applicable.

*Section II. — Procédure d'introduction de la demande*

**Art. 83.** En ce qui concerne les primes visées aux articles 80, 81 et 82, le dossier est introduit par le demandeur auprès du gestionnaire de réseau de distribution de gaz, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire et de ses annexes, disponibles auprès du gestionnaire de réseau de distribution de gaz ou de l'administration, dûment complétés;

2° de l'original ou d'une copie de la facture relative aux investissements ou prestations réalisés; les caractéristiques techniques des appareils doivent être mentionnées sur la facture, ou à défaut sur une note du vendeur accompagnant cette dernière, de manière telle que la vérification du respect des critères techniques puisse être effectuée;

3° d'une note de calcul technique permettant d'évaluer en kWh l'économie d'énergie attendue;

4° pour les primes visées aux articles 80 et 82, en cas de prime supérieure à 2.000 euros, du rapport du laboratoire indépendant agréé;

5° pour les installations industrielles utilisant le gaz naturel, d'une déclaration sur l'honneur attestant que l'installation a été réalisée dans les règles de l'art;

6° pour toutes les autres installations au gaz naturel, d'une copie du P.V. de réception de l'installation par l'organisme de contrôle accrédité pour le contrôle des installations gaz naturel ou d'une copie de l'attestation de conformité de l'installation rédigée par l'installateur habilité accompagnée d'une copie de son certificat d'habilitation, selon le cas.

*CHAPITRE III. — Installations électriques**Section 1<sup>re</sup>. — Investissements éligibles dans tout type de bâtiment*

**Art. 84.** Une prime est octroyée lors de l'installation, par un entrepreneur enregistré, d'un système de gestion des installations électriques d'éclairage et d'appareillage inférieur à 20 kW par appareillage permettant d'éteindre ou de réguler de manière automatique les équipements électriques de tout type de bâtiments.

Le montant de la prime s'élève à 30 % du montant de la facture et ne peut excéder 15.000 euros par unité technique d'exploitation.

**Art. 85.** Une prime est octroyée pour l'installation :

1° d'un variateur de vitesse par variation de fréquence sur un compresseur, un système de ventilation et une pompe;

2° d'un compresseur, pompe et système de ventilation munis d'un variateur de vitesse par variation de fréquence. L'économie d'énergie réalisée doit être au moins de 10 %.

Le variateur de vitesse ou le compresseur, la pompe et le système de ventilation muni d'un variateur de fréquence intégré doivent être marqués CE conformément à l'arrêté royal du 28 février 2007 relatif à la compatibilité électromagnétique et à l'arrêté royal du 23 mars 1977 concernant la mise sur le marché du matériel électrique.

Le montant de la prime s'élève à euros 100 par kW de puissance nominale du moteur et est plafonné à 5.000 euros par unité technique d'exploitation.

**Art. 86.** Une prime est octroyée pour l'installation d'un dispositif de régulation du froid et d'optimisation des cycles de dégivrage, à condition de réaliser une économie d'énergie d'au moins 20 %. Il s'agit d'un dispositif de contrôle du cyclage des compresseurs et qui optimise les cycles de dégivrage.

Le montant de la prime s'élève à 1.250 euros par groupe de froid de 15 kW électriques minimum équipé de ce dispositif.

*Section 2. — Investissements éligibles en cas de rénovation de bâtiment*

**Art. 87.** Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour le remplacement en tout ou en partie d'un système d'éclairage intérieur permettant une amélioration combinée des performances énergétiques et photométriques du système d'éclairage dont la puissance installée après travaux ne dépasse pas :

1° 3 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans les halls de sport et piscines;

2° 3 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans les locaux à usage médical;

3° entre 3 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans un couloir bas et large (min 30 m × 2 m × 2,8 m) et 8,5 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans un couloir haut et étroit (min 30 m × 1 m × 3,5 m);

4° 2,5 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans les bureaux et autres locaux.

Le matériel installé doit être agréé ENEC.

En cas de luminaires équipés de lampes fluorescentes ou de lampes à décharge, ceux-ci sont équipés exclusivement de ballasts électroniques.

Le montant de la prime s'élève à :

1° 10 % du montant de la facture en cas de diminution de la puissance installée entre 10 et 30 %;

2° 20 % du montant de la facture en cas de diminution de la puissance installée entre 30 et 50 %;

3° 30 % du montant de la facture en cas de diminution de la puissance installée supérieure à 50 %.

Le montant de la prime ne peut excéder 10.000 euros par unité technique d'exploitation.

**Art. 88.** Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour l'analyse des consommations électriques d'une unité technique d'exploitation consommant au moins 20.000 kWh électriques par an. L'analyse des consommations électriques comporte l'enregistrement des fournitures d'électricité pendant deux semaines, l'édition du rapport d'audit par un auditeur agréé dans le cadre des programmes AMURE ou UREBA et l'indication des principales possibilités d'économies d'énergie (mesures techniques et investissements), leur coût et les économies engendrées sur le plan énergétique et financier.

Le montant de la prime s'élève à 50 % du montant de la facture relative à l'analyse et est plafonné à 1.000 euros par unité technique d'exploitation.



*Section III. — Procédure d'introduction de la demande*

**Art. 89.** En ce qui concerne les primes visées aux articles 85, 86 et 87, le dossier est introduit par le demandeur auprès du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire et de ses annexes, disponibles auprès du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité ou de l'administration, dûment complétés;

2° de l'original ou d'une copie de la facture relatives aux investissements ou prestations réalisés; les caractéristiques techniques des appareils doivent être mentionnées sur la facture, ou à défaut sur une note du vendeur accompagnant cette dernière, de manière telle que la vérification du respect des critères techniques puisse être effectuée;

3° pour les primes visées aux articles 85 et 86, d'une note de calcul technique permettant d'évaluer en kWh l'économie d'énergie attendue;

4° pour la prime visée à l'article 87, d'une note de calcul technique permettant d'évaluer l'amélioration photométrique de l'éclairage et la diminution de puissance installée, de même que la puissance installée par m<sup>2</sup> par 100 lux.

**Art. 90.** En ce qui concerne les primes visées aux articles 84 et 88, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture ou de la note d'honoraires relative aux prestations réalisées.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

2° de l'original ou d'une copie de la facture ou de la note d'honoraires relative aux prestations réalisées;

3° pour la prime visée à l'article 84, d'une note de calcul technique permettant d'évaluer, en kWh, l'économie d'énergie attendue; les caractéristiques techniques des appareils doivent être mentionnées sur la facture, ou à défaut sur une note du vendeur accompagnant cette dernière, de manière telle que la vérification du respect des critères techniques puisse être effectuée;

4° pour la prime visée à l'article 88, d'une copie du rapport d'audit comprenant l'enregistrement de la fourniture d'électricité pendant deux semaines.

**TITRE VI. — Procédure et modalités de liquidation des primes visées aux titres II à V****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Modalités de traitement administratif des demandes**

**Art. 91.** § 1<sup>er</sup>. Dans les quarante jours prenant cours le lendemain de la réception de la demande, le gestionnaire de réseau ou l'administration, selon le cas, envoie au demandeur un accusé de réception précisant si son dossier est complet ou non.

Lorsque le dossier est incomplet, le courrier visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> précise les éléments à fournir par le demandeur pour compléter son dossier. Le demandeur dispose, pour notifier l'ensemble des compléments requis, d'un délai de septante jours prenant cours le lendemain de l'envoi de la lettre de demande de compléments d'information.

Le défaut de notification de l'ensemble des compléments demandés dans le délai prescrit à l'alinéa 2 entraîne la clôture du dossier.

Dans les cent vingt jours prenant cours le lendemain de la réception de la demande, le gestionnaire de réseau ou l'administration, selon le cas, envoie au demandeur une lettre contenant la décision statuant sur la demande.

Le délai de cent vingt jours est suspendu à la date de la demande de compléments d'information jusqu'à la communication de l'ensemble des informations sollicitées.

La demande est réputée acceptée lorsque le gestionnaire de réseau ou l'administration, selon le cas, n'a pas expédié, par lettre, sa décision au demandeur dans le délai prévu à l'alinéa 4.

Par dérogation à l'alinéa 6, si l'administration ou le gestionnaire de réseau est dans l'impossibilité de procéder au calcul de la prime, elle notifie, par courrier au demandeur, les éléments manquants nécessaires à ce calcul. Le demandeur dispose d'un délai de cinquante jours à dater de cette notification pour communiquer les éléments réclamés. A défaut de transmission des données demandées ou en cas de transmission incomplète de ces données, le dossier est clôturé.

Dans les vingt jours ouvrables à dater de la notification de l'acceptation de la demande ou de l'expiration du délai prévu à l'alinéa 4, le montant de la prime est mis en liquidation par l'administration ou, selon le cas, par le gestionnaire de réseau.

§ 2. Dans le cas visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 6, le gestionnaire de réseau ou l'administration, selon le cas, dispose d'un délai de trois ans, prenant cours le lendemain de l'expiration du délai prévu au § 1<sup>er</sup>, alinéa 4 pour vérifier la conformité de la demande aux conditions d'octroi visées aux titres II, III, IV et V du présent arrêté et réclamer, s'il y a lieu, le remboursement de la prime octroyée en cas de non respect de ces conditions.

§ 3. Tout courrier de refus mentionne la faculté de recours visée au titre VII ainsi que les modalités et la procédure y applicables.

**Art. 92.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation aux articles 49, 58, 59, 64, 65, 66, 67, 72, 73, 74 et 75, les demandeurs visés à l'article 43 peuvent introduire à l'administration pour les primes y traitées, préalablement à la réalisation des travaux éligibles en vertu du titre III, un dossier composé comme suit :

1° du formulaire de demande préalable ainsi que ses annexes, disponibles auprès de l'administration, dûment complétés;

2° de l'estimation budgétaire des investissements à réaliser.

Dans les trente jours qui suivent la réception de la demande préalable, l'administration envoie un accusé de réception à la société de logement de service public, par lequel elle précise si le dossier est complet ou non.

Si le dossier est déclaré incomplet, la société de logement de service public dispose de quarante jours prenant cours à dater du lendemain de l'envoi de l'accusé de réception transmis par l'administration pour fournir tout élément complémentaire et renseignements demandés.

Si au terme de ce délai la société de logement de service public a fait parvenir à l'administration les renseignements demandés, il sera procédé à un second accusé de réception pour informer la société de logement de service public du caractère complet de son dossier.

Par contre, si au terme de ce délai la société de logement de service public n'a pas donné les renseignements sollicités, la demande est réputée n'avoir jamais été introduite.

La décision de refus ou la promesse d'octroi de la subvention est notifiée dans les deux mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception du caractère complet du dossier.

§ 2. La promesse d'octroi de la prime a une durée de validité de vingt-quatre mois prenant cours le jour de sa notification. Si au terme de ce délai, la société de logement de service public n'a pas introduit sa demande de prime conformément aux articles 49, 58, 59, 64, 65, 66, 67, 72, 73, 74 et 75, la promesse d'octroi devient caduque.

§ 3. La présente disposition est applicable dans la mesure des crédits budgétaires disponibles affectés aux dossiers introduits par les sociétés de logement de service public dans le Plan d'action approuvé par le Gouvernement wallon.

#### CHAPITRE II. — *Disposition relative à la gestion des primes par les gestionnaires de réseau*

**Art. 93.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de l'octroi des primes, et dans la limite du budget affecté au programme d'action relatif au Fonds Energie pour 2008 et 2009, tel qu'approuvé par la décision du Gouvernement wallon du 18 octobre 2007, le gestionnaire de réseau peut introduire une demande auprès de l'administration afin d'obtenir un fonds de roulement.

Pour le gestionnaire de réseau de distribution d'électricité, ce montant est déterminé comme suit : 30 % de l'enveloppe budgétaire annuelle affectée à l'octroi des primes gérées par les gestionnaires de réseaux d'électricité dans le plan d'action 2008-2009 approuvé par le Gouvernement wallon, multipliés par le rapport entre le nombre de points de raccordements de ce gestionnaire de réseau et le nombre total de points de raccordements de l'ensemble des gestionnaires de réseau de distribution d'électricité en Région wallonne. Ce fonds de roulement est réévalué tous les six mois en fonction du solde de l'enveloppe budgétaire disponible et du taux d'utilisation correspondant au rapport entre le montant total des primes effectivement payées par chaque gestionnaire de réseau et la somme totale des primes payées par l'ensemble des gestionnaires de réseau; ce fonds de roulement réévalué ne peut jamais être inférieur à 30 % du fonds de roulement initial.

Pour le gestionnaire de réseau de distribution de gaz, ce montant est déterminé comme suit :

30 % de l'enveloppe budgétaire annuelle affectée à l'octroi des primes gérées par les gestionnaires de réseaux de gaz dans le plan d'action 2008-2009 approuvé par le Gouvernement wallon, multipliés par le rapport entre le nombre de points de raccordements de ce gestionnaire de réseau et le nombre total de points de raccordements de l'ensemble des gestionnaires de réseau de distribution de gaz en Région wallonne. Ce fonds de roulement est réévalué tous les six mois en fonction du solde de l'enveloppe budgétaire disponible et du taux d'utilisation correspondant au rapport entre le montant total des primes effectivement payées par chaque gestionnaire de réseau et la somme totale des primes payées par l'ensemble des gestionnaires de réseau; ce fonds de roulement réévalué ne peut jamais être inférieur à 30 % du fonds de roulement initial.

Chaque gestionnaire de réseau est tenu de communiquer à l'administration, pour le 10 de chaque mois, un fichier électronique transmis par courriel avec demande d'accusé de réception. Ce fichier comporte, triée par mesure, la liste des primes liquidées le mois précédent ainsi que leurs données détaillées.

§ 2. Semestriellement, le gestionnaire de réseau adresse à l'administration, en 3 exemplaires, une déclaration de créance accompagnée d'un relevé des dépenses ainsi que des pièces justificatives relatives aux primes effectivement payées.

A la réception du relevé des dépenses, l'administration vérifie celui-ci et les pièces justificatives qui l'accompagnent. Après avoir déterminé le montant des dépenses admissibles et réévalué le montant du fonds de roulement, l'administration met en liquidation ou réclame le remboursement de la différence entre ces deux montants.

§ 3. Le gestionnaire de réseau mentionne sur sa déclaration de créance le numéro du compte financier dont il est titulaire et insère la mention "montant certifié sincère et véritable".

#### CHAPITRE III. — *Disposition spécifique pour les primes visées aux articles 80 et 82*

**Art. 94.** Sur demande des laboratoires indépendants agréés pour les mesures et/ou contrôles in situ réalisés dans le cadre des primes octroyées en vertu des articles 80 et 82 du présent arrêté, un contrat de marché sera passé entre la Région wallonne, représentée par le Ministre en charge de l'énergie et ces laboratoires.

#### CHAPITRE IV. — *Validité des primes*

**Art. 95.** Les primes sont accordées pour tout investissement éligible réalisé entre le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et le 31 décembre 2009. La date prise en compte pour le respect de ce critère est précisée aux titres II à V, dans les procédures d'introduction de la demande relatives à chaque prime.

**Art. 96.** En cas de consommation trop rapide du budget et à l'approche de l'épuisement de celui-ci, l'administration publie un avis dans le *Moniteur belge*, sur le site internet Energie de la Région wallonne ainsi que dans les médias couvrant le territoire de la Région wallonne, en ce compris la Communauté germanophone. Cet avis mentionne la période endéans laquelle les primes restent éligibles conformément aux procédures d'introduction de la demande définies dans chacun des titres II à V. Cette période ne peut être inférieure à deux semaines à dater de la publication au *Moniteur belge*.

#### TITRE VII. — *Des recours*

**Art. 97.** Il est créé, au sein de l'administration, une cellule indépendante affectée au traitement des demandes en reconsidération, ci-après dénommée "cellule contentieuse".

**Art. 98.** Sans préjudice du droit d'agir directement en justice, le demandeur dont la demande a été refusée peut introduire un demande en reconsidération de la décision de refus. Cette demande est adressée au directeur général de l'administration par courrier motivé dans un délai maximum de nonante jours à dater de la notification de la décision de refus.

**Art. 99.** § 1<sup>er</sup>. La cellule contentieuse accuse réception de la demande en reconsidération et invite le requérant à fournir, dans les septante jours, toutes les pièces et éléments justificatifs qu'elle identifie comme nécessaires au réexamen du dossier. A défaut de fourniture des éléments réclamés dans ce délai, la décision de refus initiale est confirmée.

§ 2. La cellule contentieuse notifie sa décision au demandeur dans un délai de soixante jours prenant cours le lendemain de la réception de l'ensemble des éléments réclamés.

§ 3. Lorsque la demande en reconsidération a été jugée fondée, le montant de la prime est mis en liquidation conformément aux dispositions de l'article 91.

**TITRE VIII. — Dispositions transitoires et finales**

**Art. 100.** L'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie est abrogé avec effet au 31 décembre 2007, sous réserve de ce qui suit :

— toutes les demandes de primes conformes aux dispositions du titre II dudit arrêté peuvent être introduites jusqu'au 31 mars 2008 lorsque le point de départ du délai d'introduction de la demande défini à l'article 37, § 1<sup>er</sup>, dudit arrêté est antérieur au 1<sup>er</sup> janvier 2008;

— toutes les demandes de primes conformes aux dispositions du titre III dudit arrêté peuvent être introduites jusqu'au 30 juin 2008 lorsque le point de départ du délai d'introduction de la demande défini à l'article 37, § 1<sup>er</sup>, dudit arrêté est antérieur au 1<sup>er</sup> janvier 2008;

— les demandes de primes visées aux alinéas 2 et 3 sont réceptionnées et traitées par l'administration ou par le gestionnaire de réseau, conformément aux dispositions de l'article 37, §§ 2 et 3, dudit arrêté;

Pour l'application des articles 20, 23, 24, 54, 56 et 57, les pompes à chaleur sont réputées conformes à l'annexe lorsque celles-ci respectent les critères de l'annexe I de l'arrêté précité, pour autant que le point de départ du délai d'introduction de la demande de prime déterminé conformément à l'article 37 dudit arrêté soit postérieur au 31 décembre 2007 et antérieur au 1<sup>er</sup> juin 2008.

**Art. 101.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008, à l'exception de l'article 100 qui entre en vigueur le 31 décembre 2007.

Namur, le 20 décembre 2007.

A. ANTOINE

---

Annexe

1. POMPES A CHALEUR POUR LE CHAUFFAGE D'UNE HABITATION

Les pompes à chaleur réversibles permettant le refroidissement des bâtiments ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime.

1.a. *Captation d'énergie.*

• **Dans l'eau :**

La captation peut s'effectuer soit dans les eaux de surfaces (rivières, étangs, lacs,...) soit dans les eaux profondes (nappes phréatiques, puits,...), de manière "statique" ou "dynamique".

La demande de prime sera accompagnée de la note de calcul de l'ensemble du système de prélèvement d'énergie :

- Dans le cas d'une captation "dynamique" (par pompage), cela comprend notamment le dimensionnement des éventuels échangeurs thermiques intermédiaires, les débits de fluide, les deltas de température, la puissance des auxiliaires...
- Dans le cas d'une captation "statique" (par échangeur noyé), cela comprend notamment le dimensionnement de l'échangeur, de l'éventuel bassin artificiel ou de la source naturelle,...

Si l'exploitation de cette ressource est soumise à l'octroi d'un permis d'environnement, la preuve de l'acceptation de ce permis doit être jointe à la demande de prime.

• **Dans le sol :**

La captation d'énergie pourra être réalisée soit par un évaporateur enfoui horizontalement soit par un échangeur thermique à eau glycolée enfoui horizontalement ou verticalement dans le sol.

La demande de prime sera accompagnée de la note de calcul du système de prélèvement d'énergie :

- Dans le cas de l'utilisation d'un fluide intermédiaire tel que l'eau glycolée, il s'agit soit du dimensionnement de l'échangeur thermique placé horizontalement, soit de la ou des sondes verticales. La note doit notamment préciser le débit de fluide secondaire et la puissance de l'auxiliaire.
- Dans le cas d'un évaporateur horizontal, il s'agit du dimensionnement de ce dernier.

Dans le cas d'une captation par sonde verticale, le formulaire de demande de prime sera accompagné du rapport d'analyse géologique réalisé par ou pour la société de forage.

• **Dans l'air :**

La captation d'énergie pourra s'effectuer sur l'air de manière statique ou dynamique.

Les pompes à chaleur qui utilisent l'air comme source d'énergie pourront éventuellement être munies d'un thermoplongeur électrique d'appoint du côté du rejet de chaleur. Celui-ci devra être placé en aval du condenseur.

Dans le cas d'une captation statique, la pompe à chaleur ne devra pas être équipée d'un dispositif de dégivrage, mais l'échangeur extérieur sera orienté entre l'est et l'ouest en passant par le sud, sans entrave à l'ensoleillement ni à la circulation naturelle de l'air.

Dans ce cas également, la demande de prime sera accompagnée de la note de calcul du dimensionnement du système de prélèvement d'énergie. Si un fluide secondaire est utilisé, le débit et la puissance de l'auxiliaire seront précisés.

1.b. *Rejet d'énergie.*

• **Rejet sur l'air ambiant :**

Les pompes à chaleurs qui rejettent l'énergie thermique sur l'air ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime.

- Rejet au moyen d'un fluide calorigène ou de l'eau :

Le chauffage des locaux ne pourra en aucun cas être réalisé par des radiateurs ou des convecteurs. Seuls le chauffage par plancher rayonnant ou mur chauffant, et l'usage de ventilo-convecteurs à basse température pour les locaux hors séjour, sont autorisés.

Un appoint électrique est autorisé uniquement dans les salles de bains et de douches.

1.c. *Performances minimales.*

Pour être éligible à la prime, la pompe à chaleur pour le chauffage de l'habitation doit respecter un coefficient de performance minimal en régime nominal qui varie en fonction de la technologie mise en œuvre.

Les COP des systèmes directement visés par la norme NBN 14511 : 2004 sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° source froide à l'entrée de l'évaporateur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Air dynamique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	35 °C	3.1
Eau profonde ou eau de surface	Eau	10 °C (*)	35 °C	5.1
Echangeur géothermique à eau glycolée (horizontal ou vertical)	Eau	0 °C (*)	35 °C	4.3

(\*) Lorsqu'un circuit secondaire est utilisé (échangeur intermédiaire et eau glycolée), il s'agit de la température de ce fluide intermédiaire à l'entrée de l'évaporateur.

Les COP des systèmes qui ne sont pas visés par la norme NBN 14511 : 2004 sont déterminés selon la méthodologie proposée par cette dernière en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° de l'air en contact avec l'échangeur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Air statique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	35 °C	3.1

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du fluide à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Echangeur à gaz (horizontal)	Eau	- 7 °C	35 °C	4
	Gaz	- 7 °C	35 °C	4

#### 1.d. Disposition complémentaire.

L'installation sera munie d'un compteur électrique supplémentaire permettant de mesurer la consommation dédiée à l'utilisation de la pompe à chaleur.

#### 2. POMPE A CHALEUR POUR LA PRODUCTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE (PAC ECS).

##### 2.a. Captation d'énergie.

###### • Dans l'eau :

La captation peut s'effectuer soit dans les eaux de surfaces (rivières, étangs, lacs,...) soit dans les eaux profondes (nappes phréatiques, puits,...), de manière "statique" ou "dynamique".

La demande de prime sera accompagnée de la note de calcul de l'ensemble du système de prélèvement d'énergie :

- Dans le cas d'une captation "dynamique" (par pompage), cela comprend notamment le dimensionnement des éventuels échangeurs thermiques intermédiaires, les débits de fluide, les deltas de température, la puissance des auxiliaires,...
- Dans le cas d'une captation "statique" (par échangeur noyé), cela comprend notamment le dimensionnement de l'échangeur, de l'éventuel bassin artificiel ou de la source naturelle,...

Si l'exploitation de cette ressource est soumise à l'octroi d'un permis d'environnement, la preuve de l'acceptation de ce permis doit être jointe à la demande de prime.

###### • Dans le sol :

La captation d'énergie pourra être réalisée soit par un évaporateur enfoui horizontalement soit par un échangeur thermique à eau glycolée enfoui horizontalement ou verticalement dans le sol.

La demande de prime sera accompagnée de la note de calcul du système de prélèvement d'énergie :

- Dans le cas de l'utilisation d'un fluide intermédiaire tel que l'eau glycolée, il s'agit soit du dimensionnement de l'échangeur thermique placé horizontalement, soit de la ou des sondes verticales. La note doit notamment préciser le débit de fluide secondaire et la puissance de l'auxiliaire.
- Dans le cas d'un évaporateur horizontal, il s'agit du dimensionnement de ce dernier.

Dans le cas d'une captation par sonde verticale, le formulaire de demande de prime sera accompagné du rapport d'analyse géologique réalisé par ou pour la société de forage.

• **Dans l'air :**

La captation d'énergie pourra s'effectuer sur l'air de manière statique ou dynamique.

Les pompes à chaleur qui utilisent l'air comme source d'énergie pourront éventuellement être munies d'un thermoplongeur électrique d'appoint du côté du rejet de chaleur. Celui-ci devra être placé en aval du condenseur.

Dans le cas d'une captation statique, la pompe à chaleur ne devra pas être équipée d'un dispositif de dégivrage, mais l'échangeur extérieur sera orienté entre l'est et l'ouest en passant par le sud, sans entrave à l'ensoleillement ni à la circulation naturelle de l'air.

Dans ce cas également, la demande de prime sera accompagnée de la note de calcul du dimensionnement du système de prélèvement d'énergie. Si un fluide secondaire est utilisé, le débit et la puissance de l'auxiliaire seront précisés.

*2.b. Rejet d'énergie.*

Le ballon de stockage sera d'une capacité de stockage de minimum 150 litres. Il sera placé verticalement et le rapport hauteur/diamètre sera d'au moins 2 pour assurer une stratification correcte.

Le système devra permettre le traitement anti-légionelle périodique et il sera muni du groupe de sécurité classique.

*2.c. Performances minimales.*

Pour être éligible à la prime, la pompe à chaleur pour le chauffage de l'eau chaude sanitaire doit respecter un coefficient de performance minimal en régime nominal qui varie en fonction de la technologie mise en œuvre.

Les COP des systèmes directement visés par la norme NBN 14511 : 2004 sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° source froide à l'entrée de l'évaporateur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Air dynamique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	45 °C	2.6
Eau profonde ou eau de surface	Eau	10 °C (*)	45 °C	4.2
Echangeur à eau glycolée (horizontal ou vertical)	Eau	0 °C (*)	45 °C	3.5

(\*) Lorsqu'un circuit secondaire est utilisé (échangeur intermédiaire et eau glycolée), il s'agit de la température de ce fluide intermédiaire à l'entrée de l'évaporateur.

Les COP des systèmes qui ne sont pas visés par la norme NBN 14511 : 2004 sont déterminés selon la méthodologie proposée par cette dernière en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° de l'air en contact avec l'échangeur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Air statique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	45 °C	2.6

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du fluide à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Echangeur à gaz (horizontal)	Eau	- 7 °C	45 °C	3
	Gaz	- 7°C	45 °C	3

*2.d. Disposition complémentaire.*

L'installation sera munie d'un compteur électrique supplémentaire permettant de mesurer la consommation dédiée à l'utilisation de la pompe à chaleur.

**3. POMPES A CHALEUR COMBINEES CHAUFFAGE DE L'HABITATION - EAU CHAUDE SANITAIRE.**

La pompe à chaleur combinée doit respecter simultanément ou alternativement les critères pour le chauffage de l'habitation (voir point 1 ci-dessus) **et** ceux pour le chauffage de l'eau chaude sanitaire (voir point 2 ci-dessus).

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 20 décembre 2007 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Namur, le 20 décembre 2007.

Le Ministre du Logement, des Transports et du développement territorial,

A. ANTOINE

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 469

[2008/200428]

**20. DEZEMBER 2007 — Ministerialerlass über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung**

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere Artikel 37;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, insbesondere Artikel 25*bis*, Absatz 2 eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, insbesondere Artikel 29*bis*, Absatz 2 eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2007 zur Genehmigung des Aktionsprogramms in Bezug auf den Energiefonds für 2008 und 2009;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 11. April 2005 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung, so wie durch die Ministerialerlasse vom 30. Mai 2006, vom 29. Dezember 2006, vom 24. Januar 2007 und vom 6. Juli 2007 abgeändert;

Aufgrund des am 17. Oktober 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. Oktober 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 10. Dezember 2007 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 43.819/4,

Beschließt:

**TITEL I — Allgemeines**

**Artikel 1** - Zur Ausführung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Gebäude": jedes auf dem Gebiet der Wallonischen Region stehende Gebäude, mit Ausnahme der mobilen Anlagen, in dem Investitionen oder Leistungen im Hinblick auf eine rationelle Energienutzung getätigt werden;

2° "Wohnung": jedes Gebäude, das dazu bestimmt ist, von einem oder mehreren Haushalten bewohnt zu werden; gilt ebenfalls als Wohnung das Gebäude, das zu einer gemischten Verwendung bestimmt ist, wenn der zu Wohnzwecken bestimmte Teil der Wohnung 40 % der Gesamtfläche überschreitet;

3° "Wohneinheit": Teil einer Wohnung, wie z.B. ein Appartement, dessen Räume der ausschließlichen Verwendung durch einen einzigen Haushalt vorbehalten sind;

4° "Einfamilienhaus": Wohnung, deren Räume alle zur individuellen Verwendung durch einen einzigen Haushalt vorbehalten sind, mit Ausnahme der Gemeinschaftswohnungen und der Appartements sowie jeder Form von übereinander liegenden Räumlichkeiten, die getrennten Wohnungen angehören;

5° "Renovierung": in einem Gebäude durchgeführte Arbeiten, deren Akte zur Beantragung einer Städtebaugenehmigung vor dem 1. Dezember 1996 bei der Gemeinde eingereicht worden ist;

6° "Wärmeleitkoeffizient" des Isolierstoffs,  $\lambda$ : gemäß der Norm NBN B 62-002 und ihrer Ergänzungen gerechneter Wärmeleitkoeffizient;

7° "Wärmewiderstandskoeffizient, R": Koeffizient, den man erhält, indem man die Stärke des Isolierstoffs,  $d$  (m), durch die Wärmeleitfähigkeit des Materials,  $\lambda$  (W/mK), dividiert;

8° "Gesamtwärmedämmungsniveau K": das Niveau K wird gemäß den Normen berechnet, die sechs Monate vor der Einreichung des Antrags auf die Städtebaugenehmigung gelten; in Ermangelung einer zu diesem Zeitpunkt bestehenden Norm wird das Niveau K gemäß den Normen berechnet, die sechs Monate vor dem Rechnungsdatum gelten;

9° "Verwaltung": die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region;

10° "Netzbetreiber": der Betreiber des Gasversorgungs- oder des Stromverteilernetzes, auf dessen Gebiet die Investition getätigt wird;

11° "AMURE-Programm": durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor eingeführtes Programm;

12° "UREBA-Programm": durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden eingeführtes Programm;

13° "MEBAR-Programm": durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die Haushalte mit geringem Einkommen für eine rationelle und wirksame Energienutzung eingeführtes Programm;

14° "Aufschwungsdekrete": das Dekret vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind und das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

15° "registrierter Unternehmer": bei dem Föderalen Öffentlichen Dienst Finanzen gemäß dem Königlichen Erlass vom 26. Dezember 1998 zur Ausführung der Artikel 400, 401, 403, 404 und 406 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 und des Artikels 30*bis* des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzerlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer registrierter Unternehmer.

**Art. 2** - Die für das UREBA-Programm zulässigen juristischen Personen können die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses nicht in Anspruch nehmen, mit Ausnahme der in Artikel 31 § 3 erwähnten Prämie.

Für dieselben Arbeiten und Investitionen können die aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährten Prämien nicht mit den im Rahmen der AMURE und MEBAR-Programme und der Aufschwungsdekrete gewährten Zuschüsse kumuliert werden.

Die im vorliegenden Erlass erwähnten Rechnungsbeträge verstehen sich ohne MWSt wenn der Antragsteller MWSt-abzugsberechtigt ist, und MWSt einbegriffen wenn er nicht MWSt-abzugsberechtigt ist.

Sofern es keine andere anderslautende Bestimmung gibt, werden alle im vorliegenden Erlass erwähnten Leistungen und Arbeiten gemäß dem Königlichen Erlass vom 29. Januar 2007 bezüglich der beruflichen Fähigkeit für die Ausübung der selbstständigen Tätigkeiten in den Berufen des Baus und der Elektrotechnik sowie des allgemeinen Unternehmens durchgeführt.

**Art. 3** - Um es der Verwaltung möglich zu machen, die Einhaltung der in Artikel 2 der Verordnung (EG) Nr. 1998/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf *de minimis*-Beihilfen erwähnten *de minimis*-Regeln zu prüfen, informiert der Antragsteller die Verwaltung über jede öffentliche Beihilfe, die er im Laufe der drei Jahre vor der Einreichung eines Antrags auf Prämie im Rahmen des vorliegenden Erlasses erhalten hat.

## TITEL II — Prämien zugunsten jeder natürlichen oder juristischen Person mit Ausnahme der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes

### KAPITEL I — Allgemeines

**Art. 4** - Im Sinne des vorliegenden Titels versteht man unter Antragsteller, mit Ausnahme der in Artikel 43 erwähnten Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes: jede natürliche oder juristische Person, die Bauherr der Investitionen oder der Leistungen im Hinblick auf die Energieeinsparung ist, die gemäß dem vorliegenden Titel Anspruch zur Prämie geben.

Innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel kann der Antragsteller eine Prämie erhalten, deren Betrag und Gewährungsbedingungen wie folgt bestimmt sind.

### KAPITEL II — Isolierungsarbeiten

#### Abschnitt 1 — Renovierung aller Gebäude

##### Unterabschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen

**Art. 5** - § 1 - Eine Prämie in Höhe von 8 Euro pro m<sup>2</sup> isolierter Fläche wird bei der Renovierung eines Gebäudes für die Wärmeisolierung des Daches oder des Dachgeschosses gewährt, die von einem registrierten Unternehmer mit einem Isolierstoff ausgeführt wird, dessen Wärmewiderstandskoeffizient R mindestens 3 m<sup>2</sup>K/W beträgt.

Wenn der Antragsteller die Arbeiten selbst durchführt, ist die Prämie auf 4 Euro pro m<sup>2</sup> isolierter Fläche begrenzt.

Der Höchstbetrag der Prämie kann 10.000 Euro pro Gebäude und pro Jahr nicht überschreiten.

§ 2 - Der Isolierstoff darf in mehreren Lagen angebracht werden. In diesem Fall muss die Summe der Wärmewiderstände der verschiedenen Lagen mindestens so hoch wie der in § 1 bestimmte Koeffizient sein.

**Art. 6** - § 1 - Eine Prämie in Höhe von 25 Euro pro m<sup>2</sup> isolierter Fläche wird bei der Renovierung eines Gebäudes für die Wärmeisolierung der Wände gewährt, die in direktem Kontakt mit der Außenluft oder einem unbeheizten oder nicht frostfreien Raum stehen, die von einem registrierten Unternehmer mit einem Isolierstoff ausgeführt wird, der es möglich macht, einen gesamten Wärmeleitkoeffizienten der Wand  $U_{max}$  unter 0,6 W/m<sup>2</sup>K zu erzielen.

Der Höchstbetrag der Prämie kann 10.000 Euro pro Gebäude und pro Jahr nicht überschreiten.

§ 2 - Die Prämie wird erst nach der Durchführung eines Energieaudits gemäß dem in Artikel 31 erwähnten Verfahren gewährt. Das Energieaudit muss die Sachdienlichkeit der Isolierung der Wände bestätigen und ggf. den Wert des Wärmewiderstandskoeffizienten R des anzubringenden Materials angeben, damit die Wand dem in § 1 vorgesehenen gesamten Wärmeleitkoeffizienten  $U_{max}$  entspricht. Dieser Koeffizient R muss mindestens 1 m<sup>2</sup>K/W betragen.

Für die Gewährung der in § 1 erwähnten Prämie gilt jedes Energieaudit, das gemäß den Vorschriften der Artikel 2, § 5, 15, § 5 und 16, § 5 des Ministerialerlasses vom 11. April 2005 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung durchgeführt worden ist, als mit Artikel 31 übereinstimmend, sofern die Rechnung oder die Honorarrechnung bezüglich dieses Energieaudits vor dem 1. Januar 2008 ausgestellt worden ist.

**Art. 7** - § 1 - Eine Prämie in Höhe von 25 Euro pro m<sup>2</sup> isolierter Fläche wird bei der Renovierung eines Gebäudes für die Wärmeisolierung der Fußböden gewährt, die von einem registrierten Unternehmer mit einem Isolierstoff ausgeführt wird, der es möglich macht, einen gesamten Wärmeleitkoeffizienten des Fußbodens U unter 0,6 W/m<sup>2</sup>K zu erzielen.

Der Höchstbetrag der Prämie kann 10.000 Euro pro Gebäude und pro Jahr nicht überschreiten.

§ 2 - Die Prämie wird erst nach der Durchführung eines Energieaudits gemäß dem in Artikel 31 erwähnten Verfahren gewährt. Das Energieaudit muss die Sachdienlichkeit der Isolierung der Fußböden bestätigen und ggf. den Wert des Wärmewiderstandskoeffizienten des anzubringenden Materials angeben, damit die Wand dem in § 1 vorgesehenen gesamten Wärmeleitkoeffizienten  $U_{max}$  entspricht. Dieser Koeffizient R muss mindestens 1 m<sup>2</sup>K/W betragen.

Für die Gewährung der in § 1 erwähnten Prämie gilt jedes Energieaudit, das gemäß den Vorschriften der Artikel 2, § 5, 15, § 5 und 16, § 5 des Ministerialerlasses vom 11. April 2005 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung durchgeführt worden ist, als mit Artikel 31 übereinstimmend, sofern die Rechnung oder die Honorarrechnung bezüglich dieses Energieaudits vor dem 1. Januar 2008 ausgestellt worden ist.

**Art. 8** - Eine Prämie in Höhe von 40 Euro pro m<sup>2</sup> hocheffizienter Isolierverglasung wird bei der Renovierung eines Gebäudes gewährt, wenn die Verglasung von einem registrierten Unternehmer als Ersatz für bestehende einfache Verglasung installiert wird. Die hocheffiziente Doppelverglasung muss es möglich machen, einen gesamten Wärmeleitkoeffizienten des Fensters, d. h. des aus dem Fensterrahmen, der Verglasung und der Zwischenlage bestehenden Gefüges, U, der nach der Norm NBN B 62-002 und ihren Ergänzungen berechnet wird und höchstens 2,0 W/m<sup>2</sup>K beträgt, zu erzielen.

Wenn der Fensterrahmen ebenfalls ersetzt wird, wird die Prämie auf der Grundlage der äußeren Abmessungen des Rahmens berechnet.

Der Höchstbetrag der Prämie kann 10.000 Euro pro Gebäude und pro Jahr nicht überschreiten.

#### Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

**Art. 9** - Was die in den Artikeln 5 bis 8 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Rechnungsdatum eingereicht.

Diese Akte besteht aus:

- 1° dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° dem Original bzw. einer Kopie der Rechnung für die Materialien und die erbrachten Leistungen;
- 3° wenn ein vorheriges Energieaudit vorgenommen werden muss: einem Berechnungsblatt, durch das bewiesen wird, dass der verwendete Isolierstoff das Erreichen des für die Wände auferlegten gesamten Wärmeleitkoeffizienten möglich macht, sowie einer Kopie des vorher vorgenommenen Energieaudits.

#### Abschnitt 2 — Bau eines Einfamilienhauses

##### Unterabschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen

**Art. 10** - § 1 - Eine Prämie in Höhe von 1.500 Euro wird beim Bau eines Einfamilienhauses gewährt, für welches die Bescheinigung "Construire avec l'énergie" gewährt worden ist oder das folgenden Kriterien genügt:

- 1° der Wert der Gesamtwärmedämmung K des Einfamilienhauses beträgt höchstens 45;
- 2° das Einfamilienhaus ist nicht mit einem elektrischen Heizsystem ausgerüstet, dies mit der Heizung der Badezimmer oder Duschen als einzige Ausnahme. Nicht umkehrbare Wärmepumpen oder Wärmepumpen, die in einer neuen Wohnung integriert sind, für die die Bescheinigung "Construire avec l'énergie" gewährt worden ist, werden nicht als elektrische Heizung betrachtet.
- 3° die Belüftung des Einfamilienhauses entspricht der geltenden Regelung.

§ 2. Der Betrag der in § 1 erwähnten Prämie wird um 100 Euro pro K-Einheit unter dem K-Wert 45 erhöht. Der Höchstbetrag der Prämie darf 2.500 Euro pro Gebäude nicht überschreiten.

**Art. 11** - Eine Prämie in Höhe von 6.500 Euro wird beim Bau eines Einfamilienhauses gewährt, das den Kriterien für ein "Passivhaus" entspricht, wenn folgenden Kriterien genügt wird:

- 1° die Luftdurchlässigkeit des Gebäudes wird mittels der Methode des Überdrucks mittels eines Gebläses getestet und die Lufterneuerung muss einen Wert  $n_{50} < 0,6 \text{ h}^{-1}$  gemäß der Norm NBN EN 13829 betragen;
- 2° das Einfamilienhaus ist mit einer Belüftung der Art "kontrolliertes mechanisches Belüftungssystem D" ausgerüstet, mit Rückgewinnung der Wärme mittels eines Gegenstrom-Wärmetauschers, der folgenden Kriterien entspricht:
  - a) das gesamte installierte Belüftungssystem muss den Anforderungen der Norm NBN D 50 001 entsprechen;
  - b) der Wärmetauscher muss einen Mindestwirkungsgrad von 85% gemäß der Norm NBN EN 308 aufweisen;
  - c) der Installateur muss an Ort und Stelle die einfließenden und ausfließenden Mengen der verschiedenen Belüftungsöffnungen messen, um eine angepasste Einstellung der Anlage zu gewährleisten;
  - d) der jährliche Heiz- und Kühlbedarf beträgt weniger als  $15 \text{ kWw/m}^2$  pro Jahr, berechnet nach dem PHPP-Verfahren (Passivhaus Projektierungspaket), das sechs Monate vor dem Einreichen des Antrags auf Städtebau-genehmigung in Kraft ist.

Diese Prämie darf nicht zugleich mit den in den Artikeln 10 und 34 des vorliegenden Erlasses erwähnten Prämien kumuliert werden.

#### Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

**Art. 12** - Was die in Artikel 10 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten eingereicht, die entweder ab dem Zeitpunkt der vorläufigen Abnahme des Einfamilienhauses oder ab dem Zeitpunkt des Ausstellung der Bescheinigung "Construire avec l'énergie", wenn der Antragsteller sich dieser Aktion angeschlossen hat, läuft.

Diese Akte besteht aus:

- 1° dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° entweder der durch die Wallonische Region im Rahmen der Aktion "Construire avec l'énergie" ausgestellten Bescheinigung, wenn der Antragsteller sich der Aktion "Construire avec l'énergie" angeschlossen hat;
- 3° oder, wenn der Antragsteller nicht über die durch die Wallonische Region ausgestellte Bescheinigung "Construire avec l'énergie" verfügt, einer vom Architekten ausgestellten Bescheinigung, in der das Datum der vorläufigen Abnahme des Einfamilienhauses und der Wert der Gesamtwärmedämmung K angegeben sind und der folgende Dokumente beigefügt sind:
  - a) das Formular in Bezug auf die Berechnung des angegebenen K-Koeffizienten;
  - b) ein die Wände des Einfamilienhauses beschreibendes Dokument;
  - c) eine Note des Architekten, in der das installierte Belüftungssystem beschrieben wird;
  - d) eine Kopie der Pläne und der Schnittzeichnungen des Einfamilienhauses.

**Art. 13** - Was die in Artikel 11 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten eingereicht, die entweder ab dem Zeitpunkt der vorläufigen Abnahme des Einfamilienhauses oder ab dem Zeitpunkt des Ausstellung der Bescheinigung "Construire avec l'énergie", wenn der Antragsteller sich dieser Aktion angeschlossen hat, oder auch, wenn der Antragsteller über die gemäß Artikel 3 des Gesetzes vom 27. April 2007 zur Einführung einer Steuerermäßigung für Passivhäuser ausgestellte Bescheinigung für die "Erklärung der Eigenschaft eines Passivhauses" verfügt, ab dem Zeitpunkt der Ausstellung dieser Bescheinigung, läuft.



Diese Akte besteht aus:

- 1° dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° einem Bericht über die an Ort und Stelle vom Installateur durchgeführten Messungen des Belüftungssystems und der an den verschiedenen Belüftungsöffnungen einfließenden und ausfließenden Mengen, in dem das für die Messung dieser Mengen verwendete System angegeben ist;
- 3° entweder, wenn der Antragsteller nicht über die in Absatz 1 erwähnte Bescheinigung für die "Erklärung der Eigenschaft eines Passivhauses" verfügt:
  - a) dem Bericht des Tests bezüglich der Luftdurchlässigkeit der Wohnung, der gemäß der Norm NBN EN 13829 durchgeführt worden ist und "blowerdoor"-Test genannt wird;
  - b) dem gemäß dem PHPP-Verfahren (Passivhaus Projektierungspaket) erstellten Dokument, in dem die Daten, die zur Berechnung gedient haben, und die Ergebnisse dieser Berechnung in Bezug auf den jährlichen Heiz- und Kühlbedarf des Einfamilienhauses angegeben werden;
  - c) oder der durch die Wallonische Region im Rahmen der Aktion "Construire avec l'énergie" ausgestellten Bescheinigung, wenn der Antragsteller sich der Aktion "Construire avec l'énergie" angeschlossen hat;
  - d) oder einer Kopie der Pläne aller Niveaus und der Schnittzeichnungen des Einfamilienhauses, wenn der Antragsteller nicht über die durch die Wallonische Region ausgestellte Bescheinigung "Construire avec l'énergie" verfügt;
- 4° oder, wenn der Antragsteller über die in Absatz 1 erwähnte Bescheinigung für die "Erklärung der Eigenschaft eines Passivhauses" verfügt, dieser Bescheinigung.

Alle oben aufgelisteten Informationen werden gemäß den in Artikel 11 erwähnten geltenden Normen und Methoden erarbeitet, die sechs Monate vor der Einreichung des Antrags auf Städtebaugenehmigung in Kraft sind.

### KAPITEL III — Heizungsanlagen

#### Abschnitt 1 — Investitionen in allen Gebäuden

**Art. 14** - Die im vorliegenden Kapitel erwähnten Geräte müssen zum Heizen der Gebäude, in denen sie installiert sind, verwendet werden.

#### Unterabschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen für Heizung

**Art. 15** - § 1 - Eine Prämie in Höhe von 300 Euro wird bei der Installierung eines mit Erdgas betriebenen Niedrigtemperaturheizkessels (für die Produktion von Heizwasser allein oder von Heiz- und Brauchwarmwasser) mit CE-Kennzeichnung gewährt, der dem Königlichen Erlass vom 18. März 1997 über die Wirkungsgradanforderungen für neue Warmwasserkessel, die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen betrieben werden, oder dem Königlichen Erlass vom 11. März 1988 über die Anforderungen im Bereich der rationellen Energienutzung, die Wärmeerzeuger erfüllen müssen, entspricht, oder aber eines dichten Warmlufterzeugers, der die CE-Kennzeichnung Belgien trägt und mit Erdgas betrieben wird (Kategorie I2E+, I2(S)B oder I2E(R)B).

Der Kessel muss dem Königlichen Erlass vom 8. Januar 2004 zur Regelung der Emissionen von Stickstoffdioxid (NO<sub>x</sub>) und Kohlenmonoxid (CO) für die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen gespeisten Zentralheizungskessel und Brenner mit einer thermischen Nennleistung gleich oder unter 400 kW entsprechen.

§ 2 - Die in § 1 erwähnten Anlagen müssen von einem registrierten Unternehmer installiert werden. Falls dieser Unternehmer nicht über die Zulassung für Erdgas verfügt, müssen diese Anlagen von einer für die Kontrolle der erdgasbetriebenen Innenanlagen zugelassenen Stelle abgenommen werden.

§ 3 - In Abweichung von § 2 können die in § 1 erwähnten Anlagen vom Antragsteller unter Einhaltung der Regeln der Technik installiert werden, wenn es sich um mit Erdgas betriebene industrielle Anlagen handelt.

**Art. 16** - § 1 - Eine Prämie in Höhe von 600 Euro wird bei der Installierung eines Kondensationserdgaskessels (für die Produktion von Heizwasser allein oder von Heiz- und Brauchwarmwasser) mit CE-Kennzeichnung gewährt, der dem Königlichen Erlass vom 18. März 1997 über die Wirkungsgradanforderungen für neue Warmwasserkessel, die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen betrieben werden, oder dem Königlichen Erlass vom 11. März 1988 über die Anforderungen im Bereich der rationellen Energienutzung, die Wärmeerzeuger erfüllen müssen, entspricht, oder beim Installieren eines Kondensationslufterzeugers, der die CE-Kennzeichnung Belgien besitzt und mit Erdgas betrieben wird (Kategorie I2E+, I2 E(S)B oder I2 E(R)B).

Der Kessel muss dem Königlichen Erlass vom 8. Januar 2004 zur Regelung der Emissionen von Stickstoffdioxid (NO<sub>x</sub>) und Kohlenmonoxid (CO) für die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen gespeisten Zentralheizungskessel und Brenner mit einer thermischen Nennleistung gleich oder unter 400 kW entsprechen.

§ 2 - Der Betrag der in § 1 erwähnten Prämie wird erhöht und wie folgt berechnet:

1° bei einer Leistung von höchstens 150 kW wird dieser Betrag um 25 Euro pro kW-Zahl, die 50 kW übersteigt, erhöht;

2° bei einer Leistung von mehr als 150 kW und höchstens 500 kW beträgt die Höhe der Prämie 3.100 Euro, erhöht um 12 Euro pro kW-Zahl, die 150 kW übersteigt;

3° bei einer Leistung von mehr als 500 kW beträgt die Höhe der Prämie 7.300 Euro, erhöht um 6 Euro pro kW-Zahl, die 500 kW übersteigt.

Der Höchstbetrag der Prämie darf 12.500 Euro pro Anlage nicht übersteigen.

§ 3 - Die in § 1 erwähnten Anlagen müssen von einem registrierten Unternehmer installiert werden. Falls dieser Unternehmer nicht über die Zulassung für Erdgas verfügt, müssen diese Anlagen von einer für die Kontrolle der mit Erdgas betriebenen Innenanlagen zugelassenen Stelle abgenommen werden.

§ 4 - In Abweichung von § 3 können die in § 1 erwähnten Anlagen vom Antragsteller unter Einhaltung der Regeln der Technik installiert werden, wenn es sich um mit Erdgas betriebene industrielle Anlagen handelt.

**Art. 17** - § 1 - Eine Prämie wird für die Installierung eines Biomassekessels mit ausschließlich automatischer Beschickung, der der Norm NBN EN 303-5 entspricht und dessen nach dieser Norm berechneter Wirkungsgrad höher als 80% ist. Kann der Kessel mit zwei verschiedenen Brennstoffen befeuert werden, so ist nur Erdgas erlaubt.

Der Betrag der Prämie wird wie folgt berechnet:

1° bei einer Leistung von mindestens 50 kW: beläuft sich die Prämie auf 1.750 Euro zuzüglich 35 Euro pro kW zwischen 50 und 100 kW;

2° bei einer Leistung über 100 kW beläuft sich die Prämie auf 3.500 Euro zuzüglich 18 Euro pro kW zwischen 100 und 500 kW;

3° bei einer Leistung über 500 kW: beläuft sich die Prämie auf 10.700 Euro zuzüglich 8 Euro pro kW über 500 kW.

Der Betrag der Prämie ist auf 50 % des Betrags der Rechnung begrenzt und darf 15.000 Euro pro Anlage nicht überschreiten.

§ 2 - Im Sinne des vorliegenden Artikels versteht man unter:

1° Biomasse: die erneuerbaren Rohstoffe pflanzlichen Ursprungs;

2° ausschließlich automatischer Beschickung: eine Beschickungsart, mit der die in den Normen NBN EN 303-5 bestimmten Kriterien der automatischen Beschickung streng eingehalten werden.

§ 3 - Die in § 1 erwähnten Anlagen werden von einem registrierten Unternehmer installiert.

§ 4 - In Abweichung von § 3 können die in § 1 erwähnten Anlagen vom Antragsteller unter Einhaltung der Regeln der Technik installiert werden, wenn es sich um mit Erdgas betriebene industrielle Anlagen handelt.

**Art. 18** - § 1 - Eine Prämie wird für die Installation von Luftherzern, Kondensationsheißluftherzern und Strahlungsheizgeräten gewährt.

Die Höhe der Prämie wird wie folgt festgesetzt:

1° dichte Luftherzer: 12,5 Euro pro kW;

2° Kondensationsluftherzer: 25 Euro pro kW;

3° Kondensationsheißluftherzer: 25 Euro pro kW;

4° Strahlungsheizgerät der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate zwischen 50 und 60%: 15 Euro pro kW;

5° Strahlungsheizgerät der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate zwischen 60 und 70%: 20 Euro pro kW;

6° Strahlungsheizgerät der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate von mindestens 70%: 25 Euro pro kW.

Der Betrag der Prämie ist folgendermaßen begrenzt:

1° 6.250 Euro für die dichten Luftherzer;

2° 12.500 Euro für die Kondensationsluftherzer;

3° 7.500 Euro für die Strahlungsheizgeräte der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate zwischen 50 und 60%;

4° 10.000 Euro für die Strahlungsheizgeräte der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate zwischen 60 und 70%;

5° 12.500 Euro für die Strahlungsheizgeräte der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate von mindestens 70%.

Der Höchstbetrag der Prämie darf 12.500 Euro pro Gebäude nicht übersteigen.

§ 2 - Der Wirkungsgrad der in § 1 erwähnten Geräte muss durch ein gemäß NBN-EN ISO 17025 für die Kontrollen gemäß den geltenden europäischen Normen für die betroffenen Gasgeräte zugelassenes unabhängiges Laboratorium bescheinigt werden. Diese Geräte müssen mit Erdgas betrieben werden (Kategorien I2E+, I2E(S)B oder I2E(R)B wenn anwendbar) und die CE-Kennzeichnung Belgien aufweisen, wenn diese anwendbar ist.

§ 3 - Die in § 1 erwähnten Anlagen müssen von einem registrierten Unternehmer installiert werden. Falls dieser Unternehmer nicht über die Zulassung für Erdgas verfügt, müssen diese Anlagen von einer für die Kontrolle der mit Erdgas betriebenen Innenanlagen zugelassenen Stelle abgenommen werden.

§ 4 - In Abweichung von § 3 können die in § 1 erwähnten Anlagen vom Antragsteller unter Einhaltung der Regeln der Technik installiert werden, wenn es sich um mit Erdgas betriebene industrielle Anlagen handelt.

#### Unterabschnitt 2 — Prämienberechtigte Investitionen für Brauchwarmwasser

**Art. 19** - § 1 - Eine Prämie wird bei der Installation eines Erdgasdurchlauferhitzers ohne Zündflamme, mit modulierender Flamme und mit Doppelfluss gewährt. Der Durchlauferhitzer muss der Kategorie I2 E+ angehören und die CE-Kennzeichnung Belgien tragen.

Die Prämie beträgt 75 Euro für die Anlagen, deren Nennleistung höchstens 10 Liter pro Minute beträgt, und 125 Euro für die Anlagen, deren Nennleistung mehr als 10 Liter pro Minute beträgt.

§ 2 - Eine Prämie wird bei der Installation eines mit Erdgas betriebenen Kondensation-Brauchwarmwassererzeugers (Kategorien I2E+, I2E(S)B oder I2E(R)B, wenn anwendbar) mit CE-Kennzeichnung Belgien gewährt.

Die Prämie beläuft sich auf 25 Euro pro kW und darf 12.500 Euro pro Anlage nicht übertreffen.

§ 3 - Die in §§ 1 und 2 erwähnten Anlagen müssen von einem registrierten Unternehmer installiert werden. Falls dieser Unternehmer nicht über die Zulassung für Erdgas verfügt, müssen diese Anlagen von einer für die Kontrolle der mit Erdgas betriebenen Innenanlagen zugelassenen Stelle abgenommen werden.

§ 4 - In Abweichung von § 3 können die in §§ 1 und 2 erwähnten Anlagen vom Antragsteller unter Einhaltung der Regeln der Technik installiert werden, wenn es sich um mit Erdgas betriebene industrielle Anlagen handelt.

**Art. 20** - Eine Prämie in Höhe von 750 Euro wird für die Installation einer den in der Anlage erwähnten Kriterien genügenden Wärmepumpe, die zum Heizen des Brauchwassers eingesetzt wird, durch einen registrierten Unternehmer gewährt.

#### Unterabschnitt 3 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

**Art. 21** - Was die in den Artikeln 15, 16, 18 und 19 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte vom Antragsteller beim Betreiber des Gasversorgungsnetzes innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Rechnungsdatum eingereicht.

§ 1 - Bei den in den Artikeln 15, 16 und 19 genannten Prämien besteht die Akte aus:

1° dem bei der Verwaltung oder dem Betreiber des Gasversorgungsnetzes verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die getätigten Investitionen und Leistungen;

3° einem der folgenden Dokumente: entweder einer Kopie der durch den zugelassenen Installateur verfassten Konformitätsbescheinigung der Anlage mit einer Kopie seiner Zulassungsbescheinigung oder einer Kopie des Abnahmeprotokolls der Anlage durch die für die Kontrolle der Erdgasanlagen akkreditierte Kontrolleinrichtung oder, wenn es sich um Erdgas verbrauchende industrielle Anlagen handelt, einer ehrenwörtlichen Erklärung, durch die bescheinigt wird, dass diese nach den Regeln der Technik installiert worden sind.

§ 2 - Bei der in Artikel 18 genannten Prämie besteht die Akte aus:

1° dem bei der Verwaltung oder dem Betreiber des Gasversorgungsnetzes verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die getätigten Investitionen oder Leistungen; die technischen Merkmale der Geräte müssen auf der Rechnung oder, in Ermangelung davon, auf einer dieser beigefügten Note des Verkäufers angegeben sein, so dass die Überprüfung der Einhaltung der technischen Kriterien vorgenommen werden kann;

3° einem der folgenden Dokumente: entweder einer Kopie der durch den zugelassenen Installateur verfassten Konformitätsbescheinigung der Anlage mit einer Kopie seiner Zulassungsbescheinigung oder einer Kopie des Abnahmeprotokolls der Anlage durch die für die Kontrolle der Erdgasanlagen akkreditierte Kontrolleinrichtung oder, wenn es sich um Erdgas verbrauchende industrielle Anlagen handelt, einer ehrenwörtlichen Erklärung, durch die bescheinigt wird, dass diese nach den Regeln der Technik installiert worden sind.

**Art. 22** - Was die in den Artikeln 17 und 20 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Rechnungsdatum eingereicht.

Diese Akte besteht aus:

1° dem Formular und seinen Anlagen, die bei der Verwaltung zur Verfügung stehen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die getätigten Investitionen und Leistungen.

## Abschnitt 2 — Ausschließlich der Wohnung vorbehaltenen Investitionen

### Unterabschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen

**Art. 23** - § 1 - Eine Prämie in Höhe von 1.500 Euro wird bei der Installierung einer den in der Anlage erwähnten Kriterien genügenden Wärmepumpe zum Heizen einer Wohnung gewährt, die den Kriterien in Sachen Belüftung gemäß der sechs Monate vor der Einreichung des Antrags auf Städtebaugenehmigung geltenden Gesetzgebung genügt. Die Wohnung muss ein Gesamtwärmeisolierungsniveau K von höchstens 45 haben oder über die Bescheinigung "Construire avec l'énergie" verfügen.

Die umkehrbaren Wärmepumpen, die das Kühlen der Wohnungen ermöglichen, sind nicht prämienberechtigt. Zudem darf in der Wohnung kein elektrisches Heizsystem installiert werden, dies mit der Heizung der Badezimmer oder Duschen als einzige Ausnahme.

§ 2 - Pro Wohneinheit sind die Prämien entweder auf die Installierung einer Wärmepumpe für die Heizung und einer Wärmepumpe für die Erzeugung von Brauchwarmwasser oder auch auf die Installierung einer kombinierten Wärmepumpe begrenzt.

§ 3 - Die Installierung wird von einem registrierten Unternehmer vorgenommen.

**Art. 24** - § 1 - Eine Prämie in Höhe von 2.250 Euro wird bei der Installierung einer den in der Anlage erwähnten Kriterien genügenden Kombi-Wärmepumpe (Heizwasser + Brauchwarmwasser) zum Heizen einer Wohnung gewährt, die den Kriterien in Sachen Belüftung gemäß der sechs Monate vor der Einreichung des Antrags auf Städtebaugenehmigung geltenden Gesetzgebung genügt. Die Wohnung muss ein Gesamtwärmeisolierungsniveau K von höchstens 45 haben oder über die Bescheinigung "Construire avec l'énergie" verfügen.

Die umkehrbaren Wärmepumpen, die das Kühlen der Gebäude ermöglichen, sind nicht prämienberechtigt. Zudem darf in der Wohnung kein elektrisches Heizsystem installiert werden, dies mit der Heizung der Badezimmer oder Duschen als einzige Ausnahme.

§ 2 - Pro Wohneinheit sind die Prämien entweder auf die Installierung einer Wärmepumpe für die Heizung und einer Wärmepumpe zur Produktion von Brauchwarmwasser oder auch auf die Installierung einer kombinierten Wärmepumpe begrenzt.

§ 3 - Die Installierung wird von einem registrierten Unternehmer vorgenommen.

### Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

**Art. 25** - Was die in den Artikeln 23 und 24 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereicht:

1° im Falle einer Investition in einer neuen Wohnung im Sinne der Artikel 10 und 11 zum selben Zeitpunkt wie die Einreichung der entsprechenden Prämienakte.

Die Antragsakte bezüglich einer der in den Artikeln 23 und 24 erwähnten Prämien besteht aus:

a) dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

b) dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die getätigten Investitionen und Leistungen;

2° in den anderen Fällen innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Rechnung bezüglich der getätigten Investitionen und Leistungen läuft.

Die Antragsakte bezüglich einer der in den Artikeln 23 und 24 erwähnten Prämien besteht aus:

a) dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

b) dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die getätigten Investitionen und Leistungen;

c) dem Formular zur Berechnung des angegebenen Koeffizienten K;

d) einem Dokument, in dem alle Wände der Wärmeverlustfläche der Wohnung und die Berechnung der Koeffizienten U (oder K) beschrieben werden;

e) einer Kopie der Pläne aller Niveaus und der Schnittzeichnungen der Wohnung;

f) einer Note, in der das installierte Belüftungssystem beschrieben wird.

KAPITEL IV — *Andere Investitionen im Hinblick auf die rationelle Energienutzung (REN)**Abschnitt 1 — Investitionen in allen Gebäuden*

## Unterabschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen

**Art. 26** - Eine Prämie wird bei der von einem registrierten Unternehmer vorgenommenen Installierung von einer hochqualitativen Kraft/Wärme-Kopplungsmikroanlage oder einer hochqualitativen Kraft/Wärme-Kopplungsanlage, die mindestens 10% Einsparung der Kohlendioxidausstöße im Verhältnis zu den Kohlendioxidausstößen bei der getrennten Erzeugung derselben Mengen von Wärme und Strom in modernen Bezugsanlagen zur Folge hat, deren jährliche Betriebserträge jedes Jahr von der CWaPE definiert und veröffentlicht werden. Die berücksichtigte Wärme ist die Nutzwärme, d.h. diejenige, die tatsächlich für Wärmebedürfnisse außerhalb des Kraft/Wärme-Kopplungsverfahrens verwendet wird.

Die Prämie beträgt 20% des Rechnungsbetrags und darf 15.000 Euro pro Anlage nicht überschreiten.

**Art. 27** - Eine Prämie wird für die Thermografie eines Gebäudes gewährt.

In dem Bericht des Energieaudits mittels Thermografie müssen die möglichen, die Außenhaut des Gebäudes betreffenden Aufbesserungen angegeben werden.

Die Prämie beträgt 50% des Betrags der Rechnung oder Honorarrechnung und darf 200 Euro pro Energieaudit für ein Einfamilienhaus oder 700 Euro pro Energieaudit und Gebäude in den anderen Fällen nicht überschreiten.

## Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

**Art. 28** - Was die in Artikel 26 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Zustellung des Annahmebeschlusses der CWaPE in Bezug auf den vorigen Antrag auf Gewährung von grünen Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht aus:

- 1° dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die getätigten Investitionen und Leistungen;
- 3° der Kopie des Bescheids bezüglich des Annahmebeschlusses der CWaPE in Bezug auf den vorigen Antrag auf Gewährung von grünen Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie;
- 4° einem der folgenden Dokumente, falls die Anlage mit Erdgas betrieben wird: entweder eine Kopie der vom zugelassenen Installateur verfassten Konformitätsbescheinigung für die Anlage, der eine Kopie seiner Zulassungsbescheinigung oder eine Kopie des Protokolls der Abnahme der Anlage durch die für die Kontrolle der Erdgasanlagen zugelassene Stelle beigefügt wird, oder, falls es sich um Erdgas verbrauchende industrielle Anlagen handelt, eine ehrenwörtliche Erklärung, in der Bescheinigt wird, dass diese nach den Regeln der Technik aufgebaut worden sind.

**Art. 29** - Was die in Artikel 27 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Rechnung oder der Honorarrechnung bezüglich der erbrachten Leistungen läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht aus:

- 1° dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° einer Kopie der Rechnung oder Honorarrechnung für die getätigten Leistungen;
- 3° dem die in Artikel 27 beschriebenen Elemente enthaltenden Bericht des Energieaudits.

*Abschnitt 2 — Investitionen im Falle der Renovierung eines Gebäudes*

## Unterabschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen

**Art. 30** - Im Falle der Renovierung eines Gebäudes wird eine Prämie für alle Arbeiten zur Wärmeregulierung gewährt, d.h. die Installierung von einem System, das dem Brauchwarmwasser den Vorrang gibt, von thermostatisch gesteuerten Ventilen, von einem mit einer Uhr und/oder einer Außensonde versehenen Raumthermostat.

Der Betrag dieser Prämie beläuft sich auf:

- 1° 10 Euro pro thermostatisch gesteuertes Ventil;
- 2° 100 Euro pro Raumthermostat;
- 3° 100 Euro pro Außensonde;
- 4° 100 Euro pro dem Brauchwarmwasser den Vorrang gebendes System.

Der Gesamtbetrag der Prämie darf 10.000 Euro pro Gebäude und Jahr nicht überschreiten.

Die Installierung wird von einem registrierten Unternehmer vorgenommen.

**Art. 31 - § 1** - Eine Prämie wird im Falle einer Renovierung für die Durchführung des gesamten Energieaudits eines Einfamilienhauses gewährt.

Das Energieaudit muss von einem durch die Wallonische Region für die Durchführung von Energieaudits zugelassenen Auditor im Rahmen und unter Einhaltung des Verfahrens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens durchgeführt werden.

Die Prämie beträgt 60% des Rechnungs- oder Honorarrechnungsbetrags und darf 360 Euro pro Energieaudit nicht überschreiten.

§ 2 - Eine Prämie wird im Falle einer Renovierung für die Durchführung eines gesamten Energieaudits von jedem anderen Gebäude, das nicht zu den in § 1 erwähnten Gebäuden gehört, gewährt:

1° Das Energieaudit muss entweder von einem im Rahmen der AMURE- bzw. UREBA-Programme zugelassenen Auditor oder von einem durch die Wallonische Region für die Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens zugelassenen Auditor im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens durchgeführt werden.

2° Im Energieauditbericht wird mindestens das Folgende angegeben: die Leistung der Außenhaut des Gebäudes, d.h. das Niveau K, die Einzelheiten über die thermischen Leistungen der verschiedenen Wände, die Leistung des Heizsystems sowie die mit Zahlen belegten Aufbesserungen bezüglich der Außenhaut des Gebäudes und der Systeme.

Die Prämie beträgt 60% des Rechnungs- oder Honorarrechnungsbetrags und darf 1.000 Euro pro Energieaudit und Gebäude nicht überschreiten.

§ 3 - Eine zusätzliche Prämie wird den Schulen, die einen Zuschuss für die Durchführung eines Energieaudits im Rahmen des UREBA-Programms erhalten haben, gewährt.

Der Betrag der Prämie wird auf 30 % der zulässigen Kosten des Energieaudits festgesetzt, so wie in Artikel 3 § 2 b des Erlasses der Wallonischen Region vom 10. April 2003 bestimmt und auf 1.000 Euro pro Gebäude begrenzt.

#### Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

**Art. 32** - Was die in Artikel 30 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Rechnung läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht aus:

- 1° dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die getätigten Investitionen und Leistungen.

**Art. 33** - § 1 - Was die in Artikel 31, §§ 1 und 2 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Rechnung oder der Honorarrechnung bezüglich der erbrachten Leistungen läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht aus:

- 1° dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° einer Kopie der Rechnung oder Honorarrechnung für die getätigten Leistungen;
- 3° dem Bericht über das Energieaudit

§ 2 - Was die in Artikel 31 § 3 erwähnte Prämie betrifft, gilt die Akte sofort nach der Zustellung der Gewährung des im Rahmen des UREBA-Programms erhaltenen Zuschusses als eingereicht

#### Abschnitt 3 — Ausschließlich der Wohnung vorbehaltenen Investition

##### Unterabschnitt 1 — Prämienberechtigte Investition

**Art. 34** - § 1 - Eine Prämie wird bei der durch einen registrierten Unternehmer vorgenommenen Installation eines Belüftungssystems mit Wärmerückgewinnung in einer Wohnung gewährt, das folgenden Kriterien genügt:

1° der Wert der Gesamtwärmedämmung K der Wohnung beträgt höchstens 45 oder die Wohnung verfügt über die Bescheinigung "Construire avec l'énergie";

2° in der Wohnung ist kein elektrisches Heizsystem installiert, dies mit der Heizung der Badezimmer oder Duschen als einzige Ausnahme. Die nicht umkehrbaren oder in einer neuen Wohnung, für die die Bescheinigung "Construire avec l'énergie" gewährt worden ist, integrierten Wärmepumpen werden nicht als elektrische Heizung betrachtet.

3° die Belüftung wird ein "kontrolliertes mechanisches Belüftungssystem D" mit Rückgewinnung der Wärme mittels eines Gegenstrom-Wärmetauschers sein;

4° das gesamte installierte Belüftungssystem muss den Vorschriften der Norm NBN D 50 001 genügen;

5° der Wärmetauscher muss einen Wirkungsgrad von mindestens 85% gemäß der Norm NBN EN 308 aufweisen;

6° der Installateur muss an Ort und Stelle die einfließenden und ausfließenden Mengen der verschiedenen Belüftungsöffnungen messen, um die angepasste Einstellung der Anlage zu gewährleisten.

§ 2 - Der Gesamtbetrag der Prämie beträgt 75% der Globalinvestition und darf 1.500 Euro pro ausgerüstete Wohneinheit in der Wohnung nicht übersteigen. Diese Prämie darf nicht mit der in Artikel 11 des vorliegenden Erlasses kumuliert werden.

#### Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

**Art. 35** - Was die in Artikel 34 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereicht.

§ 1 - Im Fall einer Investition in einem neuen Einfamilienhaus im Sinne von Artikel 10 zur gleichen Zeit wie die Einreichung der entsprechenden Antragsakte bezüglich der Prämie.

Die Antragsakte bezüglich der in Artikel 34 erwähnten Prämien besteht aus:

- 1° dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die getätigten Investitionen und Leistungen;

3° einem Bericht über die an Ort und Stelle vom Installateur vorgenommenen Messungen der einfließenden und ausfließenden Mengen der verschiedenen Belüftungsöffnungen, in dem angegeben wird, mit welchem System diese Mengen gemessen worden sind.

§ 2 - In den anderen Fällen innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Rechnung bezüglich der getätigten Investitionen und Leistungen läuft.

Die Antragsakte bezüglich der in Artikel 34 erwähnten Prämien besteht aus:

- 1° dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die getätigten Investitionen und Leistungen;

3° einem Bericht über die an Ort und Stelle vom Installateur vorgenommenen Messungen der einfließenden und ausfließenden Mengen der verschiedenen Belüftungsöffnungen, in dem angegeben wird, mit welchem System diese Mengen gemessen worden sind;

4° dem Formular zur Berechnung des angegebenen Koeffizienten K;

5° einem Dokument, in dem alle Wände Wärmeverlustrfläche der Wohnung und die Berechnung der Koeffizienten U (oder K) beschrieben werden;

6° einer Kopie der Pläne aller Niveaus und der Schnittzeichnungen der Wohnung;

7° einer Note, in der das installierte Belüftungssystem beschrieben wird.

KAPITEL V — *Andere Investitionen im Hinblick auf die rationelle Energienutzung, die ausschließlich den von einem Hausverwalter verwalteten Wohnungen vorbehalten sind*

**Art. 36** - In Abweichung von Artikel 4 Absatz 1 versteht man unter Antragsteller im Sinne des vorliegenden Kapitels jeden Hausverwalter, der gemäß den Bestimmungen von Buch II, Titel II, Kapitel III, Abschnitt 2 des Zivilgesetzbuches bezüglich des Zwangsmiteigentums vom Immobilien oder Gruppen von bebauten Immobilien benannt worden ist.

*Abschnitt 1 — Investitionen in allen Wohnungen*

Unterabschnitt 1 — Prämienberechtigte Investition

**Art. 37** - Eine Prämie wird bei der von einem registrierten Unternehmer vorgenommenen Installierung eines Systems zur Steuerung der elektrischen Beleuchtungsanlagen und der Anlagen mit einer Leistung von weniger als 20 kW pro Anlage gewährt, das es möglich macht, die elektrischen Ausrüstungen einer Wohnung automatisch auszuschalten bzw. zu regeln.

Die Prämie beträgt 30% des Rechnungsbetrags und darf 15.000 Euro pro Wohnung nicht überschreiten.

Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

**Art. 38** - Was die in Artikel 37 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Rechnung oder der Honorarrechnung bezüglich der erbrachten Leistungen läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht aus:

- 1° dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° dem Original oder einer Kopie der Rechnung bezüglich der erbrachten Leistungen; die technischen Merkmale der Geräte müssen auf der Rechnung oder in Ermangelung davon auf einer sie begleitenden Note des Verkäufers angegeben sein, so dass die Überprüfung der Einhaltung der technischen Kriterien vorgenommen werden kann;
- 3° einem technischen Berechnungsblatt, das es möglich macht, die erwartete Energieeinsparung in kWh zu schätzen.

*Abschnitt 2 — Investitionen im Falle der Renovierung einer Wohnung*

Unterabschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen

**Art. 39** - § 1 - Eine Prämie wird bei der Renovierung einer Wohnung für das völlige bzw. teilweise Ersetzen eines Systems zur Innenbeleuchtung durch ein System gewährt, das eine kombinierte Aufbesserung der Energie- und Lichteffizienz des Beleuchtungssystems möglich macht, dessen nach den Arbeiten installierte Leistung folgende Werte nicht übersteigt:

- 1° zwischen 3 W/m<sup>2</sup> je 100 lux in einem niedrigen und breiten Flur (min. 30 m × 2 m × 2,8 m) und 8,5 W/m<sup>2</sup> je 100 lux in einem hohen und schmalen Flur (min. 30 m × 1 m × 3,5 m);
- 2° 2,5 W/m<sup>2</sup> je 100 lux in den anderen Räumen.

Für das installierte Material muss eine ENEC-Zulassung vorhanden sein.

Im Falle von Leuchten, die mit Leuchtstoff- oder Entladungslampen ausgerüstet sind, dürfen diese nur mit elektronischen Vorschaltgeräten ausgerüstet sein.

§ 2 - Die Höhe der Prämie beträgt:

- 1° 10% des Betrags der Rechnung, wenn die installierte Leistung um 10 bis 30% verringert wird;
- 2° 20% des Betrags der Rechnung, wenn die installierte Leistung um 30 bis 50% verringert wird;
- 3° 30% des Betrags der Rechnung, wenn die installierte Leistung um mehr als 50% verringert wird.

Der Betrag der Prämie ist auf 10.000 Euro pro Wohnung begrenzt.

§ 3 - Die Installierung wird von einem registrierten Unternehmer vorgenommen.

**Art. 40** - Eine Prämie wird für die Analyse der verbrauchten Strommengen im Falle der Renovierung einer Wohnung, in der Strom in Höhe von mindestens 20.000 kWh pro Jahr verbraucht wird, gewährt. Die Analyse der verbrauchten Strommengen enthält die Registrierung der Stromlieferungen während zwei Wochen, das Verfassen des Auditberichts, die Angabe der hauptsächlichen Möglichkeiten der Energieeinsparung (technische Maßnahmen und Investitionen), deren Kosten und die auf energetischer und finanzieller Ebene dadurch ermöglichten Einsparungen. Die Analyse wird von einem im Rahmen der AMURE- oder UREBA-Programme zugelassenen Auditor durchgeführt werden.

Die Prämie beträgt 50% des Betrags der Rechnung bezüglich der Analyse und darf 1.000 Euro pro Wohnung nicht überschreiten.

Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

**Art. 41** - Was die in Artikel 39 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei dem Betreiber des Stromverteilernetzes innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Rechnung läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht aus:

- 1° dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular und seinen Anlagen, die beim Betreiber des Stromverteilernetzes oder der Verwaltung verfügbar sind;
- 2° dem Original oder einer Kopie der Rechnung bezüglich der getätigten Investitionen oder Leistungen; die technischen Merkmale der Geräte müssen auf der Rechnung oder in Ermangelung davon auf einer sie begleitenden Note des Verkäufers angegeben sein, so dass die Überprüfung der Einhaltung der technischen Kriterien vorgenommen werden kann;
- 3° einem technischen Berechnungsblatt, das es möglich macht, die photometrische Aufbesserung der Beleuchtung und die Verringerung der installierten Leistung zu bewerten; die pro m<sup>2</sup> pro 100 lux installierte Leistung wird ebenfalls angegeben.

**Art. 42** - Was die in Artikel 40 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Rechnung oder der Honorarrechnung bezüglich der erbrachten Leistungen läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht aus:

- 1° dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° dem Original oder einer Kopie der Rechnung bzw. der Honorarrechnung für die getätigten Leistungen;
- 3° einer Kopie des Auditberichts, in dem die Registrierung der Stromversorgung während zwei Wochen enthalten ist.

### TITEL III — Prämien zugunsten der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes

#### KAPITEL I — Allgemeines

**Art. 43** - Unter Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes versteht man jede in Artikel 130 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches erwähnte juristische Person;

**Art. 44** - Der kumulierte Betrag der im Rahmen des vorliegenden Titels gewährten Prämien ist auf einen Betrag von 50.000 Euro pro Jahr und pro Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes begrenzt.

#### KAPITEL II — Isolierungsarbeiten

##### Abschnitt 1 — Renovierung der Wohnungen

**Art. 45** - § 1 - Eine Prämie in Höhe von 8 Euro pro m<sup>2</sup> isolierter Fläche wird bei der Renovierung einer Wohnung für die Wärmedämmung des Daches oder des Dachgeschosses gewährt, die von einem registrierten Unternehmer mit einem Isolierstoff durchgeführt wird, dessen Wärmewiderstandskoeffizient R mindestens 3 m<sup>2</sup>K/W beträgt.

Der Höchstbetrag der Prämie darf 10.000 Euro pro Wohnung und Jahr nicht überschreiten.

§ 2 - Der Isolierstoff darf in mehreren Lagen angebracht werden. In diesem Fall muss die Summe der Wärmewiderstände der verschiedenen Lagen mindestens so hoch wie der in § 1 bestimmte Koeffizient sein.

**Art. 46** - § 1 - Eine Prämie in Höhe von 25 Euro pro m<sup>2</sup> isolierter Fläche wird bei der Renovierung einer Wohnung für die Wärmeisolation der Wände gewährt, die im direkten Kontakt mit der Außenluft oder einem unbeheizten oder nicht frostfreien Raum stehen, die von einem registrierten Unternehmer mit einem Isolierstoff ausgeführt wird, der es möglich macht, einen gesamten Wärmeleitkoeffizienten der Wand, U<sub>max</sub> unter 0,6 W/m<sup>2</sup>K zu erzielen.

Der Höchstbetrag der Prämie kann 10.000 Euro pro Wohnung und pro Jahr nicht überschreiten.

§ 2 - Die Prämie wird erst nach der Durchführung eines Energieaudits gemäß dem in Artikel 69 erwähnten Verfahren gewährt. Das Energieaudit muss die Sachdienlichkeit der Isolierung der Wände bestätigen und ggf. den Wert des Wärmewiderstandskoeffizienten R des anzubringenden Materials angeben, damit die Wand dem in § 1 vorgesehenen gesamten Wärmeleitkoeffizienten U<sub>max</sub> entspricht. Dieser Koeffizient R muss mindestens 1 m<sup>2</sup>K/W betragen.

Für die Gewährung der in § 1 erwähnten Prämie gilt jedes Energieaudit, das gemäß den Vorschriften der Artikel 2 § 55, 15, § 55 und 16, § 5 des Ministerialerlasses vom 11. April 2005 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung durchgeführt worden ist, als mit Artikel 69 übereinstimmend, sofern die Rechnung oder die Honorarrechnung bezüglich dieses Energieaudits vor dem 1. Januar 2008 ausgestellt worden ist.

**Art. 47** - § 1 - Eine Prämie in Höhe von 25 Euro pro m<sup>2</sup> isolierter Fläche wird bei der Renovierung einer Wohnung für die Wärmeisolation der Fußböden gewährt, die von einem registrierten Unternehmer mit einem Isolierstoff ausgeführt wird, der es möglich macht, einen gesamten Wärmeleitkoeffizienten des Fußbodens U unter 0,6 W/m<sup>2</sup>K zu erzielen.

Der Höchstbetrag der Prämie kann 10.000 Euro pro Wohnung und pro Jahr nicht überschreiten.

§ 2 - Die Prämie wird erst nach der Durchführung eines Energieaudits gemäß dem in Artikel 69 erwähnten Verfahren gewährt. Das Energieaudit muss die Sachdienlichkeit der Isolierung der Fußböden bestätigen und ggf. den Wert des Wärmewiderstandskoeffizienten R des anzubringenden Materials angeben, damit die Wand dem in § 1 vorgesehenen gesamten Wärmeleitkoeffizienten U<sub>max</sub> entspricht. Dieser Koeffizient R muss mindestens 1 m<sup>2</sup>K/W betragen.

Für die Gewährung des in § 1 erwähnten Prämie gilt jedes Energieaudit, das gemäß den Vorschriften der Artikel 2 § 5, 15, § 5 und 16, § 5 des Ministerialerlasses vom 11. April 2005 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung durchgeführt worden ist, als mit Artikel 69 übereinstimmend, sofern die Rechnung oder die Honorarrechnung bezüglich dieses Energieaudits vor dem 1. Januar 2008 ausgestellt worden ist.

**Art. 48** - Eine Prämie in Höhe von 40 Euro pro m<sup>2</sup> hocheffizienter Isolierverglasung wird bei der Renovierung einer Wohnung gewährt, wenn diese Verglasung von einem registrierten Unternehmer als Ersatz für bestehende einfache Verglasung installiert wird. Die hocheffiziente Doppelverglasung muss es möglich machen, einen gesamten Wärmeleitkoeffizienten des Fensters, d. h. des aus dem Fensterrahmen, der Verglasung und der Zwischenlage bestehenden Gefüges, U, der nach der Norm NBN B 62-002 und ihren Ergänzungen berechnet wird und höchstens 2,0 W/m<sup>2</sup>K beträgt, zu erzielen.

Wenn der Fensterrahmen ebenfalls ersetzt wird, wird die Prämie auf der Grundlage der äußeren Abmessungen des Rahmens berechnet.

Der Höchstbetrag der Prämie kann 10.000 Euro pro Wohnung und pro Jahr nicht überschreiten.

*Abschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags*

**Art. 49** - Was die in den Artikeln 45 bis 48 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte von der "Société wallonne du Logement" bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten eingereicht.

Diese Akte besteht:

- 1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° aus der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten sowie dem Original bzw. einer Kopie der Rechnungen für die Materialien und die erbrachten Leistungen;
- 3° wenn ein vorheriges Energieaudit vorgenommen werden muss: einem Berechnungsblatt, durch das bewiesen wird, dass der verwendete Isolierstoff das Erreichen eines für die Wände auferlegten gesamten Wärmeleitkoeffizienten möglich macht, sowie einer Kopie des vorher vorgenommenen Energieaudits.

*KAPITEL III — Heizungsanlagen**Abschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen für Heizung*

**Art. 50** - § 1 - Eine Prämie in Höhe von 300 Euro wird bei der Installierung in einer Wohnung eines mit Erdgas betriebenen Niedrigtemperaturkessels (für die Produktion von Heizwasser allein oder von Heiz- und Brauchwarmwasser) mit CE-Kennzeichnung gewährt, das dem Königlichen Erlass vom 18. März 1997 über die Wirkungsgradanforderungen für neue Warmwasserkessel, die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen betrieben werden, oder dem Königlichen Erlass vom 11. März 1988 über die Anforderungen im Bereich der rationellen Energienutzung, die Wärmeerzeuger erfüllen müssen, entspricht, oder aber eines dichten Warmlufterzeugers, der die CE-Kennzeichnung Belgien trägt und mit Erdgas betrieben wird (Kategorie I2E+, I2E(S)B oder I2E(R)B).

Der Heizkessel entspricht dem Königlichen Erlass vom 8. Januar 2004 zur Regelung der Emissionen von Stickstoffoxid (NO<sub>x</sub>) und Kohlenmonoxid (CO) für die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen gespeisten Zentralheizungskessel und Brenner mit einer thermischen Nennleistung gleich oder unter 400 kW.

§ 2 - Die in § 1 erwähnten Anlagen werden von einem registrierten Unternehmer installiert. Falls dieser Unternehmer nicht über die Zulassung für Erdgas verfügt, müssen diese Anlagen von einer für die Kontrolle der erdgasbetriebenen Innenanlagen zugelassenen Stelle abgenommen werden.

**Art. 51** - § 1 - Eine Prämie in Höhe von 600 Euro wird bei der Installierung in einer Wohnung eines Kondensationserdgaskessels (für die Produktion von Heizwasser allein oder von Heiz- und Brauchwarmwasser) mit CE-Kennzeichnung gewährt, der dem Königlichen Erlass vom 18. März 1997 über die Wirkungsgradanforderungen für neue Warmwasserkessel, die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen betrieben werden, oder dem Königlichen Erlass vom 11. März 1988 über die Anforderungen im Bereich der rationellen Energienutzung, die Wärmeerzeuger erfüllen müssen, entspricht, oder beim Installieren eines Kondensationslufterzeugers, der die CE-Kennzeichnung Belgien besitzt und mit Erdgas betrieben wird (Kategorie I2E+, I2E(S)B oder I2E(R)B).

Der Heizkessel entspricht dem Königlichen Erlass vom 8. Januar 2004 zur Regelung der Emissionen von Stickstoffoxid (NO<sub>x</sub>) und Kohlenmonoxid (CO) für die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen gespeisten Zentralheizungskessel und Brenner mit einer thermischen Nennleistung gleich oder unter 400 kW.

§ 2 - Der Betrag der in § 1 erwähnten Prämie wird erhöht und folgendermaßen berechnet:

- 1° wenn die Leistung höchstens 150 kW beträgt, wird dieser Betrag um 25 Euro pro kW über 50 kW erhöht;
- 2° wenn die Leistung mehr als 150 kW und höchstens 500 kW beträgt, beläuft sich dieser Betrag auf 3.100 Euro zuzüglich 12 Euro pro kW über 150 kW;
- 3° wenn die Leistung mehr als 500 kW beträgt, beläuft sich dieser Betrag auf 7.300 Euro zuzüglich 6 Euro pro kW über 500 kW.

Der Betrag der Prämie darf 12.500 Euro pro Anlage nicht überschreiten.

§ 3 - Die in § 1 erwähnten Anlagen werden von einem registrierten Unternehmer installiert. Falls dieser Unternehmer nicht über die Zulassung für Erdgas verfügt, müssen diese Anlagen von einer für die Kontrolle der erdgasbetriebenen Innenanlagen zugelassenen Stelle abgenommen werden.

**Art. 52** - § 1 - Eine Prämie wird für die Installierung in einer Wohnung eines Biomassekessels mit ausschließlicher automatischer Beschickung gewährt, der der Norm NBN EN 303-5 genügt und dessen nach derselben Norm berechneter Wirkungsgrad höher als 80% ist. Kann der Kessel mit zwei verschiedenen Brennstoffen befeuert werden, so ist nur Erdgas erlaubt.

Der Betrag der Prämie wird wie folgt berechnet:

- 1° wenn die Leistung höchstens 50 kW beträgt: beläuft sich der Betrag der Prämie auf 1.750 Euro zuzüglich 35 Euro pro kW zwischen 50 und 100 kW;
- 2° wenn die Leistung 100 kW überschreitet, beträgt die Prämie 3.500 Euro zuzüglich 18 Euro pro kW zwischen 100 und 500 kW;
- 3° wenn die Leistung mehr als 500 kW beträgt: beläuft sich der Betrag der Prämie auf 10.700 Euro zuzüglich 8 Euro pro kW über 500 kW.

Der Betrag der Prämie ist auf 50% des Rechnungsbetrags begrenzt und darf 15.000 Euro pro Anlage nicht überschreiten.

§ 2 - Im Sinne des vorliegenden Artikels versteht man unter:

- 1° Biomasse: die erneuerbaren Rohstoffe pflanzlichen Ursprungs;
- 2° ausschließlich automatischer Beschickung: eine Beschickungsart, mit der die in den Normen NBN EN 303-5 bestimmten Kriterien der automatischen Beschickung streng eingehalten werden.

§ 3. Die in § 1 erwähnten Anlagen werden von einem registrierten Unternehmer installiert.

**Art. 53** - § 1 - Eine Prämie wird für die Installierung von Lufterhitzern, Kondensationsheißlufterzeugern und Strahlungsheizgeräten in jedem Gebäude gewährt.

Der Betrag der Prämie wird folgendermaßen festgesetzt:

- 1° dichte Lufterhitzer: 12,5 Euro pro kW;
- 2° Kondensationslufterhitzer: 25 Euro pro kW;
- 3° Kondensationsheißlufterzeuger: 25 Euro pro kW;
- 4° Strahlungsheizgerät der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate zwischen 50 und 60% : 15 Euro pro kW;



5° Strahlungsheizgerät der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate zwischen 60 und 70% : 20 Euro pro kW;

6° Strahlungsheizgerät der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate von mindestens 70% : 25 Euro pro kW.

Der Betrag der Prämie ist folgendermaßen begrenzt:

1° 6.250 Euro für die dichten Lufterhitzer;

2° 12.500 Euro für die Kondensationslufterhitzer;

3° 7.500 Euro für die Strahlungsheizgeräte der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate zwischen 50 und 60%;

4° 10.000 Euro für die Strahlungsheizgeräte der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate zwischen 60 und 70%;

5° 12.500 Euro für die Strahlungsheizgeräte der Klasse 12.500 mit einer Strahlungsrate von mindestens 70%.

Der Höchstbetrag der Prämie darf 12.500 Euro pro Gebäude nicht übersteigen.

§ 2 - Der Wirkungsgrad der in § 1 erwähnten Geräte muss durch ein gemäß NBN-EN ISO 17025 für die Kontrollen gemäß den geltenden europäischen Normen für die betroffenen Gasgeräte zugelassenes unabhängiges Laboratorium bescheinigt werden. Diese Geräte müssen mit Erdgas betrieben werden (Kategorien I2E+, I2E(S)B oder I2E(R)B wenn anwendbar) und die CE-Kennzeichnung Belgien aufweisen, wenn diese anwendbar ist.

§ 3 - Die in § 1 erwähnten Anlagen werden von einem registrierten Unternehmer installiert. Falls dieser Unternehmer nicht über die Zulassung für Erdgas verfügt, müssen diese Anlagen von einer für die Kontrolle der erdgasbetriebenen Innenanlagen zugelassenen Stelle abgenommen werden.

**Art. 54** - § 1 - Eine Prämie in Höhe von 1.500 Euro wird bei der Installation einer den in der Anlage erwähnten Kriterien genügenden Wärmepumpe zum Heizen einer Wohnung gewährt, die den Kriterien in Sachen Belüftung gemäß der sechs Monate vor der Einreichung des Antrags auf Städtebaugenehmigung geltenden Gesetzgebung genügt. Die Wohnung muss ein Gesamtwärmeisolierungsniveau K von höchstens 45 haben oder über die Bescheinigung "Construire avec l'énergie" verfügen

Die umkehrbaren Wärmepumpen, die das Kühlen der Wohnungen ermöglichen, sind nicht prämienecht. Zudem darf in der Wohnung kein elektrisches Heizsystem installiert werden, dies mit der Heizung der Badezimmer oder Duschen als einzige Ausnahme.

§ 2 - Pro Wohneinheit sind die Prämien auf eine Wärmepumpe für die Heizung und eine Wärmepumpe für die von Brauchwarmwasser oder aber auf eine kombinierte Wärmepumpe begrenzt.

§ 3 - Die Installation wird von einem registrierten Unternehmer vorgenommen.

#### Abschnitt 2 — Prämienberechtigte Investitionen für Brauchwarmwasser

**Art. 55** - § 1 - Eine Prämie wird bei der Installation eines Erdgasdurchlauferhitzers ohne Zündflamme, mit modulierender Flamme und mit Doppelfluss in einer Wohnung gewährt. Der Durchlauferhitzer muss der Kategorie 12 E+ angehören und die CE-Kennzeichnung Belgien tragen.

Die Prämie beträgt 75 Euro für die Anlagen, deren Nennleistung höchstens 10 Liter pro Minute beträgt, und 125 Euro für die Anlagen, deren Nennleistung mehr als 10 Liter pro Minute beträgt.

§ 2 - Eine Prämie wird bei der Installation eines erdgasbetriebenen Kondensation-Brauchwarmwassererzeugers (Kategorien I2E+, I2E(S)B oder I2E(R)B, wenn anwendbar) mit CE-Kennzeichnung Belgien in einer Wohnung gewährt.

Die Prämie beläuft sich auf 25 Euro pro kW und darf 12.500 Euro pro Anlage nicht übertreffen.

§ 3 - Die in §§ 1 und 2 erwähnten Anlagen müssen von einem registrierten Unternehmer installiert werden. Falls dieser Unternehmer nicht über die Zulassung für Erdgas verfügt, müssen diese Anlagen von einer für die Kontrolle der erdgasbetriebenen Innenanlagen zugelassenen Stelle abgenommen werden.

**Art. 56** - § 1 - Eine Prämie in Höhe 750 Euro wird bei der Installation durch einen registrierten Unternehmer einer den in der Anlage erwähnten Kriterien genügenden Wärmepumpe gewährt, die für das Heizen des Brauchwassers der Wohnung eingesetzt wird.

§ 2 - Pro Wohneinheit sind die Prämien auf eine Wärmepumpe für die Erzeugung von Brauchwarmwasser und eine Wärmepumpe für die Heizung der Wohnung oder aber auf eine kombinierte Wärmepumpe begrenzt.

#### Abschnitt 3 — Prämienberechtigte Investitionen für Heizung und Brauchwarmwasser

**Art. 57** - § 1 - Eine Prämie in Höhe von 2.250 Euro wird bei der Installation einer den in der Anlage erwähnten Kriterien genügenden kombinierten Wärmepumpe (für die Heizung und das Brauchwarmwasser) für das Heizen einer Wohnung gewährt, die den Kriterien in Sachen Belüftung gemäß der sechs Monate vor der Einreichung des Antrags auf Städtebaugenehmigung geltenden Gesetzgebung genügt. Die Wohnung muss ein Gesamtwärmeisolierungsniveau K von höchstens 45 haben oder über die Bescheinigung "Construire avec l'énergie" verfügen

Die umkehrbaren Wärmepumpen, die das Kühlen der Gebäude ermöglichen, sind nicht prämienecht. Zudem darf in der Wohnung kein elektrisches Heizsystem installiert werden, dies mit der Heizung der Badezimmer oder Duschen als einzige Ausnahme.

§ 2 - Pro Wohneinheit sind die Prämien auf eine Wärmepumpe für die Heizung und eine Wärmepumpe für die Erzeugung von Brauchwarmwasser oder aber auf eine kombinierte Wärmepumpe begrenzt.

§ 3 - Die Installation wird von einem registrierten Unternehmer vorgenommen.

#### Abschnitt 4 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

**Art. 58** - Was die in den Artikeln 50, 51, 53 und 55 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte von der "Société wallonne du Logement" beim Betreiber des Gasversorgungsnetzes innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° aus der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten sowie dem Original bzw. einer Kopie der Rechnungen für die Materialien und die erbrachten Leistungen;

3° aus einem der folgenden Dokumente: entweder eine Kopie der vom zugelassenen Installateur verfassten Konformitätsbescheinigung für die Anlage, der eine Kopie seiner Zulassungsbescheinigung oder eine Kopie des Protokolls der Abnahme der Anlage durch die für die Kontrolle der Erdgasanlagen zugelassene Stelle beigefügt wird.

**Art. 59** - Was die in den Artikeln 52, 54, 56 und 57 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte von der "Société wallonne du Logement" bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.I. bezüglich der durchgeführten Arbeiten eingereicht.

Diese Akte besteht:

- 1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° aus der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten sowie dem Original bzw. einer Kopie der Rechnungen für die Materialien und die erbrachten Leistungen.

#### KAPITEL IV — Andere Investitionen im Hinblick auf die rationelle Energienutzung (REN)

##### Abschnitt 1 — Investitionen in allen Wohnungen

##### Unterabschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen

**Art. 60** - § 1 - Eine Prämie wird bei der durch einen registrierten Unternehmer vorgenommenen Installation eines Belüftungssystems mit Wärmerückgewinnung in einer Wohnung, das folgenden Kriterien genügt:

- 1° der Wert der Gesamtwärmedämmung K der Wohnung beträgt höchstens 45 oder die Wohnung verfügt über die Bescheinigung "Construire avec l'énergie";
- 2° in der Wohnung ist kein elektrisches Heizsystem installiert, dies mit der Heizung der Badezimmer oder Duschen als einzige Ausnahme. Die nicht umkehrbaren Wärmepumpen oder diejenigen, die in einer neuen Wohnung integriert sind, für die die Bescheinigung "Construire avec l'énergie" gewährt worden ist, werden nicht als elektrische Heizung betrachtet.
- 3° die Belüftung wird ein kontrolliertes, mechanisches Belüftungssystem D mit Rückgewinnung der Wärme mittels eines Gegenstrom-Wärmetauschers sein;
- 4° das gesamte installierte Belüftungssystem muss den Vorschriften der Norm NBN D 50 001 genügen;
- 5° der Wärmetauscher muss einen Wirkungsgrad von mindestens 85% gemäß der Norm NBN EN 308 aufweisen;
- 6° der Installateur muss an Ort und Stelle die einfließenden und ausfließenden Mengen der verschiedenen Belüftungsöffnungen messen, um eine angepasste Einstellung der Anlage zu gewährleisten.

§ 2 - Der Gesamtbetrag der Prämie beträgt 75% der Globalinvestition und darf 1.500 Euro pro Wohneinheit übersteigen.

**Art. 61** - Eine Prämie wird bei der Installation von einer hochqualitativen Kraft/Wärme-Kopplungsmikroanlage oder einer hochqualitativen Kraft/Wärme-Kopplungsanlage in einer Wohnung, die mindestens 10% Einsparung der Kohlendioxidausstöße im Verhältnis zu den Kohlendioxidausstößen bei der getrennten Erzeugung derselben Mengen von Wärme und Strom in modernen Bezugsanlagen zur Folge hat, deren jährliche Betriebserträge jedes Jahr von der CWaPE definiert und veröffentlicht werden. Die berücksichtigte Wärme ist die Nutzwärme, d.h. diejenige, die tatsächlich für Wärmebedürfnisse außerhalb des Kraft/Wärme-Kopplungsverfahrens verwendet wird.

Die Prämie beträgt 20% des Rechnungsbetrags und darf 15.000 Euro pro Anlage nicht überschreiten.

Die Installation wird von einem registrierten Unternehmer vorgenommen.

**Art. 62** - Eine Prämie wird für die Thermografie einer Wohnung gewährt.

In dem Bericht des Energieaudits mittels Thermografie müssen die möglichen, die Außenhaut des Gebäudes betreffenden Aufbesserungen angegeben werden.

Die Prämie beträgt 50% des Betrags der Rechnung oder Honorarrechnung und darf 200 Euro pro Energieaudit für ein Einfamilienhaus oder 700 Euro pro Energieaudit und Gebäude in den anderen Fällen nicht überschreiten.

**Art. 63** - Eine Prämie wird bei der von einem registrierten Unternehmer vorgenommenen Installation eines Systems zur Steuerung der elektrischen Beleuchtungsanlagen und der Anlagen mit einer Leistung von weniger als 20 kW pro Anlage gewährt, das es möglich macht, die elektrischen Ausrüstungen der Wohnung automatisch auszuschalten bzw. zu regeln.

Die Prämie beträgt 30% des Rechnungsbetrags und darf 15.000 Euro pro Wohnung nicht überschreiten.

##### Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

**Art. 64** - Was die in Artikel 60 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte von der "Société wallonne du Logement" bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten eingereicht.

Diese Akte besteht:

- 1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° aus der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten sowie dem Original bzw. einer Kopie der Rechnungen für die Materialien und die erbrachten Leistungen;
- 3° aus einem Bericht über die an Ort und Stelle vom Installateur vorgenommenen Messungen der einfließenden und ausfließenden Mengen der verschiedenen Belüftungsöffnungen, in dem angegeben wird, mit welchem System diese Mengen gemessen worden sind;
- 4° aus dem Formular zur Berechnung des angegebenen Koeffizienten K;
- 5° aus einem Dokument, in dem alle Wände der Wärmeverlustfläche der Wohnung und die Berechnung der Koeffizienten U (oder K) beschrieben werden;
- 6° aus einer Kopie der Pläne aller Niveaus und der Schnittzeichnungen der Wohnung;
- 7° aus einer Note, in der das installierte Belüftungssystem beschrieben wird.

**Art. 65** - Was die in Artikel 61 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte von der "Société Wallonne du Logement" bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Zustellung des Annahmebeschlusses der CWaPE in Bezug auf den vorigen Antrag auf Gewährung von grünen Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht:

- 1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° aus der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten sowie dem Original bzw. einer Kopie der Rechnungen für die Materialien und die erbrachten Leistungen;
- 3° aus der Kopie des Bescheids bezüglich des Annahmebeschlusses der CWaPE in Bezug auf den vorigen Antrag auf Gewährung von grünen Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie;

4° aus einem der folgenden Dokumente, falls die Anlage mit Erdgas betrieben wird: entweder aus einer Kopie der vom zugelassenen Installateur verfassten Konformitätsbescheinigung für die Anlage, der eine Kopie seiner Zulassungsbescheinigung oder aus einer Kopie des Abnahmeprotokolls der Anlage durch die für die Kontrolle der Erdgasanlagen zugelassene Stelle beigelegt wird.

**Art. 66** - Was die in Artikel 62 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte von der "Société wallonne du Logement" bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° aus der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten sowie dem Original bzw. einer Kopie der Rechnung oder der Honorarrechnung für die erbrachten Leistungen;

3° aus dem die in Artikel 62 beschriebenen Elemente enthaltenden Energieauditbericht.

**Art. 67** - Was die in Artikel 63 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte von der "Société wallonne du Logement" bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° aus der Endabrechnung D.1. bezüglich der erbrachten Leistungen sowie dem Original bzw. einer Kopie der Rechnung für die erbrachten Leistungen;

3° die technischen Merkmale der Geräte müssen auf der Rechnung oder in Ermangelung davon auf einer diese begleitenden Note des Verkäufers angegeben sein, so dass die Überprüfung der Einhaltung der technischen Kriterien vorgenommen werden kann;

4° aus einem technischen Berechnungsblatt, das es möglich macht, die erwartete Energieeinsparung in kWh zu schätzen.

## Abschnitt 2 — Investitionen im Falle der Renovierung einer Wohnung

### Unterabschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen

**Art. 68** - Eine Prämie wird bei der Renovierung einer Wohnung für Wärmeregularungsarbeiten gewährt, deren Betrag und Gewährungsbedingungen folgendermaßen bestimmt sind:

1° thermostatisch gesteuertes Ventil: 10 Euro;

2° Raumthermostat: 100 Euro;

3° Außensonde: 100 Euro;

4° dem Brauchwarmwasser den Vorrang gebendes System: 100 Euro.

Der Gesamtbetrag der Prämie darf 10.000 Euro pro Wohnung und Jahr nicht überschreiten.

Die Installation wird von einem registrierten Unternehmer vorgenommen.

**Art. 69** - § 1 - Eine Prämie wird im Falle einer Renovierung für die Durchführung des gesamten Energieaudits eines Einfamilienhauses gewährt.

Das Energieaudit muss von einem durch die Wallonische Region für die Durchführung von Energieaudits zugelassenen Auditor im Rahmen und unter Einhaltung des Verfahrens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens durchgeführt werden.

Die Prämie beträgt 60% des Rechnungs- oder Honorarrechnungsbetrags und darf 360 Euro pro Energieaudit nicht überschreiten.

§ 2 - Eine Prämie wird im Falle einer Renovierung für die Durchführung eines gesamten Energieaudits von jeder anderen Wohnung, die nicht zu den in § 1 erwähnten Wohnungen gehört, gewährt.

1. Das Energieaudit muss entweder von einem im Rahmen der AMURE- bzw. UREBA-Programme zugelassenen Auditor oder von einem durch die Wallonische Region für die Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens zugelassenen Auditor im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens durchgeführt werden.

2° im Energieauditbericht wird mindestens das Folgende angegeben: die Leistung der Außenhaut des Gebäudes, d.h. das Niveau K, die Einzelheiten über die thermischen Leistungen der verschiedenen Wände, die Leistung des Heizsystems sowie die mit Zahlen belegten Aufbesserungen bezüglich der Außenhaut des Gebäudes und der Systeme.

Die Prämie beträgt 60% des Rechnungs- oder Honorarrechnungsbetrags und darf 1.000 Euro pro Energieaudit und Gebäude nicht überschreiten.

**Art. 70** - Eine Prämie wird bei der Renovierung einer Wohnung für das völlige bzw. teilweise Ersetzen eines Systems zur Innenbeleuchtung durch ein System gewährt, das eine kombinierte Aufbesserung der Energie- und Lichteffizienz des Beleuchtungssystems möglich macht, dessen nach den Arbeiten installierte Leistung folgende Werte nicht übersteigt:

1° zwischen 3 W/m<sup>2</sup> je 100 lux in einem niedrigen und breiten Flur (min. 30 m × 2 m × 2,8 m) und 8,5 W/m<sup>2</sup> je 100 lux in einem hohen und schmalen Flur (min. 30 m × 1 m × 3,5 m);

2° 2,5 W/m<sup>2</sup> je 100 lux in den anderen Räumen.

Für das installierte Material muss eine ENEC-Zulassung vorhanden sein.

Im Falle von Leuchten, die mit Leuchtstoff- oder Entladungslampen ausgerüstet sind, dürfen diese nur mit elektronischen Vorschaltgeräten ausgerüstet sein.

Die Höhe der Prämie beträgt:

1° 10% des Betrags der Rechnung, wenn die installierte Leistung um 10 bis 30% verringert wird;

2° 20% des Betrags der Rechnung, wenn die installierte Leistung um 30 bis 50% verringert wird;

3° 30% des Betrags der Rechnung, wenn die installierte Leistung um mehr als 50% verringert wird.

Der Betrag der Prämie ist auf 10.000 Euro pro Wohnung begrenzt.

Die Installation wird von einem registrierten Unternehmer vorgenommen.

**Art. 71** - Eine Prämie wird bei einer Renovierung für die Analyse der verbrauchten Strommengen in einer Wohnung gewährt, in der Strom in Höhe von mindestens 20.000 kWh pro Jahr verbraucht wird. Die Analyse der verbrauchten Strommengen enthält die Registrierung der Stromlieferungen während zwei Wochen, das Verfassen des Auditberichts, die Angabe der hauptsächlichen Möglichkeiten der Energieeinsparung (technische Maßnahmen und Investitionen), deren Kosten und die auf energetischer und finanzieller Ebene dadurch ermöglichten Einsparungen. Die Analyse wird von einem im Rahmen der AMURE- oder UREBA-Programme zugelassenen Auditor durchgeführt werden.

Die Prämie beträgt 50 % des Betrags der Rechnung bezüglich der Analyse und darf 1.000 Euro pro Wohnung nicht überschreiten.

#### Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

**Art. 72** - Was die in Artikel 68 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte von der "Société wallonne du Logement" bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten eingereicht.

Diese Akte besteht:

- 1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° aus der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten sowie dem Original bzw. einer Kopie der Rechnungen für die Materialien und die erbrachten Leistungen.

**Art. 73** - Was die in Artikel 69 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte von der "Société wallonne du Logement" bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten eingereicht.

Diese Akte besteht:

- 1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° aus einer Kopie der Rechnung oder Honorarrechnung für die getätigten Leistungen;
- 3° aus dem Bericht über das Energieaudit

**Art. 74** - Was die in Artikel 70 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte von der "Société wallonne du Logement" beim Betreiber des Stromverteilernetzes innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten eingereicht.

Diese Akte besteht:

- 1° aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular und seinen Anlagen, die beim Betreiber des Stromverteilernetzes oder der Verwaltung verfügbar sind;
- 2° aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung bezüglich der getätigten Investitionen oder Leistungen; die technischen Merkmale der Geräte müssen auf der Rechnung oder in Ermangelung davon auf einer sie begleitenden Note des Verkäufers angegeben sein, so dass die Überprüfung der Einhaltung der technischen Kriterien vorgenommen werden kann;
- 3° aus einem technischen Berechnungsblatt, das es möglich macht, die photometrische Aufbesserung der Beleuchtung und die Verringerung der installierten Leistung zu bewerten; die pro m<sup>2</sup> pro 100 lux installierte Leistung wird ebenfalls angegeben.

**Art. 75** - Was die in Artikel 71 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte von der "Société wallonne du Logement" bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten eingereicht.

Diese Akte besteht:

- 1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° aus der Endabrechnung D.1. bezüglich der erbrachten Leistungen sowie dem Original bzw. einer Kopie der Rechnung oder der Honorarrechnung für die erbrachten Leistungen;
- 3° aus einer Kopie des Auditberichts, in dem die Registrierung der Stromversorgung während zwei Wochen enthalten ist.

### TITEL IV — Prämie für die Installierung eines photovoltaischen Systems

#### KAPITEL I — Allgemeines

**Art. 76** - Im Sinne des vorliegenden Titels versteht man unter Antragsteller:

- 1° jede natürliche Person, einschließlich derjenigen, die die Eigenschaft eines Kaufmanns hat oder die einen selbstständigen Beruf ausübt;
- 2° jeden Betrieb, der die Form einer im Gesetzbuch über die Gesellschaften erwähnten Handelsgesellschaft genommen hat, der mindestens einen Betriebssitz in der Wallonie hat, der der Definition der Kleinstunternehmen im Sinne des Anhangs der Empfehlung der Kommission C(2003) 1422 vom 6. Mai 2003 betreffend die Definition der Kleinstunternehmen sowie der kleinen und mittleren Unternehmen entspricht;
- 3° die in Artikel 36 vorliegenden Erlasses erwähnten Hausverwalter.

#### KAPITEL II — Investitionen auf einem Gebäude oder auf einem völlig oder teilweise bebauten Grundstück

**Art. 77** - § 1 - Innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel kann der Antragsteller pro Zugangsstelle eine Prämie für jede von der CWaPE genehmigte Photovoltaikanlage erhalten, deren Betrag und Gewährungsbedingungen wie folgt bestimmt werden.

Im Sinne des vorliegenden Titels gelten die folgenden Definitionen:

- 1° "Photovoltaikanlage": die photovoltaischen Solarzellen, der photovoltaische Generator, der Trennschalter für Gleichstrom, der Wechselrichter, der Grünstromzähler, der Ausschalte für Wechselstrom, die Halterungen für die Befestigung der Sonnenkollektoren, die etwaige Vorrichtung zur Ausrichtung nach der Sonne (Tracker) und die notwendige Verkabelung sowie die mit diesen verschiedenen Elementen verbundenen Arbeitsstunden;
- 2° "System mit Solar-Tracker": jede Photovoltaikanlage, deren photovoltaische Ausrüstungen zur Erzeugung von Strom (auch Module genannt) auf einer Struktur befestigt sind, die sich automatisch oder manuell je nach der Position der Sonne ausrichtet;
- 3° "integriertes System": jede Photovoltaikanlage, deren photovoltaische Ausrüstungen zur Erzeugung von Strom (auch Module genannt) ebenfalls eine technische oder architektonische Funktion, die für die bauliche Aktion wesentlich ist, haben. Diese Ausrüstungen müssen der folgenden vollständigen Liste angehören:

- a) jede Dachbedeckungsart;
- b) Sonnenblende;
- c) Brüstungen;
- d) Glasdach ohne Rückenschutz;
- e) Fenster-, Balkon- oder Terrassengeländer;
- f) Verkleidungen, vorgehängte Wand;

4° "ortsfestes System": jede Photovoltaikanlage, deren photovoltaische Ausrüstungen zur Erzeugung von Strom (auch Module genannt) auf einer Struktur befestigt sind.

Der Betrag der Prämie beläuft sich auf 20% der zulässigen Kosten, zuzüglich des Betrags der auf diese Kosten angewandten MWSt, wenn der Antragsteller nicht MWSt-abzugsberechtigt ist. Der Betrag der Prämie darf 3.500 Euro nicht überschreiten.

Die zulässigen Kosten werden auf der Grundlage des Betrags ohne MWSt der Rechnung für die Photovoltaikanlage, begrenzt auf das Ergebnis der Multiplikation der in Wp ausgedrückten Leistung der Anlage mit der unten bestimmten Variable:

- 1° für ein ortsfestes System beträgt diese Variable 7 Euro pro Wp;
- 2° für ein integriertes System beträgt diese Variable 8 Euro pro Wp;
- 3° für ein System mit Solar-Tracker beträgt diese Variable 9 Euro pro Wp.

§ 2 - Die in § 1 erwähnte Prämie kann für die den folgenden Bedingungen genügenden Anlagen gewährt werden:

- 1° die Anlage wird von einem registrierten Unternehmer installiert;
- 2° die Anlage genügt den Normen IEC 61215 (klassische Module) oder IEC 61646 (Dünnschicht);
- 3° der Antragsteller verfügt für diese Anlage über den Bescheid bezüglich des Annahmebeschlusses der CWaPE in Bezug auf den vorherigen Antrag auf Gewährung von grünen Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie; die photovoltaischen Solarzellenausleger müssen auf einem Gebäude befestigt sein oder auf einem völlig oder teilweise bebautem Gelände fest installiert sein. Das Befestigen von photovoltaischen Solarzellenauslegern auf einem Gebäude oder deren Installierung auf einem völlig oder teilweise bebautem Gelände erfolgt in Übereinstimmung mit den im Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgesehenen Bestimmungen.

#### KAPITEL III — Verfahren zur Einreichung des Antrags

**Art. 78** - Was die in Artikel 77 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei dem Betreiber des Stromverteilernetzes innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Zustellung des Annahmebeschlusses der CWaPE in Bezug auf den vorherigen Antrag auf Gewährung von grünen Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie läuft, eingereicht, dies sofern der Zeitpunkt der Schlussrechnung für die photovoltaische Anlage nach dem 31. Dezember 2007 liegt.

Diese Akte besteht:

- 1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung bezüglich der getätigten Investitionen oder Leistungen sowie aus der Nummer des an der durch den Prämienantrag betroffenen Anschrift befindlichen Zählers;
- 3° aus der Kopie des Bescheids bezüglich des Annahmebeschlusses der CWaPE in Bezug auf den vorherigen Antrag auf Gewährung von grünen Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie;
- 4° gegebenenfalls für ein Kleinunternehmen aus dem spezifischen, ordnungsgemäß ausgefüllten Formular.

#### TITEL V — Prämien, die nur juristischen Personen gewährt werden

##### KAPITEL I — Allgemeines

**Art. 79** - § 1 - Im Sinne des vorliegenden Titels gelten die folgenden Definitionen:

- 1° "Antragsteller": jegliche juristische Person mit Ausnahme der in Artikel 36 erwähnten Hausverwalter und der in Artikel 43 erwähnten Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, die eine im Sinne des vorliegenden Titels prämienerberrchtigte Investition in der Wallonischen Region tätigt;
- 2° "technische Betriebseinheit": Gefüge von technischen Komponenten, die eine unteilbare Gesamtheit bilden, die es möglich macht, einen Dienst zu leisten oder ein Produkt zu fertigen.

§ 2 - Was die im Rahmen des vorliegenden Titels gewährten Prämien betrifft, versteht sich der Betrag der Rechnungen ohne MWSt, wenn der Prämienempfänger MWSt-abzugsberechtigt ist.

§ 3 - Innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel kann der Antragsteller eine Prämie erhalten, deren Betrag und Gewährungsbedingungen wie folgt bestimmt sind.

##### KAPITEL II — Mit Erdgas betriebene industrielle Anlagen

###### Abschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen

**Art. 80** - § 1 - Eine Prämie wird bei der Installierung von einem System zur Rückgewinnung der Wärme aus dem Rauch der Öfen von industriellen oder gewerblichen Anlagen, der mit Erdgas betriebenen Trockenanlagen oder der Heizkessel und Dampferzeuger gewährt. Die Rückgewinnung muss mittels der Installierung einer der folgenden Techniken erfolgen:

- 1° spezifische unabhängige Rückgewinnungsgeräte, die sich an der Austrittöffnung der Öfen auf dem Kreislauf des Rauches befinden;
- 2° selbst wiederaufbereitende Brenner, die mit ihrem eigenen Wiederaufbereitungsteil für das Vorwärmen der Verbrennungsluft ausgerüstet sind;
- 3° Paar von regenerierenden Brennern, wovon der erste in der Heizphase des Ofens und der zweite in der Wiederaufbereitungs- bzw. Wärmespeicherungsphase funktionieren.

Die Prämie beträgt 50 Euro pro rückgewonnenes kW, begrenzt auf 50% des Betrags der Rechnung, und darf 12.500 Euro pro Anlage nicht übertreffen.

§ 2 - Für die Prämien, die mehr als 2.000 Euro betragen, muss die Anzahl der rückgewonnenen kW überprüft werden und muss die Anlage an Ort und Stelle von einem unabhängigen, gemäß der Norm NBN EN ISO 17025 für die Kontrollen gemäß den für die betroffenen Gasgeräte anwendbaren europäischen Normen zugelassenen Labor kontrolliert werden.

§ 3 - Die betroffenen Geräte müssen mit Erdgas betrieben werden (Kategorien I2E+, I2E(S)B oder I2E(R)B, wenn anwendbar) und die CE-Kennzeichnung Belgien aufweisen, wenn diese anwendbar ist.

**Art. 81 - § 1** - Eine Prämie wird bei der Installierung eines Systems zur breiten Modulation des Erdgasbrenners gewährt, das eine wirksamere Wärmeregulierung möglich macht, d.h. die Installierung von modernen Erdgasbrennern, die in einem Bereich von 25 bis 100% mindestens auf den Industrieöfen oder den Heizkesseln modulieren.

Die Höhe der Prämie beträgt 3,75 Euro pro kW. Die Prämie ist auf 50% des Rechnungsbetrags begrenzt und darf 12.500 Euro pro Anlage nicht überschreiten.

§ 2 - Der Modulationsgrad muss durch ein gemäß NBN-EN ISO 17025 für die Kontrollen gemäß den geltenden europäischen Normen für die betroffenen Gasgeräte zugelassenes unabhängiges Labor bescheinigt werden.

§ 3 - Die betroffenen Geräte müssen mit Erdgas betrieben werden (Kategorien I2E+, I2E(S)B oder I2E(R)B, wenn anwendbar) und die CE-Kennzeichnung Belgien aufweisen, wenn diese anwendbar ist.

**Art. 82 - § 1** - Eine Prämie wird bei der Installierung eines mit Erdgas betriebenen Systems zur direkten Feuerung der zu heizenden Produkte gewährt. Der Begriff der direkten Feuerung setzt eine einwandfreie Harmonie zwischen den Brennern, den Öfen und den zu heizenden Produkten voraus, die erreicht wird, wenn die Temperatur dieser Produkte als überall ausreichend betrachtet wird.

Die in Absatz 1 erwähnten Anlagen sind u.a.:

1° die Erdgasbrenner mit direkter Flamme;

2° die Erdgasbrenner, die für Trockner, für das Heizen der Bäder im Rahmen der thermischen Behandlung von Metallen, für die Nachverbrennung und die "make up air"-Techniken bestimmt sind.

Die Höhe der Prämie beträgt 12,5 Euro pro kW. Die Prämie ist auf 50% des Rechnungsbetrags begrenzt und darf 12.500 Euro pro Anlage nicht überschreiten.

§ 2 - Für die Prämien, die mehr als 2.000 Euro betragen, muss das Bestehen einer direkten Flamme an Ort und Stelle von einem unabhängigen, gemäß der Norm NBN EN ISO 17025 für die Kontrollen gemäß den für die betroffenen Gasgeräte anwendbaren europäischen Normen zugelassenen Labor kontrolliert werden.

§ 3 - Die betroffenen Geräte müssen mit Erdgas betrieben werden (Kategorien I2E+, I2E(S)B oder I2E(R)B, wenn anwendbar) und die CE-Kennzeichnung Belgien aufweisen, wenn diese anwendbar ist.

#### *Abschnitt II — Verfahren zur Einreichung des Antrags*

**Art. 83** - Was die in den Artikeln 80, 81, und 82 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte vom Antragsteller beim Betreiber des Gasversorgungsnetzes innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Rechnungsdatum eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei dem Betreiber des Gasversorgungsnetzes oder der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung bezüglich der getätigten Investitionen oder Leistungen; die technischen Merkmale der Geräte müssen auf der Rechnung oder in Ermangelung davon auf einer sie begleitenden Note des Verkäufers angegeben sein, so dass die Überprüfung der Einhaltung der technischen Kriterien vorgenommen werden kann;

3° aus einem technischen Berechnungsblatt, das es möglich macht, die erwartete Energieeinsparung in kWh zu schätzen;

4° für die in den Artikeln 80 und 82 erwähnten Prämien, im Falle einer Prämie in Höhe von mehr als 2.000 Euro, aus dem Bericht des zugelassenen unabhängigen Labors;

5° für die Erdgas verwendenden industriellen Installationen, aus einer ehrenwörtlichen Erklärung, durch die bescheinigt wird, dass die Installation nach den guten Regeln der Technik vorgenommen worden ist;

6° für alle anderen mit Erdgas betriebenen Installationen, aus einer Kopie des durch die für die Kontrolle der Erdgasanlagen zugelassene Stelle verfassten Abnahmeprotokolls oder aus einer Kopie der vom zugelassenen Installateur verfassten Konformitätsbescheinigung für die Anlage, der eine Kopie seiner Zulassungsbescheinigung je nach Fall beigelegt wird.

### *KAPITEL III — Elektrische Anlagen*

#### *Abschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen in Gebäuden jeder Art*

**Art. 84** - Eine Prämie wird bei der von einem registrierten Unternehmer vorgenommenen Installierung eines Systems zur Steuerung der elektrischen Beleuchtungsanlagen und der Anlagen mit einer Leistung von weniger als 20 kW pro Anlage gewährt, das es möglich macht, die elektrischen Ausrüstungen von Gebäuden jeder Art automatisch auszuschalten bzw. zu regeln.

Die Prämie beträgt 30% des Rechnungsbetrags und darf 15.000 Euro pro technische Betriebseinheit nicht überschreiten.

**Art. 85** - Eine Prämie wird für die Installierung folgender Geräte gewährt:

1° eines Drehzahlreglers durch Frequenzumwandlung auf einem Kompressor, einem Belüftungssystem und einer Pumpe;

2° eines Kompressors, einer Pumpe und eines Belüftungssystems, die mit einem Drehzahlregler mittels Frequenzumrichters ausgerüstet sind.

Die erreichte Energieeinsparung muss mindestens 10% betragen.

Der Drehzahlregler oder der Kompressor, die Pumpe und das mit einem integrierten Frequenzumwandler versehene Belüftungssystem müssen das CE-Zeichen gemäß dem Königlichen Erlass vom 28. Februar 2007 über die elektromagnetische Kompatibilität und dem Königlichen Erlass vom 23. März 1977 bezüglich der Vermarktung elektrischer Materials tragen.

Die Prämie beträgt 100 Euro pro kW Nennleistung des Motors und ist auf 5.000 Euro pro technische Betriebseinheit begrenzt.

**Art. 86** - Eine Prämie wird für den Einbau einer Vorrichtung zur Regulierung der Kälte und zur Optimierung der Enteisungszyklen gewährt, dies unter der Bedingung, dass eine Energieeinsparung von mindestens 20% erreicht wird. Es handelt sich um eine Vorrichtung zur Kontrolle der Wechselbelastung der Kompressoren, die die Enteisungszyklen optimiert.

Die Prämie beträgt 1.250 Euro pro Kühlaggregat mit einer elektrischen Leistung von mindestens 15 kW, das mit dieser Vorrichtung ausgerüstet ist.

*Abschnitt 2 — Prämienberechtigte Investitionen im Falle der Renovierung eines Gebäudes*

**Art. 87** - Eine Prämie wird im Fall einer Renovierung für das völlige bzw. teilweise Ersetzen eines Systems zur Innenbeleuchtung durch ein System gewährt, das eine kombinierte Aufbesserung der Energie- und Lichteffizienz des Beleuchtungssystems möglich macht, dessen nach den Arbeiten installierte Leistung folgende Werte nicht übersteigt:

- 1° 3 W/m<sup>2</sup> je 100 lux in den Sporthallen und Schwimmbädern;
- 2° 3 W/m<sup>2</sup> je 100 lux in den zu medizinischen Zwecken benutzten Räumlichkeiten;
- 3° zwischen 3 W/m<sup>2</sup> je 100 lux in einem niedrigen und breiten Flur (min. 30 m × 2 m × 2,8 m) und 8,5 W/m<sup>2</sup> je 100 lux in einem hohen und schmalen Flur (min. 30 m × 1 m × 3,5 m);
- 4° 2,5 W/m<sup>2</sup> je 100 lux in den Büros und anderen Räumen.

Für das installierte Material muss eine ENEC-Zulassung vorhanden sein.

Im Falle von Leuchten, die mit Leuchtstoff- oder Entladungslampen ausgerüstet sind, dürfen diese nur mit elektronischen Vorschaltgeräten ausgerüstet sein.

Die Höhe der Prämie beträgt:

- 1° 10% des Betrags der Rechnung, wenn die installierte Leistung um 10 bis 30% verringert wird;
- 2° 20% des Betrags der Rechnung, wenn die installierte Leistung um 30 bis 50% verringert wird;
- 3° 30% des Betrags der Rechnung, wenn die installierte Leistung um mehr als 50% verringert wird.

Der Betrag der Prämie darf 10.000 Euro pro technische Betriebseinheit nicht übersteigen.

**Art. 88** - Eine Prämie im Falle einer Renovierung wird für die Analyse der verbrauchten Strommengen einer technischen Betriebseinheit, in der Strom in Höhe von mindestens 20.000 kWh pro Jahr verbraucht wird, gewährt. Die Analyse der verbrauchten Strommengen enthält die Registrierung der Stromlieferungen während zwei Wochen, das Verfassen des Auditberichts von einem im Rahmen der AMURE oder UREBA-Programme zugelassenen Auditor und die Angabe der hauptsächlichen Möglichkeiten der Energieeinsparung (technische Maßnahmen und Investitionen), deren Kosten und die auf energetischer und finanzieller Ebene dadurch ermöglichten Einsparungen.

Die Prämie beträgt 50% des Betrags der Rechnung bezüglich der Analyse und darf 1.000 Euro pro technische Betriebseinheit nicht überschreiten.

*Abschnitt III — Verfahren zur Einreichung des Antrags*

**Art. 89** - Was die in den Artikeln 85, 86, und 87 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte vom Antragsteller beim Betreiber des Stromverteilernetzes innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Rechnungsdatum eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular und seinen Anlagen, die beim Betreiber des Stromverteilernetzes oder der Verwaltung verfügbar sind;

2° aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung bezüglich der getätigten Investitionen oder Leistungen; die technischen Merkmale der Geräte müssen auf der Rechnung oder in Ermangelung davon auf einer sie begleitenden Note des Verkäufers angegeben sein, so dass die Überprüfung der Einhaltung der technischen Kriterien vorgenommen werden kann;

3° für die in den Artikeln 85 und 86 erwähnten Prämien aus einem technischen Berechnungsblatt, das eine Schätzung der erwarteten Energieeinsparung in kWh möglich macht;

4° für die in Artikel 87 erwähnte Prämie aus einem technischen Berechnungsblatt, das es möglich macht, die photometrische Aufbesserung der Beleuchtung und die Verringerung der installierten Leistung sowie die pro m<sup>2</sup> pro 100 lux installierte Leistung zu bewerten;

**Art. 90** - Was die in den Artikeln 84 und 88 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Rechnung oder der Honorarrechnung bezüglich der erbrachten Leistungen läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° dem Original oder einer Kopie der Rechnung bzw. der Honorarrechnung für die getätigten Leistungen;

3° für die in Artikel 84 erwähnte Prämie aus einem technischen Berechnungsblatt, das das Schätzen in kWh der erwarteten Energieeinsparung möglich macht; die technischen Merkmale der Geräte müssen auf der Rechnung oder in Ermangelung davon auf einer diese begleitenden Note des Verkäufers angegeben sein, so dass die Überprüfung der Einhaltung der technischen Kriterien vorgenommen werden kann;

4° für die in Artikel 88 erwähnte Prämie aus einer Kopie des Auditberichts, in dem die Registrierung der Stromversorgung während zwei Wochen enthalten ist.

**TITEL VI — Verfahren und Modalitäten in Bezug auf die Auszahlung der unter den Titeln II bis V erwähnten Prämien**

**KAPITEL I — Modalitäten für die administrative Behandlung der Anträge**

**Art. 91** - § 1 - Innerhalb von vierzig Tagen ab dem Tag, der auf den Eingang des Antrags folgt, schickt der Netzbetreiber oder die Verwaltung, je nach Fall, dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, in der angegeben wird, ob seine Akte vollständig ist oder nicht.

Ist die Akte nicht vollständig, so werden in dem in Absatz 1 erwähnten Brief die vom Antragsteller zum Vervollständigen seiner Akte zu übermittelnden Elemente angegeben. Der Antragsteller verfügt über eine Frist von siebenzig Tagen, die am Tag nach der Einsendung des Briefes, durch den zusätzliche Informationen erbeten werden, läuft, um die Gesamtheit der erforderlichen zusätzlichen Informationen einzusenden.

Falls alle zusätzlichen Informationen, um deren Zusendung gebeten wurde, nicht innerhalb der in Absatz 2 vorgeschriebenen Frist zugestellt worden sind, bewirkt dies das Abschließen der Akte.

Innerhalb von einhundertzwanzig Tagen ab dem Tag, der auf den Eingang des Antrags folgt, schickt der Netzbetreiber oder die Verwaltung, je nach Fall, dem Antragsteller einen Brief, der den über den Antrag befindenden Beschluss enthält, zu.

Die Frist von einhundertzwanzig Tagen wird am Datum der Anfrage um zusätzliche Informationen bis zur Mitteilung der gesamten beantragten Informationen ausgesetzt.

Der Antrag gilt als genehmigt, wenn der Netzbetreiber oder die Verwaltung - je nach Fall - dem Antragsteller seinen/ihren Beschluss nicht innerhalb der in Absatz 4 vorgesehenen Frist per Brief zugesandt hat.

In Abweichung von Absatz 6 und wenn die Verwaltung oder der Netzbetreiber nicht in der Lage ist, die Prämie zu berechnen, teilt sie bzw. er dem Antragsteller die für diese Berechnung notwendigen fehlenden Elemente brieflich mit. Der Antragsteller verfügt über eine Frist von fünfzig Tagen ab dieser Zustellung, um die angeforderten Elemente zukommen zu lassen. In Ermangelung der Übermittlung der angeforderten Daten oder im Fall einer unvollständigen Übermittlung dieser Daten wird die Akte abgeschlossen.

Innerhalb zwanzig Werktagen ab der Zustellung der Genehmigung des Antrags oder dem Ablauf der in Absatz 4 vorgesehenen Frist, wird der Betrag der Prämie von der Verwaltung oder je nach Fall vom Netzbetreiber zur Auszahlung festgelegt.

§ 2 - In dem in § 1 Absatz 6 erwähnten Fall verfügt der Netzbetreiber oder die Verwaltung - je nach Fall - über eine Frist von drei Jahren ab dem Tag nach demjenigen, an dem die in § 1 Absatz 4 vorgesehene Frist abläuft, um die Übereinstimmung des Antrags mit den in den Titeln II, III, IV und V des vorliegenden Erlasses erwähnten Gewährungsbedingungen zu prüfen und ggf. die Rückzahlung des Betrags der gewährten Prämie zu verlangen, wenn diese Bedingungen nicht beachtet wurden.

§ 3 - In jedem ablehnenden Brief werden die unter Titel VII erwähnte Einspruchsmöglichkeit sowie die Modalitäten und das Verfahren angegeben, die darauf anwendbar sind.

**Art. 92 - § 1** - In Abweichung von den Artikeln 49, 58, 59, 64, 65, 66, 67, 72, 73, 74 und 75 können die in Artikel 43 erwähnten Antragsteller eine Akte bei der Verwaltung für die dort behandelten Prämien vor der Ausführung der aufgrund des Titels III zulässigen Arbeiten einreichen, in der folgende Dokumente stehen:

1° das vorherige Antragsformular sowie seine Anlagen, die bei der Verwaltung erhältlich sind, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° die budgetäre Veranschlagung der zu tätigenden Investitionen.

Innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang des vorherigen Antrags schickt die Verwaltung der Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes eine Empfangsbestätigung zu, durch die sie mitteilt, ob die Akte vollständig ist oder nicht.

Wenn die Akte für unvollständig erklärt wird, verfügt die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes über 40 Tage ab dem Tag nach der Einsendung der durch die Verwaltung geschickten Empfangsbestätigung, um jedes zusätzliche Element und die angeforderten Auskünfte zu übermitteln.

Wenn die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes am Ende dieser Frist der Verwaltung die erwünschten Auskünfte zugesandt hat, wird eine zweite Empfangsbestätigung zugeschickt, durch die die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes informiert wird, dass ihre Akte vollständig ist.

Wenn die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes jedoch am Ende dieser Frist die erwünschten Auskünfte nicht übermittelt hat, so wird davon ausgegangen, dass der Antrag nie eingereicht worden ist.

Der Beschluss zur Ablehnung des Zuschusses oder das Versprechen, den Zuschuss zu gewähren, wird innerhalb von zwei Monaten ab der Zustellung der Empfangsbestätigung bezüglich der Vollständigkeit der Akte zugestellt.

§ 2 - Das Versprechen, die Prämie zu gewähren, hat eine Gültigkeitsdauer von vierundzwanzig Monaten, die ab dem Tag seiner Zustellung läuft. Wenn die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes am Ende dieser Frist ihren gemäß den Artikeln 49, 58, 59, 64, 65, 66, 67, 72, 73, 74 und 75 nicht eingereicht hat, wird das Versprechen hinsichtlich der Gewährung hinfällig.

§ 3 - Die vorliegende Bestimmung ist je nach den verfügbaren Haushaltsmitteln anwendbar, die für die Akten verwendet werden, die durch die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes im Rahmen des von der Wallonischen Regierung genehmigten Aktionsplans eingereicht werden.

#### KAPITEL II — *Bestimmung bezüglich der Verwaltung der Prämien durch die Netzbetreiber*

**Art. 93 - § 1** - Im Rahmen der Gewährung der Prämien und innerhalb der Grenzen des für das Aktionsprogramm bezüglich des Energiefonds für 2008 und 2009 verwendeten Haushalts, so wie durch den Beschluss der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2007 genehmigt, kann der Netzbetreiber einen Antrag bei der Verwaltung einreichen, um Umlaufmittel zu erhalten.

Für den Betreiber des Stromverteilernetzes wird dieser Betrag folgendermaßen bestimmt: 30% der jährlichen Haushaltsmittel, die für die Gewährung der von den Betreibern von Stromnetzen im von der Wallonischen Regierung genehmigten Aktionsplan 2008-2009 verwalteten Prämien verwendet werden, multipliziert mit dem Verhältnis zwischen der Anzahl der Anschlusspunkte dieses Netzbetreibers und der Gesamtzahl der Anschlusspunkte aller Betreiber von Stromverteilernetzen in der Wallonischen Region. Diese Umlaufmittel werden alle sechs Monate unter Berücksichtigung des Restbetrags der verfügbaren Haushaltsmittel und des Verwendungssatzes neu bewertet, der dem Verhältnis zwischen dem Gesamtbetrag der tatsächlich von jedem Netzbetreiber gezahlten Prämien und der Gesamtsumme der von allen Netzbetreibern gezahlten Prämien entspricht; diese neu bewerteten Umlaufmittel können nie weniger als 30% der anfänglichen Umlaufmittel betragen.

Für den Betreiber des Gasversorgungsnetzes wird dieser Betrag folgendermaßen bestimmt:

30% der jährlichen Haushaltsmittel, die für die Gewährung der von den Betreibern von Gasnetzen im von der Wallonischen Regierung genehmigten Aktionsplan 2008-2009 verwalteten Prämien verwendet werden, multipliziert mit dem Verhältnis zwischen der Anzahl der Anschlusspunkte dieses Netzbetreibers und der Gesamtzahl der Anschlusspunkte aller Betreiber von Gasversorgungsnetzen in der Wallonischen Region. Diese Umlaufmittel werden alle sechs Monate unter Berücksichtigung des Restbetrags der verfügbaren Haushaltsmittel und des Verwendungssatzes neu bewertet, der dem Verhältnis zwischen dem Gesamtbetrag der tatsächlich von jedem Netzbetreiber gezahlten Prämien und der Gesamtsumme der von allen Netzbetreibern gezahlten Prämien entspricht; diese neu bewerteten Umlaufmittel können nie weniger als 30% der anfänglichen Umlaufmittel betragen.

Jeder Netzbetreiber muss der Verwaltung spätestens am 10. eines jeden Monats eine elektronische Datei mit Bitte um Empfangsbestätigung per E-Mail übermitteln. Diese Datei enthält die je nach Maßnahme sortierte Liste der im vorigen Monat ausgezahlten Prämien sowie deren detaillierten Angaben.

§ 2 - Alle sechs Monate schickt der Netzbetreiber der Verwaltung eine Forderungsanmeldung in drei Ausfertigungen zu, der eine Auflistung der Ausgaben sowie der Belege in Bezug auf die tatsächlich ausgezahlten Prämien beigelegt wird.



Bei Empfang der Auflistung der Ausgaben überprüft die Verwaltung diese und die sie begleitenden Belegen. Nachdem sie den Betrag der zulässigen Ausgaben bestimmt und den Betrag der Umlaufmittel neu bewertet hat, legt die Verwaltung die Differenz zwischen diesen beiden Beträgen zur Auszahlung fest oder fordert deren Rückzahlung an.

§ 3 - Der Netzbetreiber schreibt auf seiner Forderungsanmeldung die Nummer des Bankkontos, dessen Inhaber er ist, und schreibt den Satz "Betrag für richtig und wahrhaftig bescheinigt" darauf.

#### KAPITEL III — Für die in den Artikeln 80 und 82 erwähnten Prämien spezifische Bestimmung

**Art. 94** - Auf Anfrage der unabhängigen Labors, die für die im Rahmen der aufgrund der Artikel 80 und 82 des vorliegenden Erlasses an Ort und Stelle vorgenommenen Messungen und/oder Kontrollen zugelassen sind, wird eine Auftragsvereinbarung zwischen der vom mit der Energie beauftragten Minister vertretenen Wallonischen Region und diesen Labors abgeschlossen werden.

#### KAPITEL IV — Gültigkeit der Prämien

**Art. 95** - Die Prämien werden für jede zwischen dem 1. Januar 2008 und dem 31. Dezember 2009 getätigte zulässige Investition gewährt. Das für die Einhaltung dieses Kriteriums berücksichtigte Datum ist unter den Titeln II bis V bei den Verfahren zur Einreichung des Antrags bezüglich jeder Prämie angegeben.

**Art. 96** - Falls die Mittel zu schnell verbraucht werden und kurz bevor sie ausgeschöpft sind, veröffentlicht die Verwaltung eine Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt*, auf der Energie-Webseite der Wallonischen Region sowie in den das Gebiet der Wallonischen Region, einschließlich der Deutschsprachigen Gemeinschaft, abdeckenden Medien. In dieser Bekanntmachung wird der Zeitraum angegeben, innerhalb dessen die Prämien gemäß den Verfahren zur Einreichung des Antrags, die in jedem der Titel II bis V bestimmt werden, zulässig bleiben. Dieser Zeitraum darf nicht kürzer als zwei Wochen ab der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* sein.

#### TITEL VII — Einsprüche

**Art. 97** - Innerhalb der Verwaltung wird eine unabhängige Zelle eingerichtet, die für die Behandlung der zu überprüfenden Anträge zuständig ist; weiter unten wird sie "Streitsachenzelle" genannt.

**Art. 98** - Unbeschadet des Rechts, direkt vor Gericht zu gehen, kann der Antragsteller, dessen Antrag abgelehnt worden ist, einen Antrag auf Überprüfung des Ablehnungsbeschlusses einreichen. Dieser Antrag wird dem Generaldirektor der Verwaltung per begründete Post innerhalb einer Frist von höchstens neunzig Tagen ab der Zustellung des Ablehnungsbeschlusses zugeschickt.

**Art. 99** - § 1 - Die Streitsachenzelle bestätigt den Empfang des Antrags auf Überprüfung und fordert den Antragsteller an, innerhalb von siebenzig Tagen alle Dokumente und Belege, die sie als für die Überprüfung der Akte notwendig betrachtet, zu übermitteln. Werden die angeforderten Elemente binnen dieser Frist nicht übermittelt, so wird der anfängliche Ablehnungsbeschluss bestätigt.

§ 2 - Die Streitsachenzelle stellt dem Antragsteller ihren Beschluss binnen einer Frist von sechzig Tagen zu, die ab dem auf den Eingang aller angeforderten Elemente folgenden Tag läuft.

§ 3 - Ist der Antrag auf Überprüfung als begründet betrachtet worden, so wird der Betrag der Prämie gemäß den Bestimmungen von Artikel 91 zur Auszahlung festgelegt.

#### TITEL VII — Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 100** - Der Ministerialerlass vom 11. April 2005 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung wird mit Wirkung zum 31. Dezember 2007 aufgehoben, dies unter Vorbehalt des Folgenden:

— alle mit den Bestimmungen des Titels II des besagten Erlasses übereinstimmenden Anträge auf Prämien können bis zum 31. März 2008 eingereicht werden, wenn der Ausgangspunkt der in Artikel 37 § 1 des besagten Erlasses bestimmten Frist zur Einreichung des Antrags vor dem 1. Januar 2008 liegt;

— alle mit den Bestimmungen des Titels III des besagten Erlasses übereinstimmenden Anträge auf Prämien können bis zum 30. Juni 2008 eingereicht werden, wenn der Ausgangspunkt der in Artikel 37 § 1 des besagten Erlasses bestimmten Frist zur Einreichung des Antrags vor dem 1. Januar 2008 liegt;

— die in den Absätzen 2 und 3 erwähnten Anträge auf Prämien werden von der Verwaltung oder vom Netzbetreiber gemäß den Bestimmungen von Artikel 37 §§ 2 und 3 des besagten Erlasses in Empfang genommen und behandelt;

Für die Anwendung der Artikel 20, 23, 24, 54, 56 und 57 gelten die Wärmepumpen als mit der Anlage übereinstimmend, wenn diese den Kriterien der Anlage I zum vorerwähnten Erlass genügen, dies insofern der gemäß Artikel 37 des besagten Erlasses bestimmte Ausgangspunkt der Frist zur Einreichung des Antrags auf Prämie nach dem 31. Dezember 2007 und vor dem 1. Juni 2008 liegt.

**Art. 101** - Mit Ausnahme des Artikels 100, der am 31. Dezember 2007 wirksam wird, tritt der vorliegende Erlass am 1. Januar 2008 in Kraft.

Namur, den 20. Dezember 2007

## Anlage

## 1. WÄRMEPUMPEN ZUR HEIZUNG EINER WOHNUNG.

Die umkehrbaren Wärmepumpen, die das Kühlen der Gebäude ermöglichen, sind nicht prämienerberechtigt.

## 1.a. Energiegewinnung.

• **Im Wasser:**

Die Gewinnung kann entweder im Oberflächenwasser (Flüsse, Weiher, Seen,...) oder in tiefen Gewässern (Grundwasservorkommen, Brunnen,...), auf "statische" oder "dynamische" Art erfolgen.

Dem Antrag auf Prämie wird man das Berechnungsblatt für das gesamte System zur Entnahme von Energie beifügen:

- Im Falle einer "dynamischen" Gewinnung (durch Pumpen) enthält dies u.a. die Dimensionierung der etwaigen zwischenliegenden Wärmetauscher, die Abflussmengen von Flüssigkeiten, die Delta-Werte der Temperatur, die Leistung der Hilfsaggregate ...
- Im Falle einer "statischen" Gewinnung (mittels eines versenkten Wärmetauschers) enthält dies u.a. die Dimensionierung des Wärmetauschers, des etwaigen künstlichen Beckens oder der natürlichen Quelle,...

Wenn die Betreibung dieser Ressource der Gewährung einer Umweltgenehmigung unterliegt, muss der Beweis für die Annahme dieser Genehmigung dem Antrag auf Prämie beigefügt werden.

• **Im Boden:**

Die Energiegewinnung wird man entweder mittels eines horizontal eingegrabenen Verdampfers oder mittels eines horizontal oder vertikal im Boden eingegrabenen Wärmetauschers mit Glycol-Wasser vornehmen können.

Dem Antrag auf Prämie wird man das Berechnungsblatt für das System zur Entnahme von Energie beifügen:

- Im Falle der Verwendung einer Zwischenflüssigkeit wie z.B. Glykol-Wasser handelt es sich entweder um die Dimensionierung des horizontal gelegten Wärmetauschers oder um die vertikale(n) Sonde(n). In der Note müssen die Abflussmenge der sekundären Flüssigkeit und die Leistung des Hilfsaggregats stehen.
- Im Falle eines horizontalen Verdampfers handelt es sich um dessen Dimensionierung.

Im Falle einer Gewinnung mittels einer vertikalen Sonde muss dem Formular für den Antrag auf Prämie ein von der bzw. durch die Bohrfirma erstellter Bericht über die geologische Analyse beigefügt werden.

• **In der Luft:**

Die Energie kann aus der Luft statisch bzw. dynamisch gewonnen werden.

Die Wärmepumpen, die die Luft als Energiequelle benutzen, können eventuell mit einem elektrischen Zusatz-Tauchsieder auf der Seite der Wärmeableitung ausgerüstet werden. Dieser muss nach dem Kondensator installiert werden.

Im Falle einer statischen Gewinnung wird man die Wärmepumpe nicht mit einer Enteisungsvorrichtung ausrüsten müssen; der externe Wärmetauscher wird jedoch zwischen Osten und Westen auf der südlichen Seite orientiert sein, dies ohne Behinderung der Sonneneinstrahlung oder der natürlich Luftzirkulation.

Auch in diesem Fall wird man dem Antrag auf Prämie das Berechnungsblatt für das System der Dimensionierung des Systems zur Entnahme von Energie beifügen. Wird eine sekundäre Flüssigkeit verwendet, so sind die Abflussmenge und die Leistung des Hilfsaggregats anzugeben.

## 1.b. Ableitung von Energie.

• **Ableitung in die Umgebungsluft:**

Die Wärmepumpen, die Wärmeenergie in die Umgebungsluft ableiten, sind nicht prämienerberechtigt.

• **Ableitung mittels einer Wärmeträgerflüssigkeit oder des Wassers:**

Die Räumlichkeiten können auf keinen Fall mittels Heizkörper oder Konvektoren geheizt werden. Nur die Boden- bzw. Wandheizung und die Benutzung von Niedertemperatur-Warmwasser-Fan-Coil-Geräten für die Räume, die keine Wohnräume sind, sind erlaubt.

Eine elektrische Zusatzheizung ist nur in den Badezimmern und Duschen erlaubt.

## 1.c. Mindestleistungen.

Um prämienerberechtigt zu sein, muss die zum Heizen der Wohnung verwendete Wärmepumpe einem Mindestleistungskoeffizienten in Nennzyklus genügen, der je nach der eingesetzten Technologie variiert.

Die Leistungskoeffizienten der direkt durch die Norm NBN 14511:2004 betroffenen Systeme werden gemäß den Spezifikationen Letzterer bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der kalten Quelle am Eingang des Verdampfers	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Dynamische Luft	Wasser	Trockene T°: 2°C Feuchte T°: 1°C	35°C	3.1
Grundwasser oder Oberflächenwasser	Wasser	10°C(*)	35°C	5.1
Geothermischer Wärmetauscher mit Glykol-Wasser (horizontal oder vertikal)	Wasser	0°C (*)	35°C	4.3

(\*) Wenn ein Nebenkreislauf verwendet wird (zwischenliegender Wärmetauscher und Glykol-Wasser), handelt es sich um die Temperatur dieser Zwischenflüssigkeit am Eingang des Verdampfers.

Die Leistungskoeffizienten der Systeme, die nicht durch die Norm NBN 14511:2004 betroffen sind, werden gemäß der in dieser vorgeschlagenen Methodologie unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der in Kontakt mit dem Verdampfer stehenden Luft	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Statische Luft	Wasser	Trockene T°: 2°C Feuchte T°: 1°C	35°C	3.1

  

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der Flüssigkeit bei der Verdampfung	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Gaswärmetauscher (horizontal)	Wasser	- 7°C	35°C	4
	Gas	- 7°C	35°C	4

#### 1.d. Zusätzliche Bestimmung

Man wird die Anlage mit einem zusätzlichen Stromzähler versehen, der das Messen des für die Verwendung der Wärmepumpe verbrauchten Stroms ermöglichen wird.

#### 2. WÄRMEPUMPE FÜR DIE BRAUCHWASSERBEREITUNG (WP/BWB).

##### 2.a. Energiegewinnung.

###### • Im Wasser:

Die Gewinnung kann entweder im Oberflächenwasser (Flüsse, Weiher, Seen,...) oder in tiefen Gewässern (Grundwasservorkommen, Brunnen, ...), auf "statische" oder "dynamische" Art erfolgen.

Dem Antrag auf Prämie wird man das Berechnungsblatt für das gesamte System zur Entnahme von Energie beifügen:

- Im Falle einer "dynamischen" Gewinnung (durch Pumpen) enthält dies u.a. die Dimensionierung der etwaigen zwischenliegenden Wärmetauscher, die Abflussmengen von Flüssigkeiten, die Delta-Werte der Temperatur, die Leistung der Hilfsaggregate,...
- Im Falle einer "statischen" Gewinnung (mittels eines versenkten Wärmetauschers) enthält dies u.a. die Dimensionierung des Wärmetauschers, des etwaigen künstlichen Beckens oder der natürlichen Quelle,...

Wenn die Betreibung dieser Ressource der Gewährung einer Umweltgenehmigung unterliegt, muss der Beweis für die Annahme dieser Genehmigung dem Antrag auf Prämie beigefügt werden.

###### • Im Boden:

Die Energiegewinnung wird man entweder mittels eines horizontal eingegrabenen Verdampfers oder mittels eines horizontal oder vertikal im Boden eingegrabenen Wärmetauschers mit Glycol-Wasser vornehmen können.

Dem Antrag auf Prämie wird man das Berechnungsblatt für das System zur Entnahme von Energie beifügen:

- Im Falle der Verwendung einer Zwischenflüssigkeit wie z.B. Glykol-Wasser handelt es sich entweder um die Dimensionierung des horizontal gelegten Wärmetauschers oder um die vertikale(n) Sond(n). In der Note müssen die Abflussmenge der sekundären Flüssigkeit und die Leistung des Hilfsaggregat stehen.
- Im Falle eines horizontalen Verdampfers handelt es sich um dessen Dimensionierung.

Im Falle einer Gewinnung mittels einer vertikalen Sonde muss dem Formular für den Antrag auf Prämie ein von der bzw. durch die Bohrfirma erstellter Bericht über die geologische Analyse beigefügt werden.

###### • In der Luft:

Die Energie kann aus der Luft statisch bzw. dynamisch gewonnen werden.

Die Wärmepumpen, die die Luft als Energiequelle benutzen, können eventuell mit einem elektrischen Zusatz-Tauchsieder auf der Seite der Wärmeableitung ausgerüstet werden. Dieser muss unterhalb des Kondensators installiert werden.

Im Falle einer statischen Gewinnung wird man die Wärmepumpe nicht mit einer Enteisungsvorrichtung ausrüsten müssen; der externe Wärmetauscher wird jedoch zwischen Osten und Westen auf der südlichen Seite orientiert sein, dies ohne Behinderung der Sonneneinstrahlung oder der natürlich Luftzirkulation.

Auch in diesem Fall wird man dem Antrag auf Prämie das Berechnungsblatt für das System der Dimensionierung des Systems zur Entnahme von Energie beifügen. Wird eine sekundäre Flüssigkeit verwendet, so sind die Abflussmenge und die Leistung des Hilfsaggregats anzugeben.

**2.b. Ableitung von Energie**

Der Warmwasserspeicher wird eine Speicherkapazität von mindestens 150 l aufweisen. Der Wasserspeicher wird senkrecht aufgestellt und das Verhältnis Höhe/Durchmesser beträgt mindestens 2, um eine korrekte Wasserschichtung zu ermöglichen.

Das System wird die periodische Behandlung gegen die Legionärskrankheit ermöglichen und wird mit dem üblichen Sicherheitsaggregat versehen sein.

**2.c. Mindestleistungen.**

Um prämienberechtigt zu sein, muss die zum Heizen des Brauchwarmwassers verwendete Wärmepumpe einem Mindestleistungskoeffizienten in Nennzyklus genügen, der je nach der eingesetzte Technologie variiert.

Die Leistungskoeffizienten der direkt durch die Norm NBN 14511:2004 betroffenen Systeme werden gemäß der Spezifikationen Letzterer bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der kalten Quelle am Eingang des Verdampfers	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Dynamische Luft	Wasser	Trockene T°: 2°C Feuchte T°: 1°C	45°C	2.6
Grundwasser oder Oberflächenwasser	Wasser	10°C (*)	45°C	4.2
Wärmetauscher mit Glykol-Wasser (horizontal oder vertikal)	Wasser	0°C (*)	45°C	3.5

(\*) Wenn ein Nebenkreislauf verwendet wird (zwischenliegender Wärmetauscher und Glykol-Wasser), handelt es sich um die Temperatur dieser Zwischenflüssigkeit am Eingang des Verdampfers.

Die Leistungskoeffizienten der Systeme, die nicht durch die Norm NBN 14511:2004 betroffen sind, werden gemäß der in dieser vorgeschlagenen Methodologie unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der in Kontakt mit dem Verdampfer stehenden Luft	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Statische Luft	Wasser	Trockene T°: 2°C Feuchte T°: 1°C	45°C	2.6

  

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der Flüssigkeit bei der Verdampfung	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Gazwärmetauscher (Horizontal)	Wasser	- 7°C	45°C	3
	Gas	- 7°C	45°C	3

**2.d. Zusätzliche Bestimmung.**

Man wird die Anlage mit einem zusätzlichen Stromzähler versehen, der das Messen des für die Verwendung der Wärmepumpe verbrauchten Stroms ermöglichen wird.

**3. KOMBINIERTE WÄRMEPUMPEN ZUM HEIZEN EINER WOHNUNG-DES BRAUCHWARMWASSERS.**

Die kombinierte Wärmepumpe muss den Kriterien für das Heizen der Wohnung (s. oben, Punkt 1) und denjenigen für das Heizen des Brauchwarmwassers (s. oben, Punkt 2) gleichzeitig bzw. abwechselnd genügen.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 20. Dezember 2007 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2007

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2008 — 469

[2008/200428]

**20 DECEMBER 2007. — Ministerieel besluit betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik**

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op artikel 37;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 25*bis*, tweede lid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, inzonderheid op artikel 29*bis*, tweede lid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 18 oktober 2007 tot goedkeuring van het actieprogramma betreffende het Energiefonds voor 2008 en 2009;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 april 2005 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 30 mei 2006, 29 december 2006, 24 januari 2007 en 6 juli 2007;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 oktober 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 oktober 2007;

Gelet op het advies 43.819/4 van de Raad van State, gegeven op 10 december 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

**TITEL I. — Algemeen****Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> "gebouw": elk gebouw gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest, met uitzondering van mobiele installaties, dat het voorwerp is van investeringen of prestaties met het oog op rationeel energieverbruik;

2<sup>o</sup> "woning": elk gebouw bestemd voor bewoning door één of meer gezinnen; het gebouw bestemd voor gemengd gebruik als het voor woning bestemde gedeelte 40 % van de totaaloppervlakte overschrijdt;

3<sup>o</sup> "wooneenheid": gedeelte van een woning, zoals een appartement, waarvan de lokalen bestemd zijn voor exclusief gebruik door één enkel gezin;

4<sup>o</sup> "ééngezinswoning": woning waarvan de lokalen bestemd zijn om door één enkel gezin gebruikt te worden, met uitsluiting van de collectieve woningen en de appartementen, alsook elk type opeenstapeling van lokalen die deel uitmaken van verschillende woningen;

5<sup>o</sup> "renovatie": werken uitgevoerd in een gebouw waarvan het dossier betreffende de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag vóór 1 december 1996 bij de gemeente is ingediend;

6<sup>o</sup> "coëfficiënt van warmtegeleidingsvermogen" van het isolatiemateriaal,  $\lambda$ : coëfficiënt bepaald volgens de norm NBN B 62-002 en de desbetreffende addenda;

7<sup>o</sup> "warmteweerstandcoëfficiënt, R": coëfficiënt verkregen door de dikte van het isolatiemateriaal,  $d$  (m), te delen door het warmtegeleidingsvermogen van de bouwstof,  $\lambda$  (W/mK);

8<sup>o</sup> "peil van de globale thermische isolatie K": het peil K wordt berekend volgens de normen van kracht zes maanden vóór de indiening van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag; bij gebrek aan bestaande norm op die datum wordt het peil K berekend volgens de normen van kracht zes maanden vóór de datum van de factuur;

9<sup>o</sup> "administratie": het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest;

10<sup>o</sup> "netbeheerder": de beheerder van het gas- of elektriciteitsdistributienet op het grondgebied waarvan de investering wordt verricht;

11<sup>o</sup> "programma AMURE": programma ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector;

12<sup>o</sup> "programma UREBA": programma ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen;

13<sup>o</sup> "programme MEBAR": programma ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 waarbij toelagen worden verleend aan gezinnen met een bescheiden inkomen ter bevordering van rationeel en efficiënt energiegebruik;

14<sup>o</sup> "expansiedecreten": het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen en het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

15<sup>o</sup> "geregistreerde aannemer; aannemer geregistreerd bij de Federale Overheidsdienst Financiën, overeenkomstig het koninklijk besluit van 26 december 1998 tot uitvoering van de artikelen 400, 401, 403, 404 en 406 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en artikel 30*bis* van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

**Art. 2.** De rechtspersonen die in aanmerking komen voor het programma UREBA kunnen niet in aanmerking komen voor de bepalingen van dit besluit, met uitzondering van de premie bedoeld in artikel 31, § 3.

Voor dezelfde werken en investeringen mogen de krachtens dit besluit toegekende premies niet gecumuleerd worden met de subsidies toegekend in het kader van de programma's AMURE, MEBAR en van de expansiedecreten.

De factuurbedragen bedoeld in dit besluit worden exclusief BTW verstaan als de aanvrager aan de BTW onderworpen is, en inclusief BTW als hij niet aan de BTW onderworpen is.

Behoudens andersluidende bepaling, worden alle prestaties en werken bedoeld in dit besluit verricht overeenkomstig het koninklijk besluit van 29 januari 2007 betreffende de beroepsbekwaamheid voor de uitoefening van zelfstandige activiteiten van het bouwvak en van de elektrotechniek, alsook van de algemene aanneming.

**Art. 3.** Opdat de administratie kan nagaan of voldaan wordt aan de naleving van de minimiregels bedoeld in artikel 2 van Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag op de minimisteun, geeft de aanvrager de administratie kennis van elke overheidstegemoetkoming ontvangen in de loop van de drie jaren vóór de indiening van een premieaanvraag overeenkomstig dit besluit.

**TITEL II. — Premies bestemd voor elke natuurlijke of rechtspersoon,  
met uitsluiting van de openbare huisvestingsmaatschappijen**

**HOOFDSTUK I. — Algemeen**

**Art. 4.** In de zin van deze titel wordt, met uitsluiting van de openbare huisvestingsmaatschappijen bedoeld in artikel 43, onder aanvrager verstaan : elke natuurlijke of rechtspersoon, opdrachtgever van de energiebesparende investeringen of prestaties die overeenkomstig deze titel in aanmerking komen.

Binnen de grenzen van de budgettaire kredieten kan de aanvrager een premie verkrijgen waarvan het bedrag en de toekenningsvoorwaarden vastgelegd worden als volgt.

**HOOFDSTUK II. — Isolatiwerken**

*Afdeling 1. — Gebouwenrenovatie*

**Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investeringen**

**Art. 5.** § 1. In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie van 8 euro per m<sup>2</sup> geïsoleerde oppervlakte toegekend voor de thermische isolatie van het dak of van de zolder uitgevoerd door een geregistreerde aannemer d.m.v. een isolatiemateriaal waarvan de warmteweerstandcoëfficiënt, R, gelijk is aan 3 m<sup>2</sup>K/W of meer.

Als de aanvrager de werken zelf uitvoert, wordt de premie beperkt tot 4 euro per m<sup>2</sup> geïsoleerde oppervlakte.

Het maximumbedrag van de premie mag niet hoger zijn dan 10.000 euro per gebouw en per jaar.

§ 2. Het isolatiemateriaal kan in verschillende lagen aangebracht worden. In dat geval is de som van de warmteweerstand van de verschillende lagen groter dan of gelijk aan de coëfficiënt bedoeld in § 1.

**Art. 6.** § 1. In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie van 25 euro per m<sup>2</sup> geïsoleerde oppervlakte toegekend voor de thermische isolatie van de muren in contact met de externe omgeving of met een niet verwarmde of niet vorstvrije ruimte, als ze door een geregistreerde aannemer uitgevoerd wordt d.m.v. een isolatiemateriaal waarmee een globale thermische transmissiecoëfficiënt van de wand, U<sub>max</sub>, bereikt kan worden die lager is dan 0,6 W/m<sup>2</sup>K.

Het maximumbedrag van de premie mag niet hoger zijn dan 10.000 euro per gebouw en per jaar.

§ 2. De premie wordt pas na de uitvoering van een energieaudit toegekend, overeenkomstig de procedure vermeld in artikel 31. De energieaudit bevestigt de relevantie van de isolatie van de muren en vermeldt desgevallend de waarde van de warmteweerstandcoëfficiënt R van de aan te brengen bouwstof zodat de wand kan voldoen aan de globale thermische transmissiecoëfficiënt, U<sub>max</sub>, bedoeld in § 1. Deze coëfficiënt R is hoger dan of gelijk aan 1 m<sup>2</sup>K/W.

Voor de toekenning van de premie bedoeld in § 1 wordt elke audit die uitgevoerd wordt overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 2, § 5, 15, § 5, en 16, § 5, van het ministerieel besluit van 11 april 2005 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik conform geacht, voor zover de datum van de factuur of ereloonnota betreffende die audit van vóór 1 januari 2008 dateert.

**Art. 7.** § 1. In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie van 25 euro per m<sup>2</sup> geïsoleerde oppervlakte toegekend voor de thermische isolatie van de vloeren uitgevoerd door een geregistreerde aannemer d.m.v. een isolatiemateriaal waarmee een globale thermische transmissiecoëfficiënt van de vloer, U, bereikt kan worden die lager is dan 0,6 W/m<sup>2</sup>K.

Het maximumbedrag van de premie mag niet hoger zijn dan 10.000 euro per gebouw en per jaar.

§ 2. De premie wordt pas na de uitvoering van een energieaudit toegekend, overeenkomstig de procedure vermeld in artikel 31. De energieaudit bevestigt de relevantie van de isolatie van de vloeren en vermeldt desgevallend de waarde van de warmteweerstandcoëfficiënt R van de aan te brengen bouwstof zodat de wand kan voldoen aan de globale thermische transmissiecoëfficiënt, U<sub>max</sub>, bedoeld in § 1. Deze coëfficiënt R is hoger dan of gelijk aan 1 m<sup>2</sup>K/W.

Voor de toekenning van de premie bedoeld in § 1 wordt elke audit die uitgevoerd wordt overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 2, § 5, 15, § 5, en 16, § 5, van het ministerieel besluit van 11 april 2005 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik conform geacht, voor zover de datum van de factuur of ereloonnota betreffende die audit van vóór 1 januari 2008 dateert.

**Art. 8.** In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie van 40 euro per m<sup>2</sup> ruitoppervlakte met een hoog rendement toegekend indien de ruiten door een geregistreerde aannemer geplaatst worden ter vervanging van de bestaande enkele ruiten. Zodoende moet een globale transmissiecoëfficiënt U van 2,0 W/m<sup>2</sup>K of minder bereikt kunnen worden voor ramen (namelijk het geheel raamlijsten, ruiten en inleg), berekend volgens de norm NBN B 62-002 en de desbetreffende addenda.

Als ook de raamlijst vervangen wordt, wordt de premie berekend op basis van de buitenafmetingen ervan.

Het maximumbedrag van de premie mag niet hoger zijn dan 10.000 euro per gebouw en per jaar.

**Onderafdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag**

**Art. 9.** Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 5 tot 8, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de factuurdatum.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur voor de materialen en de verrichte prestaties;

3° als eerst een energieaudit uitgevoerd moet worden : een berekeningsnota waaruit blijkt dat de voor bedoelde wanden voorgeschreven globale warmtetransmissiecoëfficiënt haalbaar is met het gebruikte isolatiemateriaal, alsook een afschrift van de vooraf uitgevoerde energieaudit.

## Afdeling 2. — Bouw van een ééngezinswoning

## Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investeringen

**Art. 10.** § 1. Er wordt een premie van 1.500 euro toegekend voor de bouw van een ééngezinswoning waarvoor het attest "Construire avec l'énergie" is afgegeven of die voldoet aan de volgende criteria :

1° het globale thermische isolatieniveau K van de ééngezinswoning is gelijk aan 45 of minder;

2° de ééngezinswoning is niet uitgerust met een elektrisch verwarmingssysteem, behalve voor de exclusieve verwarming van de badkamers of douches. De niet-reversibele warmtepompen of de warmtepompen geïntegreerd in een nieuwe woning waarvoor het attest "Construire avec l'énergie" is afgegeven worden niet als elektrische verwarming beschouwd;

3° de ventilatie van de ééngezinswoning voldoet aan de geldende regelgeving.

§ 2. Het bedrag van de premie bedoeld in § 1 wordt met 100 euro verhoogd per eenheid K onder het niveau K 45. Het maximumbedrag van de premie mag niet hoger zijn dan 2.500 euro per gebouw.

**Art. 11.** Er wordt een premie van 6.500 euro toegekend voor de bouw van een ééngezinswoning die voldoet aan de criteria "maison passive" als :

1° de luchtdoorlatendheid van het gebouw getest wordt d.m.v. de techniek van de luchtdrukregeling per ventilator en het luchtverversingspercentage gelijk moet zijn aan  $n50 < 0,6 \text{ h}^{-1}$  overeenkomstig de norm NBN EN 13829;

2° de ééngezinswoning is uitgerust met een ventilatie van het type "système de ventilation mécanique contrôlée D" met warmte terugwinning d.m.v. een warmte uitwisselaar tegen de stroom in, die voldoet aan de volgende criteria :

a) het geheel van het geïnstalleerde ventilatiesysteem voldoet aan de vereisten van de norm NBN D 50 001;

b) de warmte uitwisselaar heeft een minimumrendement van 85 % volgens de norm NBN EN 308;

c) de installateur meet ter plaatse de debieten bij de uit- en ingang van de verschillende ventilatieopeningen om de installatie bij te stellen zoals het past;

d) de jaarlijkse verwarmings- en koelingsvraag is kleiner dan  $15 \text{ kWu/m}^2$  per jaar, berekend volgens de procedure PHPP (Passivhaus Projektierungs Paket) van kracht zes maanden vóór de indiening van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag.

Deze premie mag niet gecumuleerd worden met de premies bedoeld in de artikelen 10 en 34 van dit besluit.

## Onderafdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag

**Art. 12.** Wat betreft de premie bedoeld in artikel 10, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat hetzij op de datum van de voorlopige oplevering van de ééngezinswoning, hetzij op de datum van de afgifte van het attest "Construire avec l'énergie" indien de aanvrager zich tot deze actie heeft verbonden.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° hetzij, indien de aanvrager zich tot de actie "Construire avec l'énergie" verbonden heeft, het attest opgemaakt door het Waalse Gewest in het kader van die actie;

3° hetzij, indien de aanvrager niet beschikt over het attest "Construire avec l'énergie" afgegeven door het Waalse Gewest, een attest opgemaakt door de architect, met de datum van de voorlopige oplevering van de ééngezinswoning, alsook de waarde van het globale thermische isolatieniveau K, waarbij de volgende stukken gevoegd worden :

a) het formulier voor de berekening van de aangegeven coëfficiënt K;

b) een document waarin de wanden van de ééngezinswoning beschreven worden;

c) een nota van de architect waarin het geïnstalleerde ventilatiesysteem beschreven wordt;

d) een afschrift van de plannen en dwarsdoorsneden van de ééngezinswoning.

**Art. 13.** Wat betreft de premie bedoeld in artikel 11, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat hetzij op de datum van de voorlopige oplevering van de ééngezinswoning, hetzij op de datum van de afgifte van het attest "Construire avec l'énergie" indien de aanvrager zich tot deze actie heeft verbonden, hetzij, indien de aanvrager beschikt over het certificaat "déclaration de qualité de maison passive" afgegeven overeenkomstig artikel 3 van de wet van 27 april 2007 tot invoering van een belastingvermindering voor passiefhuizen, op de datum van afgifte van dat certificaat.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° een verslag over de door de ventilatiesysteeminstallateur in situ uitgevoerde metingen van de debieten bij de in- en uitgang van de verschillende ventilatieopeningen, met melding van het systeem waarmee de debieten zijn gemeten;

3° hetzij, indien de aanvrager niet beschikt over het certificaat "déclaration de qualité de maison passive" bedoeld in het eerste lid :

a) het verslag betreffende de test van de luchtdoorlatendheid van de woning uitgevoerd overeenkomstig de norm NBN EN 13829, met name de test "blowerdoor";

b) het document opgemaakt volgens de methode PHPP (Passivhaus Projektierungs Paket), met opgave van de gegevens voor de berekening en de resultaten ervan betreffende de jaarlijkse verwarmings- en koelingsvraag van de ééngezinswoning;

2° hetzij, indien de aanvrager zich tot de actie "Construire avec l'énergie" verbonden heeft, het attest opgemaakt door het Waalse Gewest in het kader van die actie;

d) hetzij, indien de aanvrager niet beschikt over het attest "Construire avec l'énergie" afgegeven door het Waalse Gewest, een afschrift van de plannen van alle niveaus en van de dwarsdoorsneden van de ééngezinswoning;

4° hetzij, indien de aanvrager beschikt over het certificaat "déclaration de qualité de maison passive" bedoeld in het eerste lid, dat certificaat.

Al deze gegevens worden opgemaakt overeenkomstig de normen en methodes vermeld in artikel 11 die zes maanden vóór de indiening van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag van kracht zijn.

HOOFDSTUK III. — *Verwarmingsinstallaties**Afdeling 1. — Investerings in alle gebouwen*

**Art. 14.** De toestellen bedoeld in dit hoofdstuk zijn bestemd voor de verwarming van de gebouwen waarin ze geïnstalleerd worden.

## Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investeringen

**Art. 15.** § 1. Er wordt een premie van 300 euro toegekend voor de installatie van een aardgasverwarmingssketel, enkele of dubbele dienst, laagtemperatuur met de label CE, overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 maart 1997 betreffende de rendementseisen voor nieuwe olie- en gasgestookte centrale-verwarmingssketels of het koninklijk besluit van 11 maart 1988 betreffende de vereisten inzake rationeel energieverbruik die van toepassing zijn op de warmtegeneratoren, of voor de installatie van een dichte luchtgenerator op aardgas voorzien van het merkteken CE Belgique, categorieën I2E+, I2E(S)B of I2E(R)B.

De verwarmingssketel voldoet aan het koninklijk besluit van 8 januari 2004 tot regeling van de stikstofoxides (NO<sub>x</sub>) en koolmonoxide (CO)-emissieniveaus voor de olie- en gasgestookte centrale verwarmingssketels en branders met een nominaal thermisch vermogen gelijk aan 400 kW of minder.

§ 2. De installaties bedoeld in § 1 worden door een geregistreerde aannemer uitgevoerd. Indien deze aannemer niet over de aardgasvergunning beschikt, worden de installaties in ontvangst genomen en gecontroleerd door een instelling die geaccrediteerd is voor de controle op de binneninstallaties op aardgas.

§ 3. In afwijking van paragraaf 2 kunnen de installaties bedoeld in § 1 door de aanvrager overeenkomstig de regels van de kunst uitgevoerd worden als het gaat om industriële installaties die aardgas gebruiken.

**Art. 16.** § 1. Er wordt een premie van 600 euro toegekend voor de installatie van een aardgasverwarmingssketel, enkele of dubbele dienst, laagtemperatuur met de label CE, overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 maart 1997 betreffende de rendementseisen voor nieuwe olie- en gasgestookte centrale-verwarmingssketels of het koninklijk besluit van 11 maart 1988 betreffende de vereisten inzake rationeel energieverbruik die van toepassing zijn op de warmtegeneratoren, of voor de installatie van een condensatieluchtgenerator voorzien van het merkteken CE Belgique, categorieën I2E+, I2E(S)B of I2E(R)B.

De verwarmingssketel voldoet aan het koninklijk besluit van 8 januari 2004 tot regeling van de stikstofoxides (NO<sub>x</sub>) en koolmonoxide (CO)-emissieniveaus voor de olie- en gasgestookte centrale verwarmingssketels en branders met een nominaal thermisch vermogen gelijk aan 400 kW of minder.

§ 2. Het bedrag van de premie bedoeld in § 1 wordt verhoogd en berekend als volgt :

1° als het vermogen gelijk is aan 150 kW of minder, wordt het bedrag verhoogd met 25 euro per kW boven 50 kW;

2° als het vermogen hoger is dan 150 kW en gelijk aan 500 kW of minder, bedraagt de premie 3.100 euro, verhoogd met 12 euro per kW boven 150 kW;

2° als het vermogen hoger is dan 500 kW, bedraagt de premie 7.300 euro, verhoogd met 6 euro per kW boven 500 Kw.

Het premiebedrag mag niet hoger zijn dan 12.500 euro per installatie.

§ 3. De installaties bedoeld in § 1 worden door een geregistreerde aannemer uitgevoerd. Indien deze aannemer niet over de aardgasvergunning beschikt, worden de installaties in ontvangst genomen en gecontroleerd door een instelling die geaccrediteerd is voor de controle op de binneninstallaties op aardgas.

§ 4. In afwijking van § 3 kunnen de installaties bedoeld in § 1 door de aanvrager overeenkomstig de regels van de kunst uitgevoerd worden als het gaat om industriële installaties die aardgas gebruiken.

**Art. 17.** § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van een biomassaverwarmingssketel die uitsluitend automatisch bevoorradt wordt en die voldoet aan de norm NBN EN 303-5, waarvan het volgens deze norm berekende rendement hoger is dan 80 %. In het geval van een verwarmingssketel voor twee brandstoffen wordt enkel aardgas toegelaten.

Het premiebedrag wordt berekend als volgt :

1° als het vermogen gelijk is aan 50 kW of meer : bedraagt de premie 1.750 euro, verhoogd met 35 euro per kW tussen 50 en 100 kW;

2° als het vermogen hoger is dan 100 kW, bedraagt de premie 3500 euro, verhoogd met 18 euro per kW tussen 100 en 500 kW;

3° als het vermogen gelijk is aan 500 kW : bedraagt de premie 10.700 euro, verhoogd met 8 euro per kW boven 500 kW.

Het premiebedrag wordt beperkt tot 50 % van het factuurbedrag en mag niet hoger zijn dan 15.000 euro per installatie.

§ 2. In de zin van dit artikel wordt verstaan onder :

1° biomassa : hernieuwbare plantaardige grondstoffen;

2° uitsluitend automatische voeding : voedingssysteem dat nauwgezet voldoet aan de automatische voedingscriteria omschreven in de normen NBN EN 303-5.

§ 3. De installaties bedoeld in § 1 worden door een geregistreerde aannemer uitgevoerd.

§ 4. In afwijking van § 3 kunnen de installaties bedoeld in § 1 door de aanvrager overeenkomstig de regels van de kunst uitgevoerd worden als het gaat om industriële installaties die aardgas gebruiken.

**Art. 18.** § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van aërothermen, warmeluchtgeneratoren met condensatie en stralingstoestellen.

Het premiebedrag wordt berekend als volgt :

1° waterdichte aërothermen : 12,5 euro per kW;

2° aërothermen met condensatie : 25 euro per kW;

3° warmeluchtgeneratoren met condensatie : 25 euro per kW;

4° stralingstoestel met rendement van klasse 2, stralingspercentage tussen 50 en 60 % : 15 euro per kW;

5° stralingstoestel met rendement van klasse 2, stralingspercentage tussen 60 en 70 % : 20 euro per kW;

4° stralingstoestel met rendement van klasse 2, stralingspercentage van 70 % of meer : 25 euro per kW;



Het premiebedrag wordt beperkt tot :

- 1° 6.250 euro voor waterdichte aërothermen;
- 2° 12.500 euro voor aërothermen met condensatie;
- 3° 7.500 euro voor stralingstoestellen van klasse 2, stralingspercentage tussen 50 en 60 %;
- 4° 10.000 euro voor stralingstoestellen van klasse 2, stralingspercentage tussen 60 en 70 %;
- 4° 12.500 euro voor stralingstoestellen van klasse 2, stralingspercentage van 70 % of meer.

Het premiebedrag mag niet hoger zijn dan 12.500 euro per gebouw.

§ 2. De rendementsvoet van de toestellen bedoeld in § 1 wordt bevestigd door een onafhankelijk laboratorium dat volgens de norm NBN EN ISO 17025 erkend is om controles uit te voeren overeenkomstig de Europese normen van toepassing op bedoelde gastoestellen. Deze toestellen werken op aardgas (categorieën I2E+, I2E(S)B ou I2E(R)B indien toepasselijk) en zijn voorzien van het merkteken CE Belgique indien het toepasselijk is.

§ 3. De installaties bedoeld in § 1 worden door een geregistreerde aannemer uitgevoerd. Indien deze aannemer niet over de aardgasvergunning beschikt, worden de installaties in ontvangst genomen en gecontroleerd door een instelling die geaccrediteerd is voor de controle op de binneninstallaties op aardgas.

§ 4. In afwijking van § 3 kunnen de installaties bedoeld in § 1 door de aanvrager overeenkomstig de regels van de kunst uitgevoerd worden als het gaat om industriële installaties die aardgas gebruiken.

#### Onderafdeling 2. — In aanmerking komende investeringen inzake sanitair warmwater

**Art. 19.** § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van een aardgasboiler voor ogenblikkelijk warmwater zonder waakvlam, met modulerende vlam en met dubbele flux. De boiler is ingedeeld in de categorie I2E+ en voorzien van de label CE Belgique.

De premie bedraagt 75 euro voor de installaties met een nominaal debiet van maximum 10 liter per minuut en 125 euro voor de installaties met een nominaal debiet boven 10 liter per minuut.

§ 2. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van een warmeluchtgenerator met condensatie op aardgas (categorie I2E+, I2E(S)B of I2E(R)B indien toepasselijk), met de label CE Belgique.

De premie bedraagt 25 euro per KW en mag niet hoger zijn dan 12.500 euro per installatie.

§ 3. De installaties bedoeld in de §§ 1 en 2 worden door een geregistreerde aannemer uitgevoerd. Indien deze aannemer niet over de aardgasvergunning beschikt, worden de installaties in ontvangst genomen en gecontroleerd door een instelling die geaccrediteerd is voor de controle op de binneninstallaties op aardgas.

§ 4. In afwijking van § 3 kunnen de installaties bedoeld in § 1 door de aanvrager overeenkomstig de regels van de kunst uitgevoerd worden als het gaat om industriële installaties die aardgas gebruiken.

**Art. 20.** Er wordt een premie van 750 euro toegekend voor de installatie, door een geregistreerde aannemer, van een warmtepomp voor de productie van sanitair warmwater die voldoet de criteria bedoeld in de bijlage.

#### Onderafdeling 3. — Procedure tot indiening van de aanvraag

**Art. 21.** Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 15, 16, 18 en 19, wordt het dossier door de aanvrager aan de gasdistributienetbeheerder gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de factuurdatum.

§ 1. Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 15, 16 en 19, bevat het dossier :

1° het formulier dat verkrijgbaar is bij de administratie of de gasdistributienetbeheerder en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur voor de verrichte investeringen en prestaties;

3° één van de volgende stukken : hetzij een afschrift van het door de bevoegde installateur opgestelde conformiteitsattest van de installatie, samen met een afschrift van zijn bevoegdheidscertificaat of een afschrift van het proces-verbaal van oplevering van de installatie door de controleinstelling geaccrediteerd om controle uit te oefenen op aardgasinstallaties, hetzij, als het gaat om industriële installaties die aardgas gebruiken, een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat ze volgens de regels van de kunst zijn verwezenlijkt.

§ 2. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 18, bevat het dossier :

1° het formulier dat verkrijgbaar is bij de gasdistributienetbeheerder of de administratie en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur betreffende de verrichte investeringen of prestaties; de technische kenmerken van de toestellen worden vermeld op de factuur of op een nota van de verkoper die bij de factuur gaat, zodat kan worden nagegaan of de technische criteria in acht genomen worden;

3° één van de volgende stukken : hetzij een afschrift van het door de bevoegde installateur opgestelde conformiteitsattest van de installatie, samen met een afschrift van zijn bevoegdheidscertificaat of een afschrift van het proces-verbaal van oplevering van de installatie door de controleinstelling geaccrediteerd om controle uit te oefenen op aardgasinstallaties, hetzij, als het gaat om industriële installaties die aardgas gebruiken, een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat ze volgens de regels van de kunst zijn verwezenlijkt.

**Art. 22.** Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 17 tot 20, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de factuurdatum.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur voor de verrichte investeringen en prestaties;

#### Afdeling 2. — Investeringen die enkel voor de woning bestemd zijn

##### Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investeringen

**Art. 23.** § 1. Er wordt een premie van 1.500 euro toegekend bij de installatie van een warmtepomp die voldoet aan de criteria bedoeld in de bijlage voor de verwarming van een nieuwe woning die voldoet aan de verluchtingscriteria overeenkomstig de wetgeving die zes maanden vóór de indiening van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag van kracht is. De woning heeft een globale thermische isolatieniveau K van 45 of minder of beschikt over het attest "Construire avec l'énergie".

De reversibele warmtepompen voor de klimaatregeling van woningen komen niet in aanmerking voor de premie. Bovendien mag de woning niet met een elektrisch verwarmingssysteem uitgerust zijn, behalve voor de exclusieve verwarming van de badkamers of douches.

§ 2. Per wooneenheid worden de premies beperkt, hetzij tot de installatie van een warmtepomp voor verwarming en van een warmtepomp voor de productie van sanitair warmwater, hetzij tot de installatie van een gecombineerde warmtepomp.

§ 3. De installatie wordt door een geregistreerde aannemer uitgevoerd.

**Art. 24.** § 1. Er wordt een premie van 2.250 euro toegekend bij de installatie van een warmtepomp (combi verwarming-sanitair warmwater) die voldoet aan de criteria bedoeld in de bijlage voor de verwarming van een woning die voldoet aan de verluchtingscriteria overeenkomstig de wetgeving die zes maanden vóór de indiening van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag van kracht is. De woning heeft een globale thermische isolatieniveau K van 45 of minder of beschikt over het attest "Construire avec l'énergie".

De reversibele warmtepompen voor de klimaatregeling van de gebouw komen niet in aanmerking voor de premie. Bovendien mag de woning niet met een elektrisch verwarmingssysteem uitgerust zijn, behalve voor de exclusieve verwarming van de badkamers of douches.

§ 2. Per wooneenheid worden de premies beperkt, hetzij tot de installatie van een warmtepomp voor verwarming en van een warmtepomp voor de productie van sanitair warmwater, hetzij tot de installatie van een gecombineerde warmtepomp.

§ 3. De installatie wordt door een geregistreerde aannemer uitgevoerd.

#### Onderafdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag

**Art. 25.** Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 23 en 24, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht :

1° voor een investering in een nieuwe woning in de zin van de artikelen 10 en 11, samen met het overeenstemmende premiedossier.

Het aanvraagdossier betreffende één van de premies bedoeld in de artikelen 23 en 24 bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur voor de verrichte investeringen en prestaties;

2° in de overige gevallen, binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de factuur betreffende de verrichte investeringen en prestaties.

Het aanvraagdossier betreffende één van de premies bedoeld in de artikelen 23 en 24 bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur voor de verrichte investeringen en prestaties;

c) het formulier voor de berekening van de aangegeven coëfficiënt K;

d) een document met de beschrijving van alle wanden van de warmteverliesoppervlakte van de woning en de berekening van de coëfficiënten U (of k);

d) een afschrift van de plannen en dwarsdoorsneden van de woning;

c) een nota waarin het geïnstalleerde ventilatiesysteem beschreven wordt.

### HOOFDSTUK IV. — *Andere investeringen betreffende rationeel energiegebruik (URE)*

#### *Afdeling 1. — Investeringen in alle gebouwen*

##### Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investeringen

**Art. 26.** Er wordt een premie toegekend bij de installatie door een geregistreerde aannemer van een kwalitatieve micro-warmtekrachtkoppelinginstallatie die een besparing oplevert van minstens 10 % kooldioxide ten opzichte van de kooldioxide-uitstoot afkomstig van de afzonderlijke producties van dezelfde hoeveelheden warmte en elektriciteit in moderne referentie-installaties waarvan de jaarlijkse bedrijfsrendementen jaarlijks door de CWaPE worden vastgelegd en gepubliceerd. De in aanmerking genomen warmte is de nuttige warmte, namelijk de warmte die effectief gebruikt wordt voor warmtebehoeften buiten het warmtekrachtkoppelingsproces.

Het premiebedrag is gelijk aan 20 % van het factuurbedrag en mag niet hoger zijn dan 15.000 euro per installatie

**Art. 27.** Er wordt een premie toegekend voor de uitvoering van de thermografie van een gebouw.

Het auditrapport per thermografie vermeldt de mogelijke verbeteringen betreffende de mantel van het gebouw.

Het premiebedrag is gelijk aan 50 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 200 euro per audit voor een ééngezinswoning of dan 700 euro per audit en per gebouw in de overige gevallen.

##### Onderafdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag

**Art. 28.** Wat betreft de premie bedoeld in artikel 26, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van kennisgeving van de aanvaardingsbeslissing van de CWaPE betreffende de voorafgaande aanvraag tot toekenning van groene certificaten en labels van garantie van oorsprong.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur betreffende de verrichte investeringen en prestaties;

3° het afschrift van de kennisgeving van de aanvaardingsbeslissing van de CWaPE betreffende de voorafgaande aanvraag tot toekenning van groene certificaten en labels van garantie van oorsprong;

4° indien de installatie aardgas gebruikt, één van de volgende stukken : hetzij een afschrift van het door de bevoegde installateur opgestelde conformiteitsattest van de installatie, samen met een afschrift van zijn bevoegdheids-certificaat of een afschrift van het proces-verbaal van oplevering van de installatie door de controleinstelling geaccrediteerd om controle uit te oefenen op aardgasinstallaties, hetzij, als het gaat om industriële installaties die aardgas gebruiken, een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat ze volgens de regels van de kunst zijn verwezenlijkt.

**Art. 29.** Wat betreft de premies bedoeld in artikel 27, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de factuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties.

Dat dossier bevat :

- 1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
- 2° het originele of een afschrift van de factuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties;
- 3° het auditrapport bevattende de gegevens bedoeld in artikel 27.

#### *Afdeling 2. — Investerings voor de renovatie van een gebouw*

##### *Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investeringen*

**Art. 30.** In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie toegekend voor alle warmteregelingswerken, namelijk de installatie van een systeem dat voorrang geeft aan het sanitair warmwater, van thermostatische kleppen, van een omgevingsthermostaat met klok en/of van een buitensonde.

Deze premie bedraagt :

- 1° 10 euro per thermostatische klep;
- 2° 100 euro per omgevingsthermostaat;
- 3° 100 euro per buitensonde;
- 4° 100 euro per systeem dat voorrang geeft aan het sanitair warmwater.

Het globale premiebedrag mag niet hoger zijn dan 10.000 euro per gebouw en per jaar.

De installatie wordt door een geregistreerde aannemer uitgevoerd.

**Art. 31. § 1.** In geval van renovatie wordt een premie toegekend voor de uitvoering van een globale energieaudit van een ééngzinswoning.

De audit wordt uitgevoerd door een auditeur erkend door het Waalse Gewest voor de uitvoering van energieaudits in de huisvestingssector, in het kader van en overeenkomstig de procedure van het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vaststelling van de modaliteiten voor de erkenning van de auditeurs die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren.

Het premiebedrag is gelijk aan 60 % van de factuur of ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 360 euro per audit.

§ 2. In geval van renovatie wordt een premie toegekend voor de uitvoering van een globale energieaudit van elk ander gebouw dan die bedoeld in § 1.

1° de audit wordt uitgevoerd, hetzij door auditeur erkend in het kader van de programma's AMURE of UREBA, hetzij door door een auditeur erkend door het Waalse Gewest voor de uitvoering van energieaudits in de huisvestingssector, in het kader van en overeenkomstig de procedure van het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vaststelling van de modaliteiten voor de erkenning van de auditeurs die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren;

2° het auditrapport vermeldt op zijn minst : de prestatie van de mantel van het gebouw, namelijk het niveau K, het detail van de thermische prestaties van de verschillende wanden, de prestatie van het verwarmingssysteem, alsook gecijferde verbeteringen betreffende de mantel van het gebouw en de systemen.

Het premiebedrag is gelijk aan 60 % van de factuur of ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 1.000 euro per audit en per gebouw.

§ 3. Er wordt een aanvullende premie toegekend aan de scholen die een subsidie genoten hebben voor de uitvoering van een audit in het kader van het programma UREBA.

Het premiebedrag wordt vastgelegd op 30 % van de in aanmerking komende prijs van de audit, zoals bepaald in artikel 3, § 2, *b*, van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003, en mag niet hoger zijn dan 1.000 euro per gebouw.

##### *Onderafdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag*

**Art. 32.** Wat betreft de premies bedoeld in artikel 30, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de factuurdatum.

Dat dossier bevat :

- 1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
- 2° het originele of een afschrift van de factuur voor de verrichte investeringen en prestaties;

**Art. 33. § 1.** Wat betreft de premies bedoeld in artikel 31, §§ 1 en 2, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de factuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties.

Dat dossier bevat :

- 1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
- 2° het originele of een afschrift van de factuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties;
- 3° het auditrapport.

§ 2. Wat betreft de premie bedoeld in artikel 31, § 3, wordt het dossier geacht te zijn ingediend met ingang van de kennisgeving van de toekenning van de subsidie in het kader van het programma UREBA.

#### *Afdeling 3. — Investering die enkel voor huisvesting bestemd is*

##### *Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investering*

**Art. 34. § 1.** Er wordt een premie toegekend bij de door een geregistreerde aannemer uitgevoerde installatie van een verluchtingssysteem met warmterecuperator die aan volgende criteria voldoet :

1° het globale thermische isolatieniveau K van de woning is gelijk aan 45° of minder of de woning beschikt over het attest "Construire avec l'énergie";

2° de woning is niet uitgerust met een elektrisch verwarmingssysteem, behalve voor de exclusieve verwarming van de badkamers of douches. De niet-reversibele warmtepompen of de warmtepompen geïntegreerd in een nieuwe woning waarvoor het attest "Construire avec l'énergie" is afgegeven worden niet als elektrische verwarming beschouwd;

3° de verluchting behoort tot het type "mechanisch verluchtingsstelsel controle D" met warmterecuperator door middel van een warmtewisselaar met tegenstroom;

4° het geheel van het geïnstalleerde ventilatiesysteem voldoet aan de vereisten van de norm NBN D 50 001;

5° de warmteuitwisselaar heeft een minimumrendement van 85 % volgens de norm NBN EN 308;

6° de installateur meet de debieten bij de uit- en ingang van de verschillende ventilatieopeningen in situ om de installatie juist te regelen.

§ 2. Het totaalbedrag van de premie is gelijk aan 75 % van de globale investering en mag niet hoger zijn dan 1.500 euro per uitgeruste wooneenheid in de woning. Deze premie mag niet gecumuleerd worden met de premie bedoeld in artikel 11 van dit besluit.

#### Onderafdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag

**Art. 35.** Wat betreft de premie bedoeld in artikel 34, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht :

§ 1. in geval van investering in een nieuwe ééngesinswoning in de zin van artikel 10, samen met het overeenstemmende premiedossier.

Het aanvraagdossier betreffende de premie bedoeld in artikel 34 bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur betreffende de verrichte investeringen en prestaties;

3° een verslag over de door de installateur in situ uitgevoerde metingen van de debieten bij de in- en uitgang van de verschillende ventilatieopeningen, met melding van het systeem waarmee de debieten zijn gemeten.

§ 2. In de overige gevallen, binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de factuur betreffende de verrichte investeringen en prestaties.

Het aanvraagdossier betreffende de premie bedoeld in artikel 34 bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur betreffende de verrichte investeringen en prestaties;

3° een verslag over de door de installateur in situ uitgevoerde metingen van de debieten bij de in- en uitgang van de verschillende ventilatieopeningen, met melding van het systeem waarmee de debieten zijn gemeten;

4° het formulier voor de berekening van de aangegeven coëfficiënt K;

5° een document met de beschrijving van alle wanden van de warmteverliesoppervlakte van de woning en de berekening van de coëfficiënten U (of k);

6° een afschrift van de plannen en dwarsdoorsneden van de woning;

7° een nota waarin het geïnstalleerde ventilatiesysteem beschreven wordt.

#### HOOFDSTUK V. — *Andere investeringen betreffende rationeel energiegebruik, uitsluitend bestemd voor woningen beheerd door de syndicus van een gebouw*

**Art. 36.** In afwijking van artikel 4, eerste lid, wordt verstaan onder aanvrager in de zin van dit hoofdstuk elke syndicus van een gebouw aangewezen overeenkomstig de bepalingen van Boek II, titel II, hoofdstuk III, afdeling 2, van het Burgerlijk Wetboek betreffende de gedwongen medeëigendom van gebouwen of groepen van gebouwen.

#### Afdeling 1. — Investeringen in alle woningen

##### Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investering

**Art. 37.** Er wordt een premie toegekend bij de plaatsing door een geregistreerde aannemer van een systeem voor het beheer van de elektrische verlichtings- en apparatuurinstallaties onder 20 kWh per apparatuur waarmee de elektrische uitrusting in elk gebouw automatisch geregeld of uitgeschakeld kan worden.

Het premiebedrag is gelijk aan 30 % van het factuurbedrag en mag niet hoger zijn dan 15.000 euro per woning.

##### Onderafdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag

**Art. 38.** Wat betreft de premies bedoeld in artikel 37, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de factuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur betreffende de verrichte investeringen of prestaties; de technische kenmerken van de toestellen worden vermeld op de factuur of op een nota van de verkoper die bij de factuur gaat, zodat kan worden nagegaan of de technische criteria in acht genomen worden;

3° een technische berekeningsnota op grond waarvan de verwachte energiebesparing in KW geschat kan worden.

#### Afdeling 2. — Investeringen in geval van woningrenovatie

##### Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investeringen

**Art. 39.** § 1. Er wordt een premie toegekend voor de hele of gedeeltelijke vervanging van een verlichtingssysteem dat een gecombineerde verbetering van de fotometrische en energieprestaties van het verlichtingssysteem mogelijk maakt waarvan het geïnstalleerde vermogen na de werkzaamheden niet meer bedraagt dan :

1° tussen 3 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in een lage en brede gang (min 30 m × 2 m × 2,8 m) en 8,5 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in een hoge en smalle gang (min 30 m × 1 m × 3,5 m);

2° 2,5 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in de andere lokalen.

Het geïnstalleerde materiaal is voorzien van de ENEC-certificatie.

Verlichtingstoestellen uitgerust met fluorescerende lampen of ontladingslampen worden uitsluitend met elektronische ballasts uitgerust.

§ 2. Het premiebedrag is gelijk aan :

1° 10 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerde vermogen tussen 10 en 30 %;

2° 20 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerde vermogen tussen 30 en 50 %;

3° 10 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerde vermogen boven 50 %.  
Het premiebedrag is niet hoger dan 10.000 euro per woning.

§ 3. De installatie wordt door een geregistreerde aannemer uitgevoerd.

**Art. 40.** Er wordt een premie toegekend voor de analyse van het elektriciteitsverbruik in geval van renovatie van een woning die minstens 20.000 kWu per jaar verbruikt. De analyse van het elektriciteitsverbruik omvat de registratie van de elektriciteitsleveringen gedurende twee weken, de uitgave van het auditrapport, de melding van de voornaamste energiebesparingsmogelijkheden (technische maatregelen en investeringen), de kost ervan en de besparingen op energetisch en financieel vlak. De analyse wordt uitgevoerd door een auditeur erkend in het kader van de programma's AMURE of UREBA.

Het premiebedrag is gelijk aan 50 % van het factuurbedrag betreffende de analyse en mag niet hoger zijn dan 1.000 euro per woning.

Onderafdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag

**Art. 41.** Wat betreft de premie bedoeld in artikel 39, wordt het dossier door de aanvrager aan de distributienetbeheerder gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de factuurdatum.

Dat dossier bevat :

1° het formulier en de desbetreffende bijlagen, die verkrijgbaar zijn bij de gasdistributienetbeheerder, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur betreffende de verrichte investeringen of prestaties; de technische kenmerken van de toestellen worden vermeld op de factuur of op een nota van de verkoper die bij de factuur gaat, zodat kan worden nagegaan of de technische criteria in acht genomen worden;

3° een technische berekeningsnota op grond waarvan de fotometrische verbetering van de verlichting en de vermindering van het geïnstalleerde vermogen geschat kunnen worden; ook het geïnstalleerde vermogen per m<sup>2</sup> per 100 lux wordt gespecificeerd.

**Art. 42.** Wat betreft de premie bedoeld in artikel 40, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de factuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur of de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties;

3° een afschrift van het auditrapport bevattende de registratie van de elektriciteitslevering gedurende twee weken.

### TITEL III. — Premies voor openbare huisvestingsmaatschappijen

#### HOOFDSTUK I. — Algemeen

**Art. 43.** Onder openbare huisvestingsmaatschappij wordt verstaan elke rechtspersoon bedoeld in artikel 130 van de Waalse huisvestingscode, hierna SLSP genoemd.

**Art. 44.** Het gecumuleerde bedrag van de premies toegekend in het kader van deze Titel is niet hoger dan 50.000 euro per jaar en per SLSP.

#### HOOFDSTUK II. — Isolatiewerken

##### Afdeling 1. — Renovatie van woningen

**Art. 45.** § 1. In geval van renovatie van een woning wordt een premie van 8 euro per m<sup>2</sup> geïsoleerde oppervlakte toegekend voor de thermische isolatie van het dak of van de zolder uitgevoerd door een geregistreerde ondernemer d.m.v. een isolatiemateriaal waarvan de warmteweerstandcoëfficiënt, R, gelijk is aan 3 m<sup>2</sup>K/W of meer.

Het maximumbedrag van de premie mag niet hoger zijn dan 10.000 euro per woning en per jaar.

§ 2. Het isolatiemateriaal kan in verschillende lagen aangebracht worden. In dat geval is de som van de warmteweerstanden van de verschillende lagen groter dan of gelijk aan de coëfficiënt bedoeld in § 1.

**Art. 46.** § 1. In geval van renovatie van een woning wordt een premie van 25 euro per m<sup>2</sup> geïsoleerde oppervlakte toegekend voor de thermische isolatie van de muren in contact met de externe omgeving of met een niet verwarmde of niet vorstvrije ruimte, als ze door een geregistreerde ondernemer uitgevoerd wordt d.m.v. een isolatiemateriaal waarmee een globale thermische transmissiecoëfficiënt van de wand, U<sub>max</sub>, bereikt kan worden die lager is dan 0,6 W/m<sup>2</sup>K.

Het maximumbedrag van de premie mag niet hoger zijn dan 10.000 euro per woning en per jaar.

§ 2. De premie wordt pas na de uitvoering van een energieaudit toegekend, overeenkomstig de procedure vermeld in artikel 69. De energieaudit bevestigt de relevantie van de isolatie van de muren en, desgevallend, vermeldt de waarde van de warmteweerstandcoëfficiënt R van de aan te brengen bouwstof zodat de wand kan voldoen aan de globale thermische transmissiecoëfficiënt, U<sub>max</sub>, bedoeld in § 1. Deze coëfficiënt R is hoger dan of gelijk aan 1 m<sup>2</sup>K/W.

Voor de toekenning van de premie bedoeld in § 1 wordt elke audit die uitgevoerd wordt overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 2, § 5, 15, § 5, en 16, § 5, van het ministerieel besluit van 11 april 2005 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik geacht te voldoen aan artikel 69, voor zover de datum van de factuur of honorariumnota betreffende die audit van vóór 1 januari 2008 dateert.

**Art. 47.** § 1. In geval van renovatie van een woning wordt een premie van 25 euro per m<sup>2</sup> geïsoleerde oppervlakte toegekend voor de thermische isolatie van de vloeren uitgevoerd door een geregistreerde ondernemer d.m.v. een isolatiemateriaal waarmee een globale thermische transmissiecoëfficiënt van de vloer, U, bereikt kan worden die lager is dan 0,6 W/m<sup>2</sup>K.

Het maximumbedrag van de premie mag niet hoger zijn dan 10.000 euro per woning en per jaar.

§ 2. De premie wordt pas na de uitvoering van een energieaudit toegekend, overeenkomstig de procedure vermeld in artikel 69. De energieaudit bevestigt de relevantie van de isolatie van de vloeren en vermeldt desgevallend de waarde van de warmteweerstandcoëfficiënt R van de aan te brengen bouwstof zodat de wand kan voldoen aan de globale thermische transmissiecoëfficiënt, U<sub>max</sub>, bedoeld in § 1. Deze coëfficiënt R is hoger dan of gelijk aan 1 m<sup>2</sup>K/W.

Voor de toekenning van de premie bedoeld in § 1 wordt elke audit die uitgevoerd wordt overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 2, § 5, 15, § 5, en 16, § 5, van het ministerieel besluit van 11 april 2005 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik geacht te

voldoen aan artikel 69, voor zover de datum van de factuur of honorariumnota betreffende die audit van vóór 1 januari 2008 dateert.

**Art. 48.** In geval van renovatie van een woning wordt een premie van 40 euro per m<sup>2</sup> ruitoppervlakte met een hoog rendement toegekend indien de ruiten door een geregistreerde aannemer geplaatst worden ter vervanging van de bestaande enkele ruiten. Zodoende moet een globale transmissiecoëfficiënt U van 2,0 W/m<sup>2</sup>K of minder bereikt kunnen worden voor ramen (namelijk het geheel raamlijsten, ruiten en inleg), berekend volgens de norm NBN B 62-002 en de desbetreffende addenda.

Als ook de raamlijst vervangen wordt, wordt de premie berekend op basis van de buitenafmetingen ervan.

Het maximumbedrag van de premie mag niet hoger zijn dan 10.000 euro per woning en per jaar.

#### Onderafdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag

**Art. 49.** Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 45 tot 48, wordt het dossier door de "Société wallonne du Logement" (Waalse huisvestingsmaatschappij) aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindafrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° de eindafrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken, alsook het originele of een afschrift van de factuur voor de materialen en de verrichte prestaties;

3° indien eerst een energieaudit uitgevoerd moet worden, een berekeningsnota waaruit blijkt dat de voor bedoelde wanden voorgeschreven globale warmtetransmissiecoëfficiënt haalbaar is met het gebruikte isolatiemateriaal, alsook een afschrift van de vooraf uitgevoerde energieaudit.

### HOOFDSTUK III. — Verwarmingsinstallaties

#### Afdeling 1. — In aanmerking komende verwarmingsinvesteringen

**Art. 50. § 1.** Er wordt een premie van 300 euro toegekend voor de installatie in een woning van een aardgasverwarmingssketel, enkele of dubbele dienst, laagtemperatuur met de label CE, overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 maart 1997 betreffende de rendementseisen voor nieuwe olie- en gasgestookte centraleverwarmingssketels of het koninklijk besluit van 11 maart 1988 betreffende de vereisten inzake rationeel energieverbruik die van toepassing zijn op de warmtegeneratoren, of voor de installatie van een condensatieluchtgenerator voorzien van het merkteken CE Belgique, categorieën I2E+, I2E(S)B ou I2E(R)B.

De verwarmingssketel voldoet aan het koninklijk besluit van 8 januari 2004 tot regeling van de stikstofoxides (NO<sub>x</sub>) en koolmonoxide (CO)-emissieniveaus voor de olie- en gasgestookte centrale verwarmingssketels en branders met een nominaal thermisch vermogen gelijk aan 400 kW of minder.

§ 2. De installaties bedoeld in § 1 worden door een geregistreerde aannemer uitgevoerd. Indien deze aannemer niet over de aardgasvergunning beschikt, worden de installaties in ontvangst genomen en gecontroleerd door een instelling die geaccrediteerd is voor de controle op de binneninstallaties op aardgas.

**Art. 51. § 1.** Er wordt een premie van 600 euro toegekend voor de installatie in een woning van een aardgasverwarmingssketel, enkele of dubbele dienst, laagtemperatuur met de label CE, overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 maart 1997 betreffende de rendementseisen voor nieuwe olie- en gasgestookte centraleverwarmingssketels of het koninklijk besluit van 11 maart 1988 betreffende de vereisten inzake rationeel energieverbruik die van toepassing zijn op de warmtegeneratoren, of voor de installatie van een condensatieluchtgenerator voorzien van het merkteken CE Belgique, categorieën I2E+, I2E(S)B ou I2E(R)B.

De verwarmingssketel voldoet aan het koninklijk besluit van 8 januari 2004 tot regeling van de stikstofoxides (NO<sub>x</sub>) en koolmonoxide (CO)-emissieniveaus voor de olie- en gasgestookte centrale verwarmingssketels en branders met een nominaal thermisch vermogen gelijk aan 400 kW of minder.

§ 2. Het bedrag van de premie bedoeld in § 1 wordt verhoogd en berekend als volgt :

1° als het vermogen gelijk is aan 150 kW of minder, wordt het bedrag verhoogd met 25 euro per kW boven 50 kW;

2° als het vermogen hoger is dan 150 kW en gelijk aan 500 kW of minder, bedraagt de premie 3.100 euro, verhoogd met 12 euro per kW boven 150 kW;

2° als het vermogen hoger is dan 500 kW, bedraagt de premie 7.300 euro, verhoogd met 6 euro per kW boven 500 kW;

Het premiebedrag mag niet hoger zijn dan 12.500 euro per installatie.

§ 3. De installaties bedoeld in § 1 worden door een geregistreerde aannemer uitgevoerd. Indien deze aannemer niet over de aardgasvergunning beschikt, worden de installaties in ontvangst genomen en gecontroleerd door een instelling die geaccrediteerd is voor de controle op de binneninstallaties op aardgas.

**Art. 52. § 1.** Er wordt een premie toegekend voor de installatie in een woning van een biomassaverwarmingssketel die uitsluitend automatisch bevoorrad wordt en die voldoet aan de norm NBN EN 303-5, waarvan het volgens deze norm berekende rendement hoger is dan 80 % . In het geval van een verwarmingssketel voor twee brandstoffen wordt enkel aardgas toegelaten.

Het premiebedrag wordt berekend als volgt :

1° als het vermogen gelijk is aan 50 kW of meer : bedraagt de premie 1.750 euro, verhoogd met 35 euro per kW tussen 50 en 100 kW;

2° als het vermogen hoger is dan 100 kW, bedraagt de premie 3500 euro, verhoogd met 18 euro per kW tussen 100 en 500 kW;

3° als het vermogen gelijk is dan 500 kW : bedraagt de premie 10.700 euro, verhoogd met 8 euro per kW boven 500 kW.

Het premiebedrag wordt beperkt tot 50 % van het factuurbedrag en mag niet hoger zijn dan 15.000 euro per installatie.

§ 2. In de zin van dit artikel wordt verstaan onder :

1° biomassa : hernieuwbare plantaardige grondstoffen;

2° uitsluitend automatische voeding : voedingssysteem dat nauwgezet voldoet aan de automatische voedingscriteria omschreven in de normen NBN EN 303-5.

§ 3. De installaties bedoeld in § 1 worden door een geregistreerde aannemer uitgevoerd.

**Art. 53.** § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie, in elk gebouw, van aërothermen, warmeluchtgeneratoren met condensatie en stralingstoestellen.

Het premiebedrag wordt berekend als volgt :

1° waterdichte aërothermen : 12,5 euro per kW;

2° aërothermen met condensatie : 25 euro per kW;

3° warmeluchtgeneratoren met condensatie : 25 euro per kW;

4° stralingstoestel met rendement van klasse 2, stralingspercentage tussen 50 en 60 % : 15 euro per kW;

5° stralingstoestel met rendement van klasse 2, stralingspercentage tussen 60 en 70 % : 20 euro per kW;

4° stralingstoestel met rendement van klasse 2, stralingspercentage van 70 % of meer : 25 euro per kW;

Het premiebedrag wordt beperkt tot :

1° 6.250 euro voor waterdichte aërothermen;

2° 12.500 euro voor aërothermen met condensatie;

3° 7.500 euro voor stralingstoestellen van klasse 2, stralingspercentage tussen 50 en 60 %;

4° 10.000 euro voor stralingstoestellen van klasse 2, stralingspercentage tussen 60 en 70 %;

4° 12.500 euro voor stralingstoestellen van klasse 2, stralingspercentage van 70 % of meer.

Het premiebedrag mag niet hoger zijn dan 12.500 euro per gebouw.

§ 2. De rendementsvoet van de toestellen bedoeld in § 1 wordt bevestigd door een onafhankelijk laboratorium dat volgens de norm NBN EN ISO 17025 erkend is om controles uit te voeren overeenkomstig de Europese normen van toepassing op bedoelde gastoestellen. Deze toestellen werken op aardgas (categorieën I2E+, I2E(S)B of I2E(R)B indien toepasselijk) en zijn voorzien van het merkteken CE Belgique indien het toepasselijk is.

§ 3. De installaties bedoeld in § 1 worden door een geregistreerde aannemer uitgevoerd. Indien deze aannemer niet over de aardgasvergunning beschikt, worden de installaties in ontvangst genomen en gecontroleerd door een instelling die geaccrediteerd is voor de controle op de binneninstallaties op aardgas.

**Art. 54.** § 1. Er wordt een premie van 1.500 euro toegekend bij de installatie van een warmtepomp die voldoet aan de criteria bedoeld in de bijlage voor de verwarming van een nieuwe woning die voldoet aan de verluchttingscriteria overeenkomstig de wetgeving die zes maanden vóór de indiening van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag van kracht is. De woning heeft een niveau van globale thermische isolatie K van 45 of minder of beschikt over het attest "Construire avec l'énergie".

De reversibele warmtepompen voor de klimaatregeling van woningen komen niet in aanmerking voor de premie. Bovendien mag de woning niet met een elektrisch verwarmingssysteem uitgerust zijn, behalve voor de exclusieve verwarming van de badkamers of douches.

§ 2. Per wooneenheid worden de premies beperkt tot een warmtepomp voor verwarming en een warmtepomp voor de productie van sanitair warmwater of een gecombineerde warmtepomp.

§ 3. De installatie wordt door een geregistreerde aannemer uitgevoerd.

#### *Afdeling 2. — In aanmerking komende investeringen inzake sanitair warmwater*

**Art. 55.** § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie, in een woning, van een aardgasboiler voor ogenblikkelijk warmwater zonder waakvlam, met modulerende vlam en met dubbele flux. De boiler is ingedeeld in de categorie I2E+ en voorzien van de label CE Belgique.

De premie bedraagt 75 euro voor de installaties met een nominaal debiet van maximum 10 liter per minuut en 125 euro voor de installaties met een nominaal debiet boven 10 liter per minuut.

§ 2. Er wordt een premie toegekend voor de installatie, in een woning, van een warmeluchtgenerator met condensatie op aardgas (categorie I2E+, I2E(S)B of I2E(R)B indien toepasselijk), met de label CE Belgique.

De premie bedraagt 25 euro per KW en mag niet hoger zijn dan 12.500 euro per installatie.

§ 3. De installaties bedoeld in de §§ 1 en 2 worden door een geregistreerde aannemer uitgevoerd. Indien deze aannemer niet over de aardgasvergunning beschikt, worden de installaties in ontvangst genomen en gecontroleerd door een instelling die geaccrediteerd is voor de controle op de binneninstallaties op aardgas.

**Art. 56.** § 1. Er wordt een premie van 750 euro toegekend voor de installatie, door een geregistreerde aannemer, van een warmtepomp voor de verwarming van het sanitaire warmwater van de woning die voldoet de criteria bedoeld in de bijlage.

§ 2. Per wooneenheid worden de premies beperkt tot een warmtepomp voor de productie van sanitair warmwater en een warmtepomp voor de verwarming van de woning of tot een gecombineerde warmtepomp.

#### *Afdeling 3. — In aanmerking komende investeringen inzake sanitair warmwater*

**Art. 57.** § 1. Er wordt een premie van 2.250 euro toegekend bij de installatie van een warmtepomp (combi verwarming-sanitair warmwater) die voldoet aan de criteria bedoeld in de bijlage voor de verwarming van een woning die voldoet aan de verluchttingscriteria overeenkomstig de wetgeving die zes maanden vóór de indiening van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag van kracht is. De woning heeft een niveau van globale thermische isolatie K van 45 of minder of beschikt over het attest "Construire avec l'énergie".

De reversibele warmtepompen voor de klimaatregeling van de gebouw komen niet in aanmerking voor de premie. Bovendien mag de woning niet met een elektrisch verwarmingssysteem uitgerust zijn, behalve voor de exclusieve verwarming van de badkamers of douches.

§ 2. Per wooneenheid worden de premies beperkt tot een warmtepomp voor verwarming en een warmtepomp voor de productie van sanitair warmwater of een gecombineerde warmtepomp.

§ 3. De installatie wordt door een geregistreerde aannemer uitgevoerd.

*Afdeling 4. — Procedure tot indiening van de aanvraag*

**Art. 58.** Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 50, 51, 53 en 55, wordt het dossier door de "Société wallonne du Logement" aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindafrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.

Dat dossier bevat :

- 1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
- 2° de eindafrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken, alsook het originele of een afschrift van de factuur voor de materialen en de verrichte prestaties;
- 3° één van de volgende stukken: hetzij een afschrift van het door de bevoegde installateur opgestelde conformiteitsattest van de installatie, samen met een afschrift van zijn bevoegdheidscertificaat, of een afschrift van het proces-verbaal van oplevering van de installatie door de controleinstelling geaccrediteerd om controle uit te oefenen op aardgasinstallaties.

**Art. 59.** Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 52, 54, 56 en 57, wordt het dossier door de "Société wallonne du Logement" aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindafrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.

Dat dossier bevat :

- 1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
- 2° de eindafrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken, alsook het originele of een afschrift van de factuur voor de materialen en de verrichte prestaties.

**HOOFDSTUK IV. — Andere investeringen betreffende rationeel energiegebruik (URE)***Afdeling 1. — Investerings in alle woningen**Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investeringen*

**Art. 60.** § 1. Er wordt een premie toegekend bij de door een geregistreerde aannemer uitgevoerde installatie van een verluchtingssysteem met warmterecuperator die aan volgende criteria voldoet :

- 1° het globale thermische isolatieniveau K van de woning is gelijk aan 45° of minder of de woning beschikt over het attest "Construire avec l'énergie";
- 2° de woning is niet uitgerust met een elektrisch verwarmingssysteem, behalve voor de exclusieve verwarming van de badkamers of douches. De niet-reversibele warmtepompen of de warmtepompen geïntegreerd in een nieuwe woning waarvoor het attest "Construire avec l'énergie" is afgegeven worden niet als elektrische verwarming beschouwd;
- 3° de verluchting behoort tot het type "système de ventilation mécanique contrôlée D" met warmterecuperator door middel van een warmtewisselaar met tegenstroom;
- 4° het geheel van het geïnstalleerde ventilatiesysteem voldoet aan de vereisten van de norm NBN D 50 001;
- 5° de warmtewisselaar heeft een minimumrendement van 85 % volgens de norm NBN EN 308;
- 6° de installateur meet de debieten bij de uit- en ingang van de verschillende ventilatieopeningen in situ om de installatie juist te regelen.

§ 2. Het totaalbedrag van de premie is gelijk aan 75 % van de globale investering en mag niet hoger zijn dan 1.500 euro per wooneenheid.

**Art. 61.** Er wordt een premie toegekend bij de installatie, in een woning, van een kwalitatieve micro-warmtekrachtkoppelinginstallatie die een besparing oplevert van minstens 10 % kooldioxide ten opzichte van de kooldioxide-uitstoot afkomstig van de afzonderlijke producties van dezelfde hoeveelheden warmte en elektriciteit in moderne referentie-installaties waarvan de jaarlijkse bedrijfsrendementen jaarlijks door de CWaPE worden vastgelegd en gepubliceerd. De in aanmerking genomen warmte is de nuttige warmte, namelijk de warmte die effectief gebruikt wordt voor warmtebehoeften buiten het warmtekrachtkoppelingsproces.

Het premiebedrag is gelijk aan 20 % van het factuurbedrag en mag niet hoger zijn dan 15.000 euro per installatie. De installatie wordt door een geregistreerde aannemer uitgevoerd.

**Art. 62.** Er wordt een premie toegekend voor de uitvoering van de thermografie van een gebouw.

Het auditrapport per thermografie vermeldt de mogelijke verbeteringen betreffende de mantel van het gebouw.

Het premiebedrag is gelijk aan 50 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 200 euro per audit voor een ééngezinwoning of dan 700 euro per audit en per gebouw in de overige gevallen.

**Art. 63.** Er wordt een premie toegekend bij de plaatsing door een geregistreerde aannemer van een systeem voor het beheer van de elektrische verlichtings- en apparatuurinstallaties onder 20 kWh per apparatuur waarmee de elektrische uitrusting in elk gebouw automatisch geregeld of uitgeschakeld kan worden.

Het premiebedrag is gelijk aan 30 % van het factuurbedrag en mag niet hoger zijn dan 15.000 euro per woning.

*Onderafdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag*

**Art. 64.** Wat betreft de premies bedoeld in artikel 60, wordt het dossier door de "Société wallonne du Logement" aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindafrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.

Dat dossier bevat :

- 1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
- 2° de eindafrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken, alsook het originele of een afschrift van de factuur voor de materialen en de verrichte prestaties;
- 3° een verslag over de door de installateur in situ uitgevoerde metingen van de debieten bij de in- en uitgang van de verschillende ventilatieopeningen, met melding van het systeem waarmee de debieten zijn gemeten;
- 4° het formulier voor de berekening van de aangegeven coëfficiënt K;
- 5° een document met de beschrijving van alle wanden van de warmteverliesoppervlakte van de woning en de berekening van de coëfficiënten U (of k);
- 6° een afschrift van de plannen en dwarsdoorsneden van de woning;
- 7° een nota waarin het geïnstalleerde ventilatiesysteem beschreven wordt.



**Art. 65.** Wat betreft de premie bedoeld in artikel 61, wordt het dossier door de "Société wallonne du Logement" aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van kennisgeving van de aanvaardingsbeslissing van de CWaPE betreffende de voorafgaande aanvraag tot toekenning van groene certificaten en labels van garantie van oorsprong.

Dat dossier bevat :

- 1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
- 2° de eindafrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken, alsook het originele of een afschrift van de factuur voor de materialen en de verrichte prestaties;
- 3° het afschrift van de kennisgeving van de aanvaardingsbeslissing van de CWaPE betreffende de voorafgaande aanvraag tot toekenning van groene certificaten en labels van garantie van oorsprong;
- 4° indien de installatie aardgas gebruikt, één van de volgende stukken : hetzij een afschrift van het door de bevoegde installateur opgestelde conformiteitsattest van de installatie, samen met een afschrift van zijn bevoegdheids-certificaat, of een afschrift van het proces-verbaal van oplevering van de installatie door de controleinstelling geaccrediteerd om controle uit te oefenen op aardgasinstallaties.

**Art. 66.** Wat betreft de premies bedoeld in artikel 62, wordt het dossier door de "Société wallonne du Logement" aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindafrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.

Dat dossier bevat :

- 1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
- 2° de eindafrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken, alsook het originele of een afschrift van de factuur of ereloonnota voor de verrichte prestaties;
- 3° het auditrapport bevattende de gegevens bedoeld in artikel 62.

**Art. 67.** Wat betreft de premies bedoeld in artikel 63, wordt het dossier door de "Société wallonne du Logement" aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindafrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.

Dat dossier bevat :

- 1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
- 2° de eindafrekening D.1. betreffende de verrichte prestaties, alsook het originele of een afschrift van de factuur betreffende de verrichte prestaties;
- 3° de technische kenmerken van de toestellen worden vermeld op de factuur of op een nota van de verkoper die bij de factuur gaat, zodat kan worden nagegaan of de technische criteria in acht genomen worden;
- 4° een technische berekeningsnota op grond waarvan de verwachte energiebesparing in KW geschat kan worden.

## Afdeling 2. — Investerings in geval van woningrenovatie

### Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investeringen

**Art. 68.** In geval van woningrenovatie wordt een premie toegekend voor warmteregelingssystemen, waarvan het bedrag en de toekenningsvoorwaarden bepaald worden als volgt :

- 1° thermostatische klep : 10 euro;
- 2° omgevingsthermostaat : 100 euro;
- 3° buitensonde : 100 euro;
- 4° systeem dat voorrang geeft aan het sanitaire warmwater. 100 euro.

Het globale premiebedrag mag niet hoger zijn dan 10.000 euro per woning en per jaar.

De installatie wordt door een geregistreerde aannemer uitgevoerd.

**Art. 69. § 1.** In geval van renovatie wordt een premie toegekend voor de uitvoering van een globale energieaudit van een ééngezinswoning.

de audit wordt uitgevoerd hetzij door door een auditeur erkend door het Waalse Gewest voor de uitvoering van energieaudits in de huisvestingssector, in het kader van en overeenkomstig de procedure van het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vaststelling van de modaliteiten voor de erkenning van de auditeurs die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren.

Het premiebedrag is gelijk aan 60 % van de factuur of ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 360 euro per audit.

§ 2. In geval van renovatie wordt een premie toegekend voor de uitvoering van een globale energieaudit van elke andere woning dan die bedoeld in § 1.

1° de audit wordt uitgevoerd, hetzij door auditeur erkend in het kader van de programma's AMURE of UREBA, hetzij door door een auditeur erkend door het Waalse Gewest voor de uitvoering van energieaudits in de huisvestingssector, in het kader van en overeenkomstig de procedure van het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vaststelling van de modaliteiten voor de erkenning van de auditeurs die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren;

2° het auditrapport vermeldt op zijn minst : de prestatie van de mantel van het gebouw, namelijk het niveau K, het detail van de thermische prestaties van de verschillende wanden, de prestatie van het verwarmingssysteem, alsook gecijferde verbeteringen betreffende de mantel van het gebouw en de systemen.

Het premiebedrag is gelijk aan 60 % van de factuur of ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 1.000 euro per audit en per gebouw.

**Art. 70.** In geval van renovatie van een woning wordt een premie toegekend voor de hele of gedeeltelijke vervanging van een verlichtingssysteem dat een gecombineerde verbetering van de fotometrische en energieprestaties van het verlichtingssysteem mogelijk maakt waarvan het geïnstalleerde vermogen na de werkzaamheden niet meer bedraagt dan :

1° tussen 3 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in een lage en brede gang (min 30 m × 2 m × 2,8 m) en 8,5 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in een hoge en smalle gang (min 30 m × 1 m × 3,5 m);

2° 2,5 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in de andere lokalen.

Het geïnstalleerde materiaal is voorzien van de ENEC-certificatie.

Verlichtingstoestellen uitgerust met fluorescerende lampen of ontladingslampen worden uitsluitend met elektronische ballasts uitgerust.

§ 2. Het premiebedrag is gelijk aan :

1° 10 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerde vermogen tussen 10 en 30 %;

2° 20 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerde vermogen tussen 30 en 50 %;

3° 10 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerde vermogen boven 50 %.

Het premiebedrag is niet hoger dan 10.000 euro per woning.

De installatie wordt door een geregistreerde aannemer uitgevoerd.

**Art. 71.** In geval van renovatie wordt een premie toegekend voor de analyse van het elektriciteitsverbruik van een woning die minstens 20.000 kWu per jaar verbruikt. De analyse van het elektriciteitsverbruik omvat de registratie van de elektriciteitsleveringen gedurende twee weken, de uitgave van het auditrapport, de melding van de voornaamste energiebesparingsmogelijkheden (technische maatregelen en investeringen), de kost ervan en de besparingen op energetisch en financieel vlak. De analyse wordt uitgevoerd door een auditeur erkend in het kader van de programma's AMURE of UREBA.

Het premiebedrag is gelijk aan 50 % van het factuurbedrag betreffende de analyse en mag niet hoger zijn dan 1.000 euro per woning.

#### Onderafdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag

**Art. 72.** Wat betreft de premies bedoeld in artikel 68, wordt het dossier door de "Société wallonne du Logement" aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindafrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° de eindafrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken, alsook het originele of een afschrift van de factuur voor de materialen en de verrichte prestaties.

**Art. 73.** Wat betreft de premies bedoeld in artikel 69, wordt het dossier door de "Société wallonne du Logement" aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindafrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties;

3° het auditrapport.

**Art. 74.** Wat betreft de premies bedoeld in artikel 70, wordt het dossier door de "Société wallonne du Logement" aan de distributienetbeheerder gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindafrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.

Dat dossier bevat :

1° het formulier en de desbetreffende bijlagen, die verkrijgbaar zijn bij de gasdistributienetbeheerder, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur betreffende de verrichte investeringen of prestaties; de technische kenmerken van de toestellen worden vermeld op de factuur of op een nota van de verkoper die bij de factuur gaat, zodat kan worden nagegaan of de technische criteria in acht genomen worden;

3° een technische berekeningsnota op grond waarvan de fotometrische verbetering van de verlichting en de vermindering van het geïnstalleerde vermogen geschat kunnen worden; ook het geïnstalleerde vermogen per m<sup>2</sup> per m<sup>2</sup> lux wordt gespecificeerd.

**Art. 75.** Wat betreft de premies bedoeld in artikel 71, wordt het dossier door de "Société wallonne du Logement" aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindafrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° de eindafrekening D.1. betreffende de verrichte prestaties, alsook het originele of een afschrift van de factuur of ereloonnota betreffende de verrichte prestaties;

3° een afschrift van het auditrapport bevattende de registratie van de elektriciteitslevering gedurende twee weken.

TITEL IV. — *Premie voor de installatie van een fotovoltaïsch systeem*HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

**Art. 76.** In de zin van deze titel wordt verstaan onder aanvrager :

- 1° elke natuurlijke persoon, met inbegrip van degene die de hoedanigheid van handelaar heeft of een zelfstandig beroep uitoefent;
- 2° elke onderneming opgericht in de vorm van een handelsvennootschap bedoeld in het vennootschapswetboek, die minstens één bedrijfszetel in Wallonië heeft en beantwoordt aan de definitie van de microondernemingen in de zin van de bijlage bij de aanbeveling van de Commissie C(2003) 1422 van 6 mei 2003 betreffende de definitie van de micro-, kleine en middelgrote ondernemingen;
- 3° de syndici van een gebouw bedoeld in artikel 36 van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Investerings betreffende een gebouw of een geheel of gedeeltelijk bebouwd terrein*

**Art. 77. § 1.** Binnen de grenzen van de budgettaire kredieten kan de aanvrager per toegangspunt een premie verkrijgen voor elke door de CWaPE gecertificeerde fotovoltaïsche installatie. Het bedrag en de toekenningsvoorwaarden van de premie worden vastgelegd als volgt.

In de zin van deze titel wordt verstaan onder :

1° "fotovoltaïsche installatie" : de fotovoltaïsche zonnepanelen, de fotovoltaïsche generator, de gelijkstroomscheider, de omzetter, de groene stroommeter, de wisselstroomschakelaar, de dragers om de panelen vast te maken, de eventuele voorziening voor de zonopvolging en de nodige bekabeling, alsook de de mankracht m.b.t. die verschillende elementen;

2° "systeem met zonvolger" : elke fotovoltaïsche installatie waarvan de fotovoltaïsche uitrustingen voor elektriciteitsproductie (hierna ook modules genoemd) vastgemaakt worden op een structuur die zich automatisch of manueel oriënteert naar gelang van de zonnestand;

3° "geïntegreerd systeem" : elke fotovoltaïsche installatie waarvan de uitrustingen voor fotovoltaïsche elektriciteitsproductie (hierna ook modules genoemd) ook een technische of architecturale functie waarborgen die essentieel is voor de bouwhandeling. Deze uitrustingen maken deel uit van onderstaande volledige lijst :

- a) elk type dakbedekking;
- b) zonbreker;
- c) steunmuren;
- d) glazendak zonder achterbescherming;
- e) venster-, balkon- of terrasleuning;
- f) gevelbekledingen, gordijnmuur;

4° "vast systeem" : elke fotovoltaïsche installatie waarvan de fotovoltaïsche uitrustingen voor elektriciteitsproductie (hierna ook modules genoemd) op een structuur vastgemaakt worden.

Het premiebedrag is gelijk aan 20 % van de in aanmerking komende kostprijs, verhoogd met het BTW-bedrag dat op die prijs wordt toegepast, indien de aanvrager niet btw-plichtig is. Het premiebedrag mag niet hoger zijn dan 3.500 euro.

De in aanmerking komende kostprijs wordt berekend op basis van het bedrag van de factuur van de fotovoltaïsche installatie (excl. BTW), geplafonneerd door het product van het vermogen van de installatie uitgedrukt in Wc, d.m.v. van onderstaande variabele :

- 1° voor een vast systeem : bedraagt de variabele 7 euro per Wc;
- 2° voor een geïntegreerd systeem : bedraagt de variabele 8 euro per Wc;
- 3° voor een systeem met zonvolger : bedraagt de variabele 9 euro per Wc.

§ 2. De premie bedoeld in § 1 kan toegekend worden aan de installaties die de volgende voorwaarden vervullen :

- 1° de installatie wordt door een geregistreerde aannemer uitgevoerd;
- 2° de installatie voldoet aan de normen IEC 61215 (klassieke modules) of IEC 61646 (dunne lagen);
- 3° de aanvrager beschikt voor deze installatie over de kennisgeving van de aanvaardingsbeslissing van de CWaPE betreffende de voorafgaande aanvraag tot toekenning van groene certificaten en labels van garantie van oorsprong; de fotovoltaïsche zonnepanelen worden vastgemaakt op een gebouw of verankerd op een terrein dat geheel of gedeeltelijk bebouwd is. De vastmaking van fotovoltaïsche zonnepanelen op een gebouw of de verankering ervan op een terrein dat geheel of gedeeltelijk bebouwd is gebeurt overeenkomstig de bepalingen van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium.

HOOFDSTUK III. — *Procedure tot indiening van de aanvraag*

**Art 78.** Wat betreft de premie bedoeld in artikel 77, wordt het dossier door de aanvrager aan de elektriciteitsdistributienetbeheerder gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van kennisgeving van de aanvaardingsbeslissing van de CWaPE betreffende de voorafgaande aanvraag tot toekenning van groene certificaten en labels van garantie van oorsprong, voor zover de eindfactuur van de fotovoltaïsche installatie dateert van na 31 december 2007.

Dat dossier bevat :

- 1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
- 2° het originele of een afschrift van de factuur betreffende de verrichte investeringen of prestaties, alsook het nummer van de teller geïdentificeerd op het adres waarop de premieaanvraag slaat;
- 3° het afschrift van de kennisgeving van de aanvaardingsbeslissing van de CWaPE betreffende de voorafgaande aanvraag tot toekenning van groene certificaten en labels van garantie van oorsprong;
- 4° in voorkomend geval, voor een microonderneming, het specifieke formulier, behoorlijk ingevuld.

## TITEL V. — Premies die enkel voor rechtspersonen bestemd zijn

## HOOFDSTUK I. — Algemeen

**Art. 79.** § 1. In de zin van deze titel wordt verstaan onder :

1° "aanvrager" : elke rechtspersoon, met uitsluiting van de syndicus van een gebouw bedoeld in artikel 36 en van de openbare huisvestingsmaatschappijen bedoeld in artikel 43, die een investering verrichten die in aanmerking komt in de zin van dit besluit :

2° "technische exploitatieeenheid" : geheel van technische componenten dat een ondeelbare groep vormt waarmee een dienst verstrekt of een product verwezenlijkt kan worden.

§ 2. Wat betreft de premies toegekend in het kader van deze titel, wordt het bedrag van de facturen exclusief BTW bekend indien de rechthebbende op de premie aan die belasting onderworpen is.

§ 3. Binnen de grenzen van de budgettaire kredieten kan de aanvrager een premie verkrijgen waarvan het bedrag en de toekenningsvoorwaarden vastgelegd worden als volgt.

## HOOFDSTUK II. — Industriële aardgasinstallaties

## Afdeling 1. — In aanmerking komende investeringen

**Art. 80.** § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van elk systeem voor de warmterecuperatie van rookgassen in industriële en ambachtelijke ovens en in droogtoestellen op aardgas of in verwarmingsketels en stoomgeneratoren. De recuperatie wordt verkregen door de installatie van één van de volgende technieken :

1° onafhankelijke specifieke recuperatoren geplaatst aan de uitgang van de ovens op het circuit van de rookgassen;

2° zelfrecupererende branders uitgerust met hun eigen recuperator voor de voorverwarming van de verbrandingslucht;

3° paar regeneratieve branders, de eerste in de verwarmingsfase van de oven, de tweede in de recuperatiefase, met warmteaccumulatie.

Het bedrag van de premie is gelijk aan 50 euro per gerecupereerde kW, beperkt tot 50 % van het factuurbedrag met een maximum van 12.500 euro per installatie.

§ 2. Voor de premies boven 2.000 euro moet het aantal gerecupereerde kW en de installatie in situ worden nagekeken door een onafhankelijk laboratorium erkend volgens de norm NBN EN ISO 17025 voor de controles overeenkomstig de Europese normen die van toepassing zijn op bedoelde gastoestellen.

Deze toestellen werken op aardgas (categorieën § 3, I2E+(S)B of I2E(R)B indien toepasselijk) en zijn voorzien van het merkteken CE Belgique indien het toepasselijk is.

**Art. 81.** § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van een systeem voor brede modulering van de aardgasbrander dat een efficiëntere regeling mogelijk maakt, met name de plaatsing van moderne modulerende aardgasbranders in een vork van ten minste 25 à 100 % op industriële ovens of ketels.

De premie bedraagt 3,75 euro per kW. Het premiebedrag wordt beperkt tot 50 % van het factuurbedrag en mag niet hoger zijn dan 12.500 euro per installatie.

§ 2. De modulatie diepte wordt vastgesteld door een onafhankelijk laboratorium erkend volgens de norm NBN EN ISO 17025 voor de controles overeenkomstig de Europese normen die van toepassing zijn op bedoelde gastoestellen.

Deze toestellen werken op aardgas (categorieën § 3, I2E+(S)B of I2E(R)B indien toepasselijk) en zijn voorzien van het merkteken CE Belgique indien het toepasselijk is.

**Art. 82.** § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van een systeem van direct vuur met aardgas op de te verwarmen producten. Het concept van direct vuur impliceert een perfecte harmonie van de branders, de ovens en de te verwarmen producten, die verkregen wordt wanneer de temperatuur van deze producten als overal bevredigend wordt beschouwd.

De installaties bedoeld in het eerste lid omvatten o.a. :

1° aardgasbranders met directe vlam en stralingsbuizen;

2° aardgasbranders bestemd voor droogkamers, voor de verwarming van baden voor de thermische behandeling van metalen, voor naverbranding en voor de technieken van make up air.

De premie bedraagt 12,5 euro per kW. Het premiebedrag wordt beperkt tot 50 % van het factuurbedrag en mag niet hoger zijn dan 12.500 euro per installatie.

§ 2. Voor de premies boven 2.000 euro moet de aanwezigheid van een directe vlam in situ worden nagekeken door een onafhankelijk laboratorium erkend volgens de norm NBN EN ISO 17025 voor de controles overeenkomstig de Europese normen die van toepassing zijn op bedoelde gastoestellen.

Deze toestellen werken op aardgas (categorieën § 3, I2E+(S)B of I2E(R)B indien toepasselijk) en zijn voorzien van het merkteken CE Belgique indien het toepasselijk is.

## Afdeling 4. — Procedure tot indiening van de aanvraag

**Art. 83.** Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 80, 81 en 82, wordt het dossier door de aanvrager aan de gasdistributienetbeheerder gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de factuurdatum.

Dat dossier bevat :

1° het formulier en de desbetreffende bijlagen, die verkrijgbaar zijn bij de gasdistributienetbeheerder of de administratie, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur betreffende de verrichte investeringen of prestaties; de technische kenmerken van de toestellen worden vermeld op de factuur of op een nota van de verkoper die bij de factuur gaat, zodat kan worden nagegaan of de technische criteria in acht genomen worden;

3° een technische berekeningsnota op grond waarvan de verwachte energiebesparing in KW geschat kan worden;

4° voor de premies bedoeld in de artikelen 80 en 82, het rapport van het erkende onafhankelijk laboratorium als het premiebedrag hoger is dan 2.000 euro;

5° voor de industriële aardgasinstallaties, een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat de installatie volgens de regels van de kunst is uitgevoerd;

6° voor alle andere aardgasinstallaties, een afschrift van het proces-verbaal van oplevering van de installatie door de controleinstelling geaccrediteerd om controle uit te oefenen op aardgasinstallaties of een afschrift van het door de

bevoegde installateur opgestelde conformiteitsattest van de installatie, samen met een afschrift van zijn bevoegdheids-certificaat, al naar gelang van het geval.

### HOOFDSTUK III. — *Elektrische installaties*

#### *Afdeling 1. — In aanmerking komende investeringen in elk gebouwtype*

**Art. 84.** Er wordt een premie toegekend bij de plaatsing door een geregistreerde aannemer van een systeem voor het beheer van de elektrische verlichtings- en apparatuurinstallaties onder 20 kWh per apparatuur waarmee de elektrische uitrusting in elk gebouw automatisch geregeld of uitgeschakeld kan worden.

Het premiebedrag is gelijk aan 30 % van het factuurbedrag en mag niet hoger zijn dan 15.000 euro per technische exploitatie-eenheid.

**Art. 85.** Er wordt een premie toegekend voor de installatie :

1° een snelheidsvariator met frequentievariatie op een compressor, een ventilatiesysteem en een pomp;

2° een compressor, pomp en ventilatiesysteem uitgerust met een snelheidsvariator met frequentievariatie.

De energiebesparing bedraagt minstens 10 %.

De snelheidsvariator of de compressor, de pomp en het ventilatiesysteem uitgerust met een geïntegreerde frequentievariator dragen het EG-label en voldoen aan het koninklijk besluit van 28 februari 2007 betreffende de elektromagnetische compatibiliteit en aan het koninklijk besluit van 23 maart 1977 betreffende het op de markt brengen van elektrisch materieel.

De premie bedraagt 100 euro per kW nominaal vermogen van de motor en is beperkt tot 5.000 euro per technische exploitatie-eenheid.

**Art. 86.** Er wordt een premie toegekend voor de installatie van een inrichting voor kouderegelend en voor optimalisatie van de ontdooiingscycli, op voorwaarde dat een energiebesparing gerealiseerd wordt van minstens 20 %. Het gaat om een inrichting die de cycli van de compressoren controleert en die de ontdooiingscycli optimaliseert.

De premie bedraagt 1.250 euro per koudegroep van minstens 15 elektrische kW die met deze voorziening is uitgerust.

#### *Afdeling 2. — Investeringen voor de renovatie van een gebouw*

**Art. 87.** In geval van renovatie wordt een premie toegekend voor de hele of gedeeltelijke vervanging van een verlichtingssysteem dat een gecombineerde verbetering van de fotometrische en energieprestaties van het verlichtingssysteem mogelijk maakt waarvan het geïnstalleerde vermogen na de werkzaamheden niet meer bedraagt dan :

1° 3 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in sporthallen en zwembaden;

2° 3 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in lokalen voor medisch gebruik;

3° tussen 3 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in een lage en brede gang (min 30 m × 2 m × 2,8 m) en 8,5 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in een hoge en smalle gang (min 30 m × 1 m × 3,5 m);

4° 2,5 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in kantoren en andere lokalen.

Het geïnstalleerde materiaal is voorzien van de ENEC-certificatie.

Verlichtingstoestellen uitgerust met fluorescerende lampen of ontladingslampen worden uitsluitend met elektronische ballasts uitgerust.

§ 2. Het premiebedrag is gelijk aan :

1° 10 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerde vermogen tussen 10 en 30 %;

2° 20 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerde vermogen tussen 30 en 50 %;

3° 10 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerde vermogen boven 50 %.

Het premiebedrag mag niet hoger zijn dan 10.000 euro per exploitatie-eenheid.

**Art. 88.** In geval van renovatie wordt een premie toegekend voor de analyse van het elektriciteitsverbruik van een exploitatie-eenheid die minstens 20 000 elektrische kWu per jaar verbruikt. De analyse van het elektriciteitsverbruik omvat de registratie van de elektriciteitsleveringen gedurende twee weken, de uitgave van het auditrapport door een auditeur erkend in het kader van de programma's AMURE of UREBA en de melding van de voornaamste energiebesparingsmogelijkheden (technische maatregelen en investeringen), de kost ervan en de besparingen op energetisch en financieel vlak.

Het premiebedrag is gelijk aan 50 % van het factuurbedrag betreffende de analyse en mag niet hoger zijn dan 1.000 euro per technische exploitatie-eenheid.

#### *Afdeling III. — Procedure tot indiening van de aanvraag*

**Art. 89.** Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 85, 86 en 87, wordt het dossier door de aanvrager aan de gasdistributienetbeheerder gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de factuurdatum.

Dat dossier bevat :

1° het formulier en de desbetreffende bijlagen, die verkrijgbaar zijn bij de gasdistributienetbeheerder, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur betreffende de verrichte investeringen of prestaties; de technische kenmerken van de toestellen worden vermeld op de factuur of op een nota van de verkoper die bij de factuur gaat, zodat kan worden nagegaan of de technische criteria in acht genomen worden;

3° voor de premies bedoeld in de artikelen 85 en 86, een technische berekeningsnota op grond waarvan de verwachte energiebesparing in kWu geschat kan worden;

4° voor de premie bedoeld in artikel 87, een technische berekeningsnota op grond waarvan de fotometrische verbetering van de verlichting en de vermindering van het geïnstalleerde vermogen alsook het geïnstalleerde vermogen per m<sup>2</sup> per 100 lux geschat kunnen worden.

**Art. 90.** Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 84 en 88, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de factuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties.

Dat dossier bevat :

- 1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
- 2° het originele of een afschrift van de factuur of de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties;
- 3° voor de premie bedoeld in artikel 84, een technische berekeningsnota op grond waarvan de verwachte energiebesparing in kWu geschat kan worden; de technische kenmerken van de toestellen worden vermeld op de factuur of op een nota van de verkoper die bij de factuur gaat, zodat kan worden nagegaan of de technische criteria in acht genomen worden;
- 4° voor de premie bedoeld in artikel 88, een afschrift van het auditrapport bevattende de registratie van de elektriciteitslevering gedurende twee weken.

**TITEL VI. — Procedure en modaliteiten voor de uitkering van de premies bedoeld in de titels II tot V**

**HOOFDSTUK I. — Modaliteiten betreffende de administratieve behandeling van de aanvragen**

**Art. 91. § 1.** Binnen veertig dagen, te rekenen van de dag volgend op de datum van ontvangst van de aanvraag, stuurt de netbeheerder of de administratie, al naar gelang van het geval, een bericht van ontvangst aan de aanvrager waarin nader bepaald wordt of zijn dossier al dan niet volledig is.

Als het dossier onvolledig is, wordt de aanvrager in het schrijven bedoeld in het eerste lid gewezen op de gegevens die hij moet verstrekken om zijn dossier aan te vullen. De aanvrager beschikt over een termijn van zeventig dagen om de ontbrekende gegevens over te maken. Die termijn gaat in de dag volgend op de datum van verzending van het schrijven waarin om de aanvullende gegevens wordt verzocht.

Het dossier wordt afgesloten indien het geheel van de gevraagde gegevens niet wordt overgemaakt binnen de termijn voorgeschreven in het tweede lid.

Binnen honderdtwintig dagen, te rekenen van de dag volgend op de datum van ontvangst van de aanvraag, stuurt de netbeheerder of de administratie, al naar gelang van het geval, een schrijven aan de aanvrager met de beslissing die i.v.m. de aanvraag is genomen.

De termijn van honderdtwintig dagen wordt opgeschort op de datum van de aanvraag van de aanvullende gegevens tot de kennisgeving van het geheel van de gevraagde informatie.

De aanvraag wordt als aangenomen beschouwd als de netbeheerder of de administratie, al naar gelang van het geval, hun beslissing niet binnen de in het vierde lid bedoelde termijn schriftelijk aan de aanvrager heeft gestuurd.

In afwijking van het zesde lid, geeft de administratie of de netbeheerder, als zij/hij de premie niet kan berekenen, de aanvrager per post kennis van de ontbrekende gegevens die nodig zijn voor de berekening. De aanvrager beschikt met ingang van de datum van die kennisgeving over een termijn van vijftig dagen om de opgeëiste gegevens over te maken. Het dossier wordt afgesloten indien de gevraagde gegevens niet worden overgemaakt of indien slechts een deel ervan wordt overgemaakt.

Binnen twintig kalenderdagen, te rekenen van de datum van kennisgeving van de aanvaarding van de aanvraag of van de verstrijksdatum van de termijn bedoeld in het vierde lid, wordt het bedrag van de premie uitgekeerd door de administratie of de netbeheerder, al naar gelang van het geval.

§ 2. In het geval bedoeld in § 1, zesde lid, beschikt de netbeheerder of de administratie, al naar gelang van het geval, over een termijn van drie jaar, te rekenen van de dag volgend op de verstrijksdatum van de termijn bedoeld in het eerste lid, om na te gaan of de aanvraag voldoet aan de toekenningsvoorwaarden bedoeld in de titels II, III, IV en V van dit besluit en desnoods de terugbetaling van de toegekende premie te eisen indien die voorwaarden niet vervuld zijn.

§ 3. Elke weigeringsbrief vermeldt de beroepsmogelijkheid bedoeld in titel VII, alsook de modaliteiten en de procedure die erop van toepassing zijn.

**Art. 92. § 1.** In afwijking van de artikelen 49, 58, 59, 64, 65, 66, 67, 72, 73, 74 en 75 kunnen de in artikel 43 bedoelde aanvragers vóór de uitvoering van de krachtens titel III in aanmerking komende werken aan de administratie een dossier richten m.b.t. de premies die er behandeld worden. Dat dossier bevat :

- 1° behoorlijk ingevuld, het formulier voor de voorafgaande aanvraag, alsook de desbetreffende bijlagen, verkrijgbaar bij de administratie;
- 2° de budgettaire raming van de te verrichten investeringen.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de voorafgaande aanvraag stuurt de administratie een bericht van ontvangst naar de openbare huisvestingsmaatschappij waarin ze aangeeft of het dossier al dan niet volledig is.

Als het dossier onvolledig verklaard wordt, beschikt de openbare huisvestingsmaatschappij over veertig dagen, te rekenen van de dag na de datum van verzending van het door de administratie overgemaakte bericht van ontvangst, om alle aanvullende gegevens en gevraagde informatie te verstrekken.

Indien de openbare huisvestingsmaatschappij na afloop van die termijn de gevraagde gegevens aan de administratie heeft overgemaakt, wordt een tweede bericht van ontvangst verstuurd om de openbare huisvestingsmaatschappij erop te wijzen dat het dossier volledig is.

Indien de openbare huisvestingsmaatschappij de gevraagde gegevens niet heeft overgemaakt na afloop van die termijn, wordt de aanvraag geacht nooit te zijn ingediend.

De beslissing tot weigering van de subsidie of de belofte tot toekenning ervan wordt betekend binnen twee maanden, te rekenen van de datum van verzending van het bericht van ontvangst waarbij het dossier volledig wordt bevonden.

§ 2. De belofte tot toekenning van de premie heeft een geldigheidsduur van vierentwintig maanden, te rekenen van de datum van de kennisgeving ervan. Indien de openbare huisvestingsmaatschappij na afloop van die termijn haar premieaanvraag niet heeft ingediend overeenkomstig de artikelen 49, 58, 59, 64, 65, 66, 67, 72, 73, 74 en 75, vervalt de belofte tot toekenning.

§ 3. Deze bepaling is toepasselijk binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten bestemd voor de dossiers die door de openbare huisvestingsmaatschappijen ingediend worden in het kader van het door de Waalse Regering goedgekeurde Actieplan.

HOOFDSTUK II. — *Bepaling betreffende het beheer van de premies door de netbeheerders*

**Art. 93.** § 1. In het kader van de toekenning van de premies en binnen de perken van de begroting bestemd voor het actieprogramma betreffende het Energiefonds 2008 en 2009, zoals goedgekeurd bij beslissing van de Waalse Regering van 18 oktober 2007, kan de netbeheerder een aanvraag bij de administratie indienen om een rollend fonds te verkrijgen.

Voor de elektriciteitsdistributienetbeheerder wordt dat bedrag bepaald als volgt : 30 % van de jaarlijkse budgettaire enveloppe bestemd voor de toekenning van de premies beheerd door de elektriciteitsnetbeheerders in het kader van het door de Waalse Regering goedgekeurde actieplan 2008-2009, vermenigvuldigd met de verhouding tussen het aantal aansluitingspunten van die netbeheerder en het totaal aantal aansluitingspunten van het geheel van de elektriciteitsdistributienetbeheerders in het Waalse Gewest. Het rollend fonds wordt om de zes maanden herschat op grond van het saldo van de beschikbare budgettaire enveloppe en van het gebruikspercentage overeenstemmend met de verhouding tussen het totaalbedrag van de premies die daadwerkelijk zijn uitgekeerd door elke netbeheerder en de totale som van de premies betaald door het geheel van de netbeheerders; dat herschatte rollend fonds mag nooit lager zijn dan 30 % van het oorspronkelijke rollend fonds.

Voor de gasdistributienetbeheerder wordt dat bedrag bepaald als volgt :

30 % van de jaarlijkse budgettaire enveloppe bestemd voor de toekenning van de premies beheerd door de gasnetbeheerders in het kader van het door de Waalse Regering goedgekeurde actieplan 2008-2009, vermenigvuldigd met de verhouding tussen het aantal aansluitingspunten van die netbeheerder en het totaal aantal aansluitingspunten van het geheel van de gasdistributienetbeheerders in het Waalse Gewest. Het rollend fonds wordt om de zes maanden herschat op grond van het saldo van de beschikbare budgettaire enveloppe en van het gebruikspercentage overeenstemmend met de verhouding tussen het totaalbedrag van de premies die daadwerkelijk zijn uitgekeerd door elke netbeheerder en de totale som van de premies betaald door het geheel van de netbeheerders; dat herschatte rollend fonds mag nooit lager zijn dan 30 % van het oorspronkelijke rollend fonds.

Elke netbeheerder bezorgt de administratie voor de 10e van elke maand een elektronisch bestand dat per email met bericht van ontvangst wordt overgemaakt. Dat bestand bevat de per meting gesorteerde lijst van de premies die de vorige maand zijn uitgekeerd, alsook de uitvoerige gegevens die daarop betrekking hebben.

§ 2. De netbeheerder bezorgt de administratie om de zes maanden in 3 exemplaren een schuldverklaringsverklaring, samen met een lijst van de uitgaven en de bewijsstukken betreffende de daadwerkelijk betaalde premies.

Zodra de uitgavenlijst door de administratie in ontvangst genomen wordt, wordt ze samen met de bewijsstukken door haar nagekeken. Na bepaling van het bedrag van de in aanmerking komende uitgaven en na herschatting van het bedrag van het rollend fonds, laat de administratie het verschil tussen beide bedragen uitbetalen of eist ze er de terugbetaling van.

§ 3. De netbeheerder vermeldt op zijn schuldverklaringsverklaring het nummer van de financiële rekening waarvan hij houder is en neemt er de melding "bedrag voor waar en oprecht verklaard" in op.

HOOFDSTUK III. — *Specifieke bepaling voor de premies bedoeld in de artikelen 80 en 82*

**Art. 94.** Op verzoek van de onafhankelijke laboratoria erkend voor de metingen en/of controles uitgevoerd in situ in het kader van de premies die toegekend worden krachtens de artikelen 80 en 82 van dit besluit, wordt een opdrachtovereenkomst gesloten tussen het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Minister van Energie, en die laboratoria.

HOOFDSTUK IV. — *Geldigheid van de premies*

**Art. 95.** De premies worden toegekend voor elke in aanmerking komende investering verricht tussen 1 januari 2008 en 31 december 2009. De voor de naleving van dat criterium in aanmerking genomen datum wordt nader bepaald in de titels II tot V, in de procedures voor de aanvraagindiening betreffende elke premie.

**Art. 96.** Als het budget te snel verbruikt wordt en als het bijna op is, maakt de administratie een bericht bekend in het *Belgisch Staatsblad*, op de internetsite Energie van het Waalse Gewest, alsook in de media die het grondgebied van het Waalse Gewest bedienen, met inbegrip van de Duitstalige Gemeenschap. Dat bericht vermeldt de periode waarin de premies in aanmerking blijven komen overeenkomstig de in elk van de titels II tot V omschreven procedures tot indiening van de aanvraag. Die periode loopt minstens twee weken, te rekenen van de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

TITEL VII. — *Beroepen*

**Art. 97.** Er wordt binnen de administratie een onafhankelijke cel opgericht voor de behandeling van de herzieningsaanvragen, hierna "geschillencel" genoemd.

**Art. 98.** Onverminderd het recht om zich rechtstreeks tot de rechtbank te wenden, kan de aanvrager wiens aanvraag is geweigerd een verzoek indienen opdat de beslissing tot weigering zou worden herzien. Dat verzoek wordt d.m.v. een gemotiveerd schrijven aan de directeur-generaal van de administratie gericht binnen een termijn van hoogstens negentig dagen, te rekenen van de datum van kennisgeving van de beslissing tot weigering.

**Art. 99.** § 1. De geschillencel bericht ontvangst van de herzieningsaanvraag en verzoekt de aanvrager erom binnen zeventig dagen alle bewijsstukken en -elementen over te maken die ze nodig acht voor de herbehandeling van het dossier. Als de opgeëiste gegevens niet binnen die termijn verstrekt worden, wordt de oorspronkelijke beslissing tot weigering bevestigd.

§ 2. De geschillencel betekent haar beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen van de dag na de datum van ontvangst van het geheel van de opgeëiste gegevens.

§ 3. Als de herzieningsaanvraag gegrond wordt geacht, wordt het premiebedrag uitbetaald overeenkomstig de bepalingen van artikel 91.

TITEL VIII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 100.** Het ministerieel besluit van 11 april 2005 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik wordt opgeheven met inwerkingtreding op 31 december 2007, onder voorbehoud van wat volgt :

— alle premieaanvragen die voldoen aan de bepalingen van titel II van genoemd besluit kunnen tot 31 maart 2008 ingediend worden als de eerste dag van de in artikel 37, § 1, van genoemd besluit bedoelde termijn voor de indiening van de aanvraag voorafgaat aan 1 januari 2008;

— alle premieaanvragen die voldoen aan de bepalingen van titel III van genoemd besluit kunnen tot 30 juni 2008 ingediend worden als de eerste dag van de in artikel 37, § 1, van genoemd besluit bedoelde termijn voor de indiening van de aanvraag voorafgaat aan 1 januari 2008;

— de premieaanvragen bedoeld in het tweede en het derde lid worden door de administratie of de netbeheerder in ontvangst genomen en behandeld, overeenkomstig de bepalingen van artikel 37, §§ 2 en 3, van genoemd besluit.

Voor de toepassing van de artikelen 20, 23, 24, 54, 56 en 57 worden de warmtepompen conform de bijlage geacht als ze voldoen aan de criteria van bijlage I bij genoemd besluit, voor zover de eerste dag van de overeenkomstig artikel 37, § 1, van genoemd besluit bepaalde termijn voor de indiening van de aanvraag later valt dan 31 december 2007 en voorafgaat aan 1 juni 2008.

**Art. 101.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2008, met uitzondering van artikel 100, dat in werking treedt op 31 december 2007.

Namen, 20 december 2007.

A. ANTOINE

## Bijlage

## 1. WARMTEPOMP VOOR DE VEWARMING VAN EEN WONING.

De reversibele warmtepompen voor de klimaatregeling van de gebouw komen niet in aanmerking voor de premie.

*1.a. Energiewinning.*• **In het water :**

De winning kan verricht worden hetzij in oppervlaktewateren (rivieren, vijvers, meren,...), hetzij in diepe wateren (grondwaterlagen, putten,...), op "statische" of "dynamische" wijze.

De premieaanvraag gaat vergezeld van de berekeningsnota voor het gezamenlijke systeem van energie-opneming :

- in het geval van een "dynamische" winning (door oppompen), omvat het o.a. de dimensionering van de eventuele tussenwarmtewisselaars, de vloeistofdebieten, de temperatuurdelta's, het vermogen van de hulpmiddelen...
- in het geval van een "statische" winning (via een onder water gezette wisselaar), omvat het o.a. de dimensionering van de wisselaar, van het eventuele kunstmatig bekken of van de natuurlijke bron,...

Indien een milieuvergunning vereist wordt voor de exploitatie van dat hulpmiddel, wordt het bewijs van de aanvaarding van de vergunning bij de premieaanvraag gevoegd.

• **In de grond :**

De energiewinning kan verwezenlijkt worden hetzij met een horizontaal begraven verdamper, hetzij met een warmtewisselaar met glycolwater die horizontaal of verticaal in de grond begraven is.

De premieaanvraag gaat vergezeld van de berekeningsnota voor het gezamenlijke systeem van energie-opneming :

- bij gebruik van een tussenvloeistof zoals glycolwater, gaat het hetzij om de dimensionering van de horizontaal geplaatste warmtewisselaar, hetzij om de verticale sonde(s). De nota vermeldt o.a. het secundaire vloeistofdebiet en het vermogen van het hulpmiddel.
- In het geval van een horizontale verdamper, gaat het om de dimensionering van die verdamper.

Bij winning d.m.v. een verticale sonde gaat het premieaanvraagformulier vergezeld van een geologische analyserapport dat door een boormaatschappij is uitgevoerd.

• **In de lucht :**

In de lucht kan de energiewinning op statische of dynamische wijze verwezenlijkt worden.

De warmtepompen die lucht als energiebron gebruiken kunnen eventueel van een extra elektrische pompelaar voorzien worden daar waar warmte geloosd wordt. De pompelaar wordt onder de condensator geplaatst.

In het geval van een statische winning wordt de warmtepomp niet uitgerust met een ontdooiingssysteem, maar wordt de buitenwisselaar zonder belemmering van het zonlicht gericht tussen het zuiden en het westen.

Ook in dit geval gaat de premieaanvraag vergezeld van de berekeningsnota betreffende de dimensionering van het gezamenlijke systeem van energie-opneming : Bij gebruik van een secundaire vloeistof worden het debiet en het vermogen van het hulpmiddel nader bepaald.

*1.b. Energielozing.*• **Lozing in de omgevingslucht :**

De warmtepompen die de thermische energie in de lucht lozen komen niet in aanmerking voor de premie.

• **Lozing d.m.v. een warmtegenererende vloeistof of water :**

Lokalen mogen in geen geval d.m.v. radiatoren of convectoren verwarmd worden. Alleen een laag temperatuurvloer- of muurverwarmingssysteem en laag temperatuur warmwater ventilo-convectoren worden toegelaten in lokalen die niet als woonkamer dienen.

Een extra elektrisch toestel wordt uitsluitend in de bad- of douchekamers toegelaten.



**1.c. Minimale prestaties.**

Om in aanmerking te komen voor de premie, voldoet de warmtepomp voor de verwarming van de woning aan een minimale prestatiecoëfficiënt in een nominaal stelsel dat varieert naar gelang van de aangewende technologie.

De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN 14511 : 2004 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energie-lozing	T° koudwater aan de ingang van de verdamper	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Dynamische lucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	35 °C	3.1
Diepwater of oppervlaktewater	Water	10 °C (*)	35 °C	5.1
Geothermische wisselaar met glycolwater (horizontaal of verticaal)	Water	0 °C (*)	35 °C	4.3

(\*) Indien een secundair circuit gebruikt wordt (tussenswisselaar en glycolwater), gaat het om de temperatuur van die tussenvloeistof aan de uitgang van de verdamper.

De COP van de systemen die niet onder de norm NBN 14511 : 2004 vallen, worden bepaald volgens de door deze norm voorgedragen methodologie, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energie-lozing	T° van de lucht in contact met de wisselaar	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Statische lucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	35 °C	3.1

Winningsbron	Energie-lozing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (horizontaal)	Water	- 7 °C	35 °C	4
	Gas	- 7 °C	35 °C	4

**1.d. Aanvullende bepaling.**

De installatie wordt uitgerust met een bijkomende elektrische meter voor de meting van het verbruik i.v.m. het gebruik van de warmtepomp.

**2. WARMTEPOMP VOOR DE PRODUCTIE VAN SANITAIR WARMWATER (PAC ECS).****2.a. Energiewinning.****• In het water :**

De winning kan verricht worden hetzij in oppervlaktewateren (rivieren, vijvers, meren,...), hetzij in diepe wateren (grondwaterspiegels, putten,...), op "statische" of "dynamische" wijze.

De premieaanvraag gaat vergezeld van de berekeningsnota voor het gezamenlijke systeem van energie-opneming :

- in het geval van een "dynamische" winning (door oppompen), omvat het o.a. de dimensionering van de eventuele tussenwarmtewisselaars, de vloeistofdebieten, de temperatuurdelta's, het vermogen van de hulpmiddelen...
- in het geval van een "statische" winning (via een onder water gezette wisselaar), omvat het o.a. de dimensionering van de wisselaar, van het eventuele kunstmatig bekken of van de natuurlijke bron...

Indien een milieuvergunning vereist wordt voor de exploitatie van dat hulpmiddel, wordt het bewijs van de aanvaarding van de vergunning bij de premieaanvraag gevoegd.

**• In de grond :**

De energiewinning kan verwezenlijkt worden hetzij met een horizontaal bedolven verdamper, hetzij met een warmtewisselaar met glycolwater die horizontaal of verticaal in de grond begraven is.

De premieaanvraag gaat vergezeld van de berekeningsnota voor het gezamenlijke systeem van energie-opneming :

- bij gebruik van een tussenvloeistof zoals glycolwater, gaat het hetzij om de dimensionering van de horizontaal geplaatste warmtewisselaar, hetzij om de verticale sonde(s). De nota vermeldt o.a. het secundaire vloeistofdebiet en het vermogen van het hulpmiddel.
- In het geval van een horizontale verdamper, gaat het om de dimensionering van die verdamper.

Bij winning d.m.v. een verticale sonde gaat het premieaanvraagformulier vergezeld van een geologische analyserapport dat door een boormaatschappij is uitgevoerd.

• **In de lucht :**

In de lucht kan de energiewinning op statische of dynamische wijze verwezenlijkt worden.

De warmtepompen die lucht als energiebron gebruiken kunnen eventueel van een extra elektrische pompelaar voorzien worden daar waar warmte geloosd wordt. De pompelaar wordt onder de condensator geplaatst.

In het geval van een statische winning wordt de warmtepomp niet uitgerust met een ontdooiingssysteem, maar wordt de buitenwisselaar zonder belemmering van het zonlicht gericht tussen het zuiden en het westen.

Ook in dit geval gaat de premieaanvraag vergezeld van de berekeningsnota betreffende de dimensionering van het gezamenlijke systeem van energie-opneming : Bij gebruik van een secundaire vloeistof worden het debiet en het vermogen van het hulpmiddel nader bepaald.

**2.b. Energielozing.**

De warmteopslagballon beschikt over een opslagcapaciteit van minstens 150 liter. De ballon wordt verticaal geplaatst en de verhouding hoogte/omtrek bedraagt minstens 2 om een juiste stratificatie te hebben.

Het systeem maakt de periodieke anti-salmonella behandeling mogelijk en is uitgerust met de klassieke veiligheidsgroep.

**2.c. Minimale prestaties.**

Om in aanmerking te komen voor de premie, voldoet de warmtepomp voor de verwarming van sanitair warmwater aan een minimale prestatiecoëfficiënt in een nominaal stelsel dat varieert naar gelang van de aangewende technologie.

De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN 14511 : 2004 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energie-lozing	T° koudwater aan de ingang van de verdamper	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Dynamische lucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	45 °C	2.6
Diepwater of oppervlaktewater	Water	10 °C (*)	45 °C	4.2
Wisselaar met glycolwater (horizontaal of verticaal)	Water	0 °C (*)	45 °C	3.5

(\*) Indien een secundair circuit gebruikt wordt (tussenwisselaar en glycolwater), gaat het om de temperatuur van die tussenvloeistof aan de ingang van de verdamper.

De COP van de systemen die niet onder de norm NBN 14511 : 2004 vallen, worden bepaald volgens de door deze norm voorgedragen methodologie, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energie-lozing	T° van de lucht in contact met de wisselaar	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Statische lucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	45 °C	2.6

Winningsbron	Energie-lozing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (horizontaal)	Water	- 7 °C	45 °C	3
	Gas	- 7 °C	45 °C	3

**2.d. Aanvullende bepaling.**

De installatie wordt uitgerust met een bijkomende elektrische meter voor de meting van het verbruik i.v.m. het gebruik van de warmtepomp.

**3. COMBI-WARMTEPOMPEN VEWARMING WONING - SANITAIR WARMWATER.**

De combi-warmtepomp voldoet gelijktijdig of beurtelings aan de criteria voor de verwarming van de woning (zie punt 1 hierboven) en aan die voor de verwarming van het sanitaire warmwater (zie punt 2 hierboven).

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 20 december 2007 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik.

Namen, 20 december 2007.

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE